

# S!ilence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

## OGM

**Energie**

**Pour ou contre  
les biocarburants**

**Jeûne Sortir du nucléaire  
Tout dépend  
de vous**

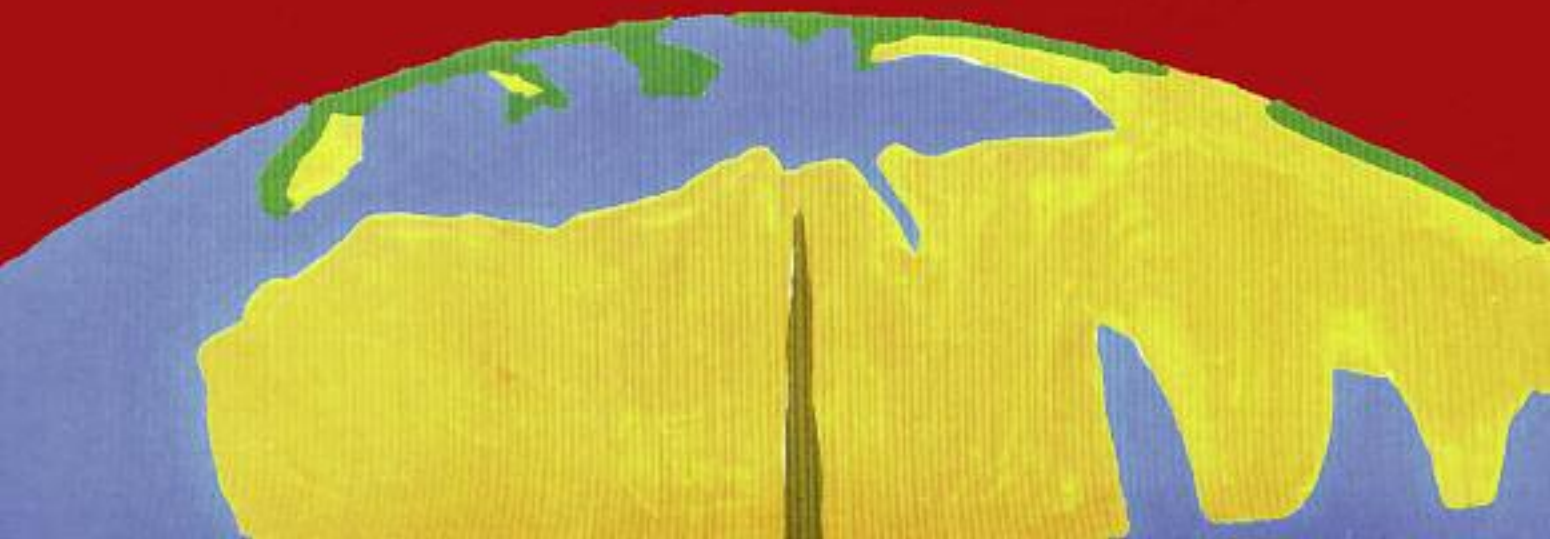
## Violence marchande

**Non-violence**

**Objection  
notre honneur**

**Systèmes d'échanges locaux**

**Echec économique,  
réussite sociale**



**OGM violence marchande****Le prétexte médical,  
faux espoirs et vrais dangers**

de Christian Berdit

**Les faucheurs de doute**

de Madeleine Nutchey

**De l'influence sociale sur  
les pratiques de sélection**

de Jean-Pierre Berlan

**De l'éthique sur l'étiquette**

d'Arnaud Apoteker

**L'étiquetage est un leurre**

de Jacques Testard

**20 Energies  
Pour ou contre  
les biocarburants**

Thomas Plassard et Francis Giot

**Jeûne vivre sans nucléaire****Tout dépend  
de vous !**

de Michel Bernard

**Non-violence  
Objection notre  
honneur**

de Madeleine Nutchey

**33 Superphénix  
Une bombe en puissance**

de Michel Bernard

**Sel  
Echec économique,  
réussite sociale**

de Bernard Gilet

**Brèves**

- |                  |              |
|------------------|--------------|
| 15 Santé         | 34 Femmes    |
| 16 Alternatives  | 35 Société   |
| 19 Energies      | 36 Politique |
| 22 Environnement | 40 Annonces  |
| 27 Nucléaire     | 41 Courriers |
| 29 Nord/Sud      | 44 Livres    |
| 32 Paix          |              |

Les infos contenus de ce numéro ont été arrêtées au 28 avril 2004.

**Appel à bénévoles**

Nos correspondant-e-s locaux auront besoin d'aide pour les salons suivants :

■ **Tarn** : Biocybèle à Rabastens les 30 et 31 mai, contacter *Sandrine* au 06 64 54 01 53.■ **Jura** : Tournesol à Dôle, les 26 et 27 juin, contacter *Philippe* au 03 81 84 41 34.■ **Drôme** : Naturellement à Nyons, le 04 juillet, contacter *Jacques* au 04 75 25 32 73.**Rencontre des  
ami-e-s de S!lence**

Cette année, la rencontre se tiendra en Bretagne, dans la forêt de Brocéliande (chez Alexandre Robert, La Guette-en-Beauvais, 35380 Raimpont, tél jusqu'à fin juin : 02 97 93 42 92), du samedi 24 juillet au dimanche 1er août. Les ami-e-s de S!lence cherchent des personnes qui peuvent venir sur place avant le début de la rencontre pour préparer le lieu : construction de douches, toilettes sèches, abris... Pour participer à ces rencontres, il faut adhérer à l'association des Ami-e-s de S!lence (5 € par an minimum). Comme pour les années précédentes, le menu de cette rencontre sera largement réalisé en fonction de vos propositions. Sont déjà assurés des ateliers sur les écovillages, les graines germées, le shiatsu, l'espéranto, la simplicité volontaire, les chants, la non-violence... Les Ami-e-s de S!lence, Florence de Luna, 21 c, rue Pierre-Brunier, 69300 Caluire, tél : 04 72 07 83 84 ou Thierry, tél : 06 71 63 10 03.

**Ami-e-s de Silence  
à vélo**

Si vous voulez bénéficier d'un vélo gratuit lors de votre présence à la rencontre des Ami-e-s de Silence en forêt de Brocéliande, entre le 24 juillet et le 1er août, vous êtes invités à venir aider à les préparer à partir du 20 juillet au Comité du centre, 7, rue du Centre, 79360 La Foye-Monjault.

**ILE-DE-FRANCE  
Echos de S!lence**L'émission *Les échos de S!lence* basée sur les thèmes de la revue aura lieu les mercredis 15juin, 7 juillet, 4 août, 8 septembre, 6 octobre, 10 novembre, 8 décembre, de 16h30 à 17h30 sur Radio Ici-et-Maintenant, 95,2 FM. Si vous n'habitez pas en Ile-de-France, vous pouvez aussi l'écouter sur internet sur [icietmaintenant.com](http://icietmaintenant.com).**LYON  
Café Silence**

Un café Silence sur le thème de la décroissance soutenable aura lieu le samedi 5 juin prochain, à 16 heures, devant la Maison de l'environnement, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon (métro Ampère Victor Hugo, ligne A). Vous y êtes les bienvenu-e-s ! Pour participer à l'organisation d'autres cafés, ateliers ou stands de Silence, merci de contacter *Alexandre* au 04 78 39 55 33 (le mardi de 10 à 17 h).

**LYON  
Ateliers Silence**

Des ateliers avec jeux et animations sur le thème des villes utopiques et des écocités auront lieu le vendredi 25 juin sur l'esplanade de la montée de la grande côte, sous la place de la Croix-rousse, à partir de 16 h. Une rencontre-débat avec exposition est également prévue non loin de là à 20 heures, à l'Épicerie culturelle, au 3, rue des Pierres-Plantées, 69001 Lyon (métro Croix-Rousse, ligne C). Ces ateliers sont organisés notamment avec l'aide des Robins des Villes, association de jeunes diplômés en architecture et en urbanisme qui cherchent à aider le public à ouvrir un autre regard sur la ville et l'environnement urbain. Contact : *Alexandre* à la revue Silence au 04 78 39 55 33 (le mardi de 10 à 17 h).

**Votre annonce  
n'est pas dans ce  
numéro ?**

Certains se plaignent de l'absence d'une annonce qu'ils ont envoyée. La réponse est probablement dans le manque de respect des délais. Ceux-ci sont annoncés dans le pavé *Venez nous voir* ci-dessous... En gros, il faut s'y prendre deux mois à l'avance pour passer une annonce.

**Venez nous voir !**

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

**N°312-313 - Eté**  
Comité de clôture des articles :  
samedi 29 mai à 14 h  
(clôture brèves : mardi 1<sup>er</sup> juin à 12 h)  
Expédition :  
vendredi 18 juin de 14 h à 21 h 30

**N°314 - Septembre**  
Comité de clôture des articles :  
samedi 7 août à 14 h  
(clôture brèves : mardi 11 août à 12 h)  
Expédition :  
vendredi 27 août de 14 h à 21 h 30

**Bulletin d'abonnement page 47**



# Le profit, un point c'est tout

Les OGM se heurtent à une résistance acharnée en Europe, les instances de celle-ci n'osant pas pour le moment rompre le moratoire de 1999.

Pendant ce temps, les risques des OGM se précisent : une étude européenne prédit que rien ne peut arrêter une contamination et que, dans ce contexte, toute autre agriculture, en particulier l'agriculture biologique, ne peut y survivre. Les risques avec les OGM médicaux que nous présentons dans ce numéro, sont tout aussi terribles : une contamination peut se produire, provoquée par le vent ou par un insecte, sans que rien ne puisse plus l'arrêter... aussi dangereux qu'un nuage radioactif, aussi irréversible.

En parallèle, les arguments en faveur des OGM disparaissent les uns après les autres. Non, les OGM ne permettent pas de diminuer les doses de pesticides (1). Non, les OGM ne permettent pas d'augmenter les rendements et n'aideront pas les agriculteurs à améliorer leurs revenus. Non, les OGM n'aideront pas les paysans du Sud qui préfèrent et de loin produire eux-mêmes leurs semences plutôt que de les acheter ! Après des années de batailles, que reste-t-il pour justifier les OGM ? Uniquement la volonté de profit de quelques multinationales. Un point c'est tout. Espérons qu'ils (les OGM) et elles (les firmes) disparaîtront avant qu'il ne soit trop tard.

**Francis Vergier**

(1) A l'automne 2003, une étude gouvernementale britannique concluait que rien ne prouvait que le recours aux semences OGM permette de réduire l'usage des pesticides. Une étude américaine publiée fin mars 2004 montre que dans les surfaces cultivées avec des OGM, la consommation de pesticides a augmenté de 30 000 tonnes lors des trois dernières années ! (*inf'OGM, avril 2004*)

RAFFAËL III



TOUT LE MONDE CONTRE L'IRAK



AUGMENTATION DE LA CONSOMMATION DE CANNABIS CHEZ LES JEUNES



"21 AVRIL À L'ENVERS"



ROSELYNE BACHELOT À LA RECHERCHE D'UN JOB DIÈTE



**OGM :  
Le prétexte  
médical,  
faux-espoirs  
et vrais  
dangers !**



## Les risques des OGM cultivés en plein champ commencent à être bien connus de nos lecteurs. Reste l'argument apparemment imparable : faire avancer la recherche médicale. Pourrions-nous aussi être contre ? Voici ce qu'en disent les Amis de la Terre.

Les Amis de la Terre s'opposent fermement aux OGM agricoles ou alimentaires pour deux raisons principales : parce qu'on ne maîtrise pas les techniques de manipulations génétiques ; et parce qu'on ne peut pas contrôler l'environnement. Voici deux cas exemple pour rappel.

### Le soja Monsanto

Cette affaire a été révélée par la presse belge durant l'été 2001. Des scientifiques belges ont fait une découverte incroyable : le soja transgénique que Monsanto commercialisait aux quatre coins de la planète, à l'époque depuis cinq ans, contient des fragments d'ADN inconnus ! Dans cette étude, les scientifiques ont repéré «un segment de 534 paires de bases pour lesquelles, aucune séquence homologue n'a pu être détectée» (1). Ce fragment n'appartient ni au gène introduit, ni à la plante d'origine ! Comment ce matériel génétique est-il arrivé là ? Mystère. Les scientifiques supposent que, lorsqu'on insère un gène dans un génome — d'une plante par exemple — en cassant l'ADN original, on provoque une instabilité génétique. Des modifications, des réparations ou un réarrangement important dans le matériel génétique hôte, se produisent... Des gènes jusqu'alors «silencieux» se mettent à s'exprimer, des gènes jusqu'alors actifs arrêtent de s'exprimer. Le danger étant que de légères modifications de la plante passent inaperçues ou que sous certaines conditions, des protéines toxiques puissent être produites. Ces phénomènes aux mécanismes complexes sont pour l'instant totalement imprévisibles et surviennent selon des règles que les scientifiques ne savent pas expliquer.

Lorsqu'on demanda à Monsanto pourquoi ce fragment d'ADN, véritable «objet génétique non identifié», n'est pas mentionné dans le dossier d'autorisation de son soja, le directeur scientifique de Monsanto France répondit (2) que «Les méthodes et les techniques évoluent. A l'époque, il n'était pas possible d'isoler ce fragment». On a donc inondé la planète d'OGM agricoles, alors qu'on n'avait pas les moyens de contrôler ce qu'il y avait réellement dans les plantes ! Ce n'est pas nous qui le disons, mais Monsanto. C'est d'une légèreté et d'une irresponsabilité

incroyables ! Quant aux autorités censées contrôler, de qui se moquent-elles ?

Et comment être sûrs que dans dix ans, les mêmes plaisantins ne nous diront pas de nouveau: «Mais vous plaisantez ! En 2004, on ne pouvait pas savoir !». C'est exactement ce que certains disaient pour leur défense, dans l'affaire du sang contaminé...

### Les virus tueurs

Des chercheurs australiens essayaient de rendre stériles des souris. Pour cela, ils utilisaient un virus de la variole de la souris comme vecteur (véhicule) pour transporter dans les souris, le gène qui devait produire la molécule AL-4 destinée à les rendre stériles.

Le virus normal ne provoque que des symptômes bénins dans le type de souris utilisées pour l'expérience. Par contre le virus modifié génétiquement par l'insertion du gène AL-4 est soudain devenu un virus tueur qui élimina toutes les souris, en neuf jours, en détruisant leur système immunitaire. Après avoir découvert les effets de leur virus tueur, les scientifiques ont tenté de vacciner les souris. Le virus manipulé s'est révélé inhabituellement

résistant au vaccin, qui ne fut efficace que dans la moitié des cas ! (3)

Les techniques utilisant des virus pour transporter les gènes à l'intérieur du corps de l'organisme hôte sont très courantes. De nombreux vaccins les utilisent mais jusqu'à présent, aucun problème n'était apparu, les virus étant moins virulents après la manipulation génétique. Qui plus est, ce virus n'a pas d'effet sur les humains certes, mais c'est une forme très proche du virus de la variole... humaine.

Le cas de Jesse Gelsinger, un jeune homme de 18 ans qui souffrait d'une maladie du foie rare, est peu connu mais il décrit bien les pratiques d'apprentis sorciers de nos pseudo-scientifiques. Il fut traité par une thérapie génique qui comprenait un adenovirus manipulé génétiquement pour transporter à l'intérieur de son corps le gène qui lui manquait. Comme dans le cas des

souris, le virus qui ne devait servir que de simple transporteur, a tué le patient (Washington Post, 20 septembre 1999).

Pourquoi dans ces cas précis, les virus sont devenu des virus tueurs ? Personne ne le sait. Comme le dit Pierre-Henri Gouyon, chercheur au CNRS : «La biologie est une science empirique, qui ne peut pas prévoir l'inconnu, mais seulement ce qu'elle a observé de nombreuses fois» (4). C'est rassurant...

### Le milieu ouvert est incontrôlable

Des conditions environnementales extrêmes modulent la biologie des plantes et parfois affectent de façons différentes les plantes génétiquement modifiées de leurs équivalents naturels. Par exemple, lors de périodes de très fortes chaleurs, les pieds de soja génétiquement modifié pour être tolérants au glyphosate présentaient des tiges beaucoup plus fendues, étaient moins grands, les rendements et le poids étaient plus bas que chez leurs équivalents conventionnels (5).



(1) Etude belge sur le soja Monsanto : «Caractérisation of the Roundup Ready soybean insert, Peter Windels, Isabel Taverniers, Ann Depicker, Eric Van Bockstaele, Marc De Loose, (2001)».

(2) *La Libre Belgique* 17 août 2001.

(3) Rachel Nowak, Melbourne, *New Scientist Online News*, 10 janvier 2001.

(4) Pierre-Henri Gouyon, *Le Monde*, 7 février 2002. Interview de Hervé Kempf.

(5) Cohan, A (1999) "Monsanto's modified soy beans are cracking up in the heat" (le soja OGM de Monsanto se fendille sous la chaleur) *New Scientist*, 20 septembre 1999.

## OGM thérapeutiques : danger accru !

Entre une plante modifiée génétiquement pour produire un insecticide et une plante modifiée génétiquement pour produire un produit pharmaceutique, y a-t-il une différence fondamentale ? Non, évidemment ! Les mêmes problèmes de contamination se posent et donc, pour les mêmes raisons, nous refuserons la dissémination

d'OGM thérapeutiques en plein champ. Notre opposition aux OGM thérapeutiques en plein champ est même renforcée pour les raisons suivantes.

### 1 - Exposition involontaire et sans distinction à des médicaments.

Les produits pharmaceutiques sont conçus pour provoquer des réponses du corps humain (ou animal) et certains de ces médicaments OGM, produits dans des plantes sont particulièrement puissants (hormone de croissance, trichosanthine) ; d'autres sont connus pour avoir une action sur le corps humain lorsqu'ils sont ingérés (avidine, aprotinine) (7). En tant que médicaments, ces produits doivent être prescrits selon des procédures contrôlées : doses précises, intervalles entre les prises, mode de prise du médicament et uniquement aux personnes souffrant des troubles que ces drogues sont censées soulager et avec leur consentement.

Si ces produits contaminent la chaîne alimentaire, aucune de ces conditions ne

(6) Pierre-Henri Gouyon, idem.

(7) Quelques exemples. Certains agents de croissance comme l'érythropine sont actifs à des doses de l'ordre du milliardième de gramme par injection. Les personnes en contact avec ces substances doivent porter un masque et des gants résistants à des agents chimiques. La trichosanthine est un puissant produit abortif et a été introduite dans du tabac à l'aide d'un virus connu pour infecter aussi les tomates, les piments et les autres plantes apparentées au tabac. Health Canada notait que cette substance est "hautement toxique" et pose "de graves risques pour la santé en particulier des enfants" (Health Canada 2001). L'avidine provoque une déficience en vitamine et l'aprotinine, coagulant sanguin, peut provoquer des maladies du pancréas chez les animaux et peut-être chez les humains. Ces deux derniers produits ont été insérés dans des maïs par génie génétique. Des enzymes industriels comme la trypsine et l'antitrypsine, produits dans des maïs sont des allergènes connus maïs du maïs à la trypsine devait être cultivé sur des centaines d'hectares dans la ceinture céréalières des Etats-Unis en 2002 (Des Moines Register 2002). Une firme californienne met au point un maïs fabriquant un anticorps agissant contre le sperme pour en faire un produit contraceptif. Quel effet aura ce maïs sur les agriculteurs, les mammifères sauvages? La firme Limagrain a eu en 1998 quatre autorisations pour procéder à des essais en plein champ de maïs produisant de l'hémoglobine humaine, du procolagène humain, de l'albumine de sérum humain et des protéines du virus de la rage. On comprend mieux les motivations de Mr Alain Toppan, cadre de Biogemma, filiale de Limagrain qui vient de lancer une pétition de "scientifiques" pour les "OGM qui ne font courir aucun risque, ni aux humains, ni à l'environnement".



Mahlien

Tout cela était une conséquence inattendue de la manipulation génétique. Quelles autres surprises nous réserve l'avenir?

Les transferts de gènes horizontaux — par exemple de plantes en décomposition vers des bactéries — sont un autre mode potentiel de dissémination des gènes, mais très peu étudié. Une étude menée par Saxena et Stotzky en 2000 révéla que le maïs modifié génétiquement pour produire l'insecticide Bt, sécrétait par l'intermédiaire de ses rhizomes la toxine insecticide CryLab alors que ce type de maïs était déjà commercialisé depuis des années. Qu'en sera-t-il avec des plantes OGM thérapeutiques? Quels effets ces molécules peuvent avoir sur les organismes du sol ?

Comme le dit Pierre-Henri Gouyon: «On ne se donne pas les moyens d'étudier les risques de façon approfondie : alors que le programme Génoplante d'étude du génome des plantes est doté de 300 millions d'euros, l'étude des risques dispose



Haricots transgéniques aux USA.

de moins de 2 millions d'euros. Il y a là une disproportion flagrante» (6).

Ces exemples démontrent, une fois encore, combien nos connaissances scientifiques sur les mécanismes complexes qui dirigent les gènes, sont lacunaires. Le cas des "virus tueurs" nous montre le type de risques graves auxquels nous nous exposons... Tant que ces phénomènes complexes ne seront pas expliqués, prévisibles et contrôlables, il faut refuser toute dissémination des OGM en plein champ.

Tant que les chercheurs ne peuvent expliquer ce qui se passe, les techniciens n'ont pas le droit d'expérimenter en plein air. Il est absolument nécessaire de maintenir les OGM dans des laboratoires.

sera respectée. Les gens pourront être exposés à ces produits pharmaceutiques, sans distinction (malades ou non), sans le savoir (sans leur consentement préalable) et à des niveaux variables, durant des périodes de durées indéterminées par voie orale pour les consommateurs, par inhalation, voie orale ou par contact avec la peau pour les agriculteurs et les ouvriers lors de la transformation.

Qui veut sérieusement faire prendre ce risque à la population ?

## 2 - Exposition à des produits pharmaceutiques expérimentaux et non testés.

Lorsqu'on procède aux essais en plein champ, les produits pharmaceutiques sont des produits expérimentaux. Les produits pharmaceutiques GM présentent généralement de subtiles différences avec leurs équivalents humains ou animaux, au niveau des séquences primaires des acides-aminés, des structures tertiaires et/ou résultant de modes différents de processus post-traductionnel chez les plantes ou les mammifères. De telles différences dans les produits pharmaceutiques GM posent le risque d'allergies ou de réaction du système immunitaire (y compris des dysfonctionnements du système auto-immune, risque habituellement inexistant dans leurs équivalents naturels). Ainsi, si une étude scientifique démontrait qu'une exposition incontrôlée à des produits thérapeutiques d'origine naturelle (animale ou humaine) ne présente aucun risque sanitaire ou environnemental, on ne pourrait pas transposer ces résultats à leurs équivalents fabriqués à partir de plantes OGM et se servir de cette étude comme base pour justifier des seuils de contamination dans les aliments.



Action devant le siège de Danone.

## 3 - Détournement et actes criminels.

Enfin, personne ne pourra empêcher des personnes mal intentionnées de détourner ou d'utiliser à des fins condamnables, des plantes pharmaceutiques ou chimiques, en particulier dans des parcelles de grandes tailles. Il ne sera pas possible, économiquement, de financer la surveillance de parcelles au-dessus d'une certaine taille ; cela les rendra accessibles à toute personne mal intentionnée ou

sans scrupule qui pourrait voler des plants de plantes pharmaceutiques et les cultiver elle-même. En comparaison, il est quand même beaucoup plus facile de contrôler et sécuriser l'accès aux usines pharmaceutiques (8).

## 4 - Impact sur la faune sauvage.

Les produits pharmaceutiques fabriqués par les plantes OGM, en particulier ceux destinés à être ingérés, peuvent aussi être mangés par des animaux sauvages. Quelles conséquences ces produits, pour certains hautement toxiques, peuvent-ils avoir sur la faune ? Est-ce que des espèces sauvages pourraient développer une résistance à des vaccins pour animaux par voie orale et développer ainsi une vulnérabilité à des agents pathogènes jusqu'alors sans problèmes pour elles ?

Si de tels problèmes apparaissent, comment faire machine arrière ? (9) Quelle est l'action de ces plantes sur les insectes aussi, sachant que certains produits pharmaceutiques ont un effet insecticide reconnu (10) ?

Les produits pharmaceutiques produits par génie génétique ne devraient, par définition, ne jamais se retrouver dans la nourriture humaine ou animale à quelque niveau que ce soit, et ne devraient pas être tolérés dans la chaîne alimentaire animale ou humaine. Mais si on commence à les cultiver en plein air, sera-t-il encore possible de maintenir une contamination zéro ?

## Contamination zéro impossible !

Les exigences nécessaires pour maintenir une contamination zéro sont techniquement et humainement impossibles pour les raisons évoquées plus haut et pour les raisons suivantes :

### 1 - Les systèmes biologiques sont plus complexes que les réglementations.

Les plantes, en tant que systèmes biologiques, sont incommensurément plus

complexes et de ce fait imprévisibles, que des systèmes inorganiques ou des instruments fabriqués par les humains. Elles ne se plieront pas aux exigences qui sont absolument nécessaires pour atteindre une contamination zéro. Cette complexité et cette imprévisibilité du vivant font que même des mécanismes de confinement très "prisés" comme la stérilité mâle, la transformation des chloroplastes (11), les techniques Terminator (12) ou de promoteur spécifique de tissus sont tous l'objet de fuites dues à des phénomènes que nos connaissances scienti-

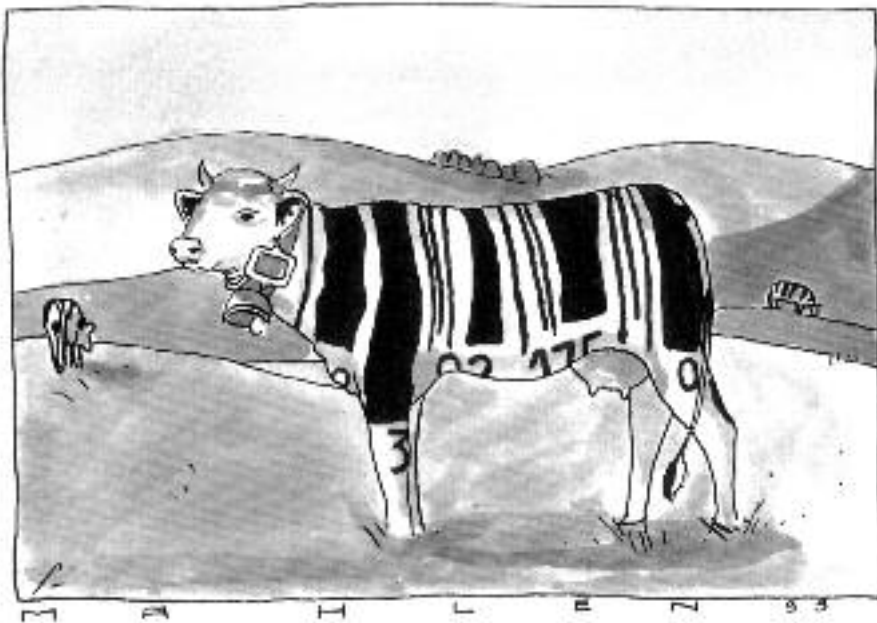
(8) Un incident concernant un vol de semences pharmaceutiques a déjà été rapporté. Voici ce que disait Chris Webster de la compagnie pharmaceutique Pfizer à la Conférence Ames: "J'aimerais savoir si on s'est penché sur le problème de la protection physique de ces lignées transgéniques. Je me suis demandé ce qui pourrait arriver à des dizaines, des centaines ou même des milliers d'hectares de plantes OGM pharmaceutiques et ce qu'il faudrait réellement faire pour empêcher des individus louches de rentrer dans les champs, de voler les lignées OGM et de les faire pousser ailleurs. Cela aurait des conséquences sur les droits de propriétés intellectuelles de la compagnie et entraînerait des conséquences réglementaires aussi. (Comme on peut le constater, le premier souci de ce monsieur est bien sûr la santé de ses concitoyens!!). Nous avons eu un cas de vaccin dont les semences OGM ont disparu et sont réapparues dans d'autres produits"(Biologics Meeting II 2000, p. 77). Joe Jilka de ProdiGene a la parade: "Je pense que le meilleur moyen d'éviter ce problème est de cultiver ce mais comme tous les autres. Son anonymat est le meilleur moyen de la cacher". Pour ce qui est de l'information du public, des agriculteurs voisins, de la traçabilité, on repassera...

(9) Dr Charles Ruprecht du Centre de Contrôle des Maladies (Center of Disease Control): Biologics Meeting I 2000, pp125-134. Des problèmes pourraient apparaître aussi chez les animaux d'élevage. Il est à craindre que pour amortir les frais, les plantes OGM, une fois les produits pharmaceutiques extraits, ne soient utilisées comme fourrage. Si des résidus de produits pharmaceutiques demeurent dans le fourrage, ce qui est fort probable, les animaux d'élevage seront exposés à ces différents produits...

(10) L'aprotinine par exemple, est aussi un insecticide puissant. De nombreuses expériences ont montré que les abeilles voient leur durée de vie réduite substantiellement, à des niveaux de consommation aussi bas que 18 micro-grammes par jour sur 8 jours. (Malone et al 2001, pp 64-65). Cette dose journalière correspond à une exposition à un pollen transgénique exprimant 1% d'aprotinine, ce qui est une situation en plein champ plausible... Nos amis apiculteurs vont encore se réjouir "Lavidine en tant que biopesticide est plus efficace que le Bacillus Thuringiensis car elle a un effet massue sur un éventail plus large d'insectes". (Ministère états-unien de l'Agriculture- USDA Avidin 2000).

(11) Huang et al (2003) "Direct Measurement of the transfer rate of chloroplast DNA into the nucleus" Nature, Vol. 422, March 6, 2003, pp 72-76.

(12) L'utilisation de la technique de stérilisation des semences, appelée Terminator, pour atténuer les flux de gènes est inacceptable à cause de ses défauts techniques, des risques sanitaires et environnementaux potentiels et parce qu'elle servirait à légitimer le but affiché de Terminator d'empêcher la réutilisation des semences par les agriculteurs. Il est intéressant de noter que, alors que Monsanto s'était engagé en 2000 à ne pas commercialiser Terminator, la firme a procédé en 2001 et 2002, à 17 essais en plein champ sur du maïs sur un total de 114 ha. La taille moyenne des essais, presque 7 ha, dépasse largement la taille des essais précédents (0,5 ha) et tendrait à montrer que la firme s'apprête à la commercialisation de Terminator. Le fait que la plante sur laquelle les essais ont été effectués soit le maïs, laisse à penser que l'utilisation pourrait être les maïs OGM pharmaceutiques.



riques actuelles ne nous permettent pas d'expliquer.

2 - Les systèmes agricoles ne peuvent pas respecter un seuil de tolérance zéro.

Aussi strict qu'un protocole de confinement puisse apparaître sur le papier, la pratique fera qu'il sera régulièrement enfreint à cause de l'imprécision inhérente aux systèmes agricoles. Pour comprendre cela, il suffit de comparer l'agriculture à l'organisation d'un laboratoire ou d'une usine où les effets inattendus peuvent être réduits à un niveau très bas, grâce à l'automatisation, à des équipements de haute précision, à des protocoles rigides et à un contrôle fiable de tous les facteurs environnementaux. En agriculture, par contre, l'automatisation est beaucoup plus faible (d'où un risque plus important d'erreur humaine). Les machines sont prévues pour manier de grandes quantités de produits pas pour contrôler de façon précise chaque graine (13) ou chaque grain de pollen. Le protocole le plus strict ne sera d'aucun effet face aux facteurs environnementaux incontrôlables. Même s'il était prévu, le castrage d'un maïs pharmaceutique ne se fera pas durant un orage ou lorsque le champ est plein de boue après une tempête. Des distances d'isolation importantes n'empêcheront pas des vents violents d'emporter le pollen sur des distances plus importantes. Les oiseaux et mammifères peuvent ingérer (et rejeter) ou transporter des graines loin de leur site de production. Des inondations peuvent faire de même. Des protocoles de récolte strict ne changent rien au fait qu'on ne peut pas récolter toutes les graines sur une parcelle, surtout si la taille excède 2500 m<sup>2</sup> ou si la plante porte de très nombreuses graines comme le colza ou le tabac et qu'on s'exposera donc au risque de repousses lors de la saison suivante.

## Le danger est déjà là !

Il suffit de regarder outre-Atlantique pour avoir une idée de ce qui nous attend si nous n'y prenons garde !

Ainsi, le ministère états-unien de l'Agriculture a annoncé le 12 novembre 2002 qu'il avait saisi 500 000 tonnes de soja pour une valeur de 2,7 millions de dollars après que l'on ait retrouvé, mélangé avec des grains de soja destinés à la consommation humaine, du maïs modifié génétiquement. Ce maïs avait été fabriqué par la firme ProdiGene pour produire un vaccin contre une maladie porcine. Les autorités ont peu après ordonné la destruction du stock.

Le soja conventionnel était planté et récolté sur un champ où un maïs «pharmaceutique» modifié génétiquement avait été planté l'année précédente. Des graines de maïs tombées sur le sol avaient repoussé et contaminé la récolte de soja.

**Ni les insectes,  
ni le pollen,  
ni le climat ne  
savent lire les  
réglementations  
! Un champ ne  
sera jamais un  
laboratoire.**

Aux Etats-Unis plus de 300 essais en plein champ ont eu lieu pour des produits aussi variés que des hormones de croissance, des coagulants sanguins, des enzymes très allergènes, un produit chimique aux caractéristiques fortement abortives ou des vaccins pour les humains ou les animaux... Comme le dit Larry Bohlen des Amis de la Terre des Etats-Unis : «Une seule erreur et vous ne mangez plus des corn-flakes mais les médicaments de quelqu'un d'autre !».

La firme ProdiGene estime que, d'ici 2010, les surfaces consacrées aux plantes thérapeutiques représenteront 10% de la surface cultivée de maïs aux Etats-Unis (Los Angeles Times 2001). Comme ses collègues qui produisent des OGM agricoles, Anthony Laos, le PDG de la firme ProdiGene trouvent les règlements trop stricts. A propos des zones tampons, il annonce : «Nous allons nous occuper de ces distances (de séparation) jusqu'à que nous ayons gain de cause sur le plan réglementaire pour les diminuer ou même les supprimer».

Sans oublier bien entendu, même s'il ne s'agit pas directement de plantes thérapeutiques, les plantes modifiées génétiquement pour produire des matières utiles à l'industrie. Si nous ne faisons rien, nos campagnes françaises seront peuplées de plantes-usines chimiques et de plantes-usines pharmaceutiques!

A quand du maïs à 1% de vaccin, du soja à 0,8% d'agent coagulant ou de

l'huile de colza à 0,5% d'huile industrielle ?

## Rester en laboratoire

Depuis près de 20 ans, plus d'une centaine de produits pharmaceutiques sont fabriqués par manipulations génétiques en milieu confiné et strictement contrôlé. Ces techniques rodées (cultures de cel-





# Les faucheurs de doutes

Plus de 2000 faucheurs potentiels sont venus soutenir les «trois de Saint-Georges», le vendredi 23 avril à Vienne, dans un nouveau procès opposant Monsanto et les citoyens.

lules, de bactéries, etc.) permettent de fabriquer tous les produits souhaités. De nouvelles techniques basées sur les sécrétions des rhizomes ou les algues (par exemple) peuvent être aussi développées.

S'opposer aux plantes OGM thérapeutiques, n'empêche donc en aucun cas la recherche (14).

Nous sommes tous confrontés à la maladie, à la souffrance. Tout progrès médical est bien sûr accueilli à bras ouverts. Les firmes de biotechnologies l'ont bien compris. Elles présentent les biotechnologies comme une mécano simpliste et sans danger alors que les mécanismes du vivant – comme on l'a vu plus haut – sont d'une extrême complexité. Cette simplification à outrance de la génétique, cette glorification des biotechnologies, cette utilisation des malades ne sont ni neutres, ni innocentes !

Ces firmes utilisent de façon éhontée l'argument médical pour renforcer leurs intérêts. En juillet 1997, par exemple, les firmes de biotechnologies pharmaceutiques n'ont pas hésité à manipuler des malades, pour qu'ils défilent en chaises roulantes devant le Parlement européen ! Ce que les industriels n'auraient jamais pu obtenir, les malades l'obtinrent à l'arraché : le vote de la Directive sur la brevetabilité du vivant !

L'affaire du sang contaminé nous a appris qu'on pouvait tuer en prétendant soigner !

L'affaire de la vache folle nous a appris qu'on n'a pas le droit de jouer aux apprentis-sorciers !

La maladie, la souffrance humaine ne doivent pas être utilisées pour justifier l'injustifiable ! Nous refusons de prendre le risque d'ajouter à la douleur des malades et de leurs familles, la douleur des victimes de contaminations inévitables. Pour toutes les raisons exposées précédemment, nous refusons les OGM en liberté !

**Christian Berdit** ■

Amis de la Terre des Landes,

avec tous nos remerciements à Bill Freese des Amis de la Terre des Etats-Unis pour son aide, ses sources et ses documents qui servent de bases à ce dossier.

(14) La principale justification des plantes OGM pharmaceutiques est de baisser les coûts de production des médicaments, mais cela signifie-t-il que le prix de vente baissera ? L'avidine produite à partir de maïs (vendue comme produit chimique pour la recherche) fut vendue le même prix ou plus cher que l'avidine produite en laboratoire à partir d'œuf, alors que les coûts de production étaient nettement plus bas. L'agriculteur et le consommateur n'ont rien gagné ! Dans le cas de produits à destination humaine, il est à craindre que les difficultés et les coûts pour purifier les produits, limiter les flux de gènes, que les procès en cas de contamination, n'augmentent les coûts de production de façon prohibitive.

Ils ont fauché. Mais aussi : je faucherai, tu faucheras, nous faucherons. Car au procès de Vienne du 23 avril, les «Trois de Saint-Georges», comme auparavant les «Dix de Valence», ont brillamment démontré que, face aux intolérables atteintes à la planète des firmes semencières, il n'y avait pas d'autre attitude humaine possible que détruire les parcelles dangereuses. Quand les autres formes de protestation ont échoué...

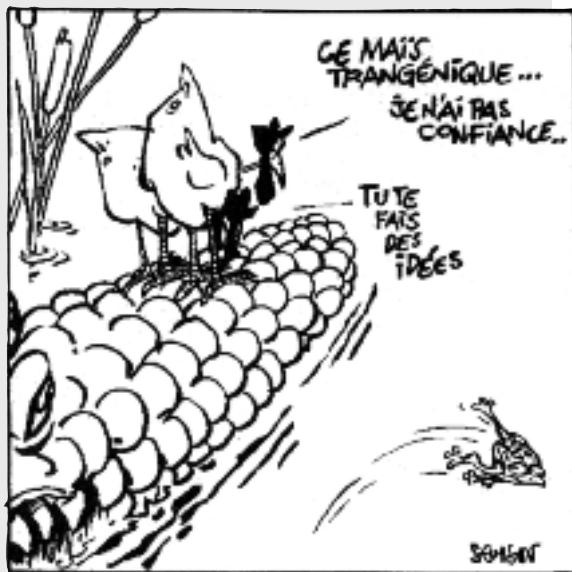
Certes, les avocats n'ont pas employé ces termes. Ils n'ont pas dit : fauchez tous ! Mais les trois plaidoiries de l'après-midi pouvaient s'entendre ainsi en conclusion. Parfaites, ces plaidoiries. A donner en exemple aux apprentis avocats. Car elles ont montré la nullité des arguments des marchands de gènes traficotés pour faire croire aux peuples considérés comme stupides que leurs graines miracle étaient la solution à la faim dans le monde et aux sols chimiquement pollués ! A travers les témoignages entendus le matin, celui de Martine Tardy qui, à Saint-Georges, n'ose plus semer de colza dans ses champs proches de la parcelle transgénique par crainte d'une contamination encore possible sept ans après les faits et la confirmation de sa sagesse par l'histoire de l'agriculteur canadien Patrick Clint Neville : il n'y a plus de possibilité de culture bio au Canada depuis la contamination par des champs OGM. Pour Marie-Christine Etelin, l'une des avocates des accusés, il s'agit d'aller plus loin que leur défense. C'est-à-dire faire évoluer le droit pour que le principe de précaution soit enfin respecté. «Tout ce qu'on avait redouté est arrivé», dit-elle, en rappelant des affaires comparables et elle démontre que cette affaire-ci n'aurait même pas dû être portée devant un tribunal au vu de l'illégalité de Monsanto. Elle annonce pour finir une bonne nouvelle : au Venezuela, on vient d'interdire la culture des OGM.

François Roux, autre défenseur, commence en déclarant «Monsieur le président, vous avez une chance inouïe» car s'il prononce l'acquiescement, il fera avancer la justice. Il faut reconnaître officiellement que les vrais coupables sont les multinationales qui font n'importe quoi dès qu'elles peuvent s'adjuger des profits supplémentaires alors que les paysans vigilants font œuvre de salut public. Il serait temps que cette vigilance soit assurée par l'Etat. En attendant qu'il joue son rôle, il ne nous reste, à nous les citoyens, que la désobéissance civile pour nous défendre face aux abus.

Jugement en délibéré le 21 mai. Nos amis Guy Germain, Joannin Fleury et Jacques Roux vont encore devoir patienter. Mais qu'ils soient sûrs, tout de suite, que, pour beaucoup de monde, pour ceux qui ne savaient pas encore que penser des OGM, ils ont fauché les doutes et que c'est une foule de clairvoyants qui sont maintenant avec eux. Cependant, après tous les témoignages (dont ceux de chercheurs scientifiques déplorant les essais en plein champ) et les excellentes plaidoiries de la défense, une décision de relaxe grandirait la justice. Une chance inouïe, Monsieur le Président...

Madeleine Nutchey ■

• Comité de soutien, Confédération paysanne, marché d'intérêt national, 117, rue des Alliés, 38030 Grenoble cedex 2.



# De l'influence sociale sur les pratiques de sélection

Pendant deux siècles, la sélection des animaux de « pure race » a permis d'incroyables profits qui ne reposaient sur aucune « amélioration » des performances de ces bêtes. Un rappel historique qui permet de comprendre que l'on nous ressort le même processus aujourd'hui avec les manipulations génétiques sur les plantes.

**L**e vivant possède deux propriétés fondamentales et paradoxales : celle de se reproduire et de se multiplier en conservant ses caractéristiques ; celle de changer, d'évoluer, de s'adapter.

Le temps géologique a accumulé une extraordinaire variabilité génétique inter et intra-spécifique. Au cours de leur brève histoire, les hommes ont domestiqué les plantes et les animaux, les ont sélectionnés et adaptés de plus en plus finement à leurs besoins en utilisant cette variabilité naturelle et en l'élargissant.

L'agriculture est le produit de ces deux propriétés complémentaires qui se sont constamment appuyées l'une sur l'autre. Mais vers 1760 pour les animaux et un siècle plus tard pour les plantes, ces deux propriétés deviennent antagonistes avec l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale, celle du sélectionneur/investisseur. Il ne s'agit plus d'améliorer les

***Il ne s'agit plus d'améliorer les animaux pour satisfaire des besoins, mais pour faire de l'argent.***

animaux pour satisfaire des besoins, mais pour faire de l'argent. La faculté du vivant de se reproduire et de se multiplier s'oppose alors au « droit naturel » du profit et l'agriculture et l'élevage à la sélection et au sélectionneur. La sélection n'est qu'un moyen de faire un profit. Dès lors, l'objectif final du sélectionneur/investisseur (et plus tard de la génétique agricole) ne peut être que de lutter contre cette malheureuse propriété des plantes et des animaux de se reproduire et de se multiplier dans le champ du paysan.

## La sélection comme moyen de faire un profit

Dans le domaine animal, cet objectif n'était pas trop difficile à atteindre : l'éleveur peut boucler ses animaux pour en contrôler les saillies. Cette facilité de contrôle physique et administratif du « sang » et de sa monopolisation administrative explique que les sélectionneurs professionnels animaux apparaissent avec environ un siècle d'avance sur les sélectionneurs de plantes (1) qui entrent maintenant dans la phase finale de confiscation de cette faculté (2).

C'est cette grille de lecture théorique que je vais tenter d'appliquer à l'histoire de la sélection animale. Dans le domaine de l'élevage, beaucoup reste à faire,

mais il me semble que cette grille de lecture devrait jeter un éclairage nouveau sur un pan essentiel des pratiques agronomiques et du développement des sciences du même nom depuis près de deux siècles. En même temps elle pourrait permettre d'engager la recherche agronomique en France et ailleurs dans des voies scientifiques nouvelles, que sa soumission, maintenant délibérément imposée à la loi fondamentale de notre société — tout doit devenir marchandise — lui a fait négliger.



Concours de moutons en Grande-Bretagne.

## Des courses de chevaux aux chevaux de course

Le livre général des origines des chevaux de course (General Stud Book) débute vers 1760 semble-t-il en Angleterre, à la suite d'une longue évolution que l'on peut résumer à grands traits (3). Les chevaux de guerre solides et courageux mais plutôt lents de l'époque médiévale, capables d'aller au choc

(1) Dans le domaine des plantes potagères, les premières maisons de « semences » (Vilmorin, Tezier) apparaissent en France peu avant la Révolution. L'objet de consommation (feuille, fruit) différant du bien de production, la « semence », une division du travail s'impose plus facilement.

(2) Le brevet « Terminator » accordé au ministère de l'Agriculture des Etats-Unis et à une firme privée en mars 1998 permet de faire des plantes génétiquement modifiées pour être stériles en deuxième génération.

(3) Une grande partie de cet article est fondée sur une interprétation personnelle de l'ouvrage pionnier de Nicholas Russell, *Like engend'ring like, Heredity and animal breeding in early modern England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, pp. 271.

frontal en portant le poids de leur chevalier et ses armures avaient laissé progressivement la place à des chevaux plus légers, plus rapides et plus mobiles au cours du 17<sup>e</sup> siècle, lorsque l'art de la cavalerie exigeait vitesse et mobilité, plutôt qu'une protection devenue illusoire avec les progrès des armes à feu.

C'est sans doute dans la deuxième partie du 17<sup>e</sup> siècle, qu'à la demande traditionnelle de chevaux de chasse s'ajoute celle des chevaux de course lorsque la noblesse diversifie ses distractions.



De passe-temps aristocratique à la fin du 17<sup>e</sup> siècle les courses de chevaux deviennent des entreprises d'affaires. Initialement, les vainqueurs reçoivent des trophées, mais s'y ajoutent bientôt des espèces sonnantes et réverbérantes, si bien qu'au début du 18<sup>e</sup> siècle, le prix importe plus que le trophée. Une écurie de course exige des capitaux importants. Ces capitaux, il faut les rémunérer. Les courses se diversifient et se raccourcissent pour faire courir fréquemment des animaux dès deux ans sur de courtes distances plutôt que des animaux dans la force de l'âge, de sept ans et plus, sur de longues distances. Les éleveurs réduisent ainsi le capital investi par animal, et accélèrent sa rotation. Le rajeunissement des animaux diminue le risque d'investir pendant des années son capital dans l'élevage de rosses sans valeur.

Cette recherche d'une rentabilité plus élevée du capital conduit à introduire des étalons «arabes», c'est-à-dire un type de cheval adapté aux nouvelles normes de

course. Cela donnera naissance à un type d'animal nouveau, le «pur-sang» anglais, projection sur les chevaux des représentations sociales de leurs maîtres. Lorsque le type de l'animal est à peu près fixé, l'importation d'étalons arabes (qui exige des capitaux importants compte tenu des conditions de l'époque) est interdite.

Les éleveurs créent le Livre général des origines au cours des années 1760 de façon à pouvoir identifier de façon sûre les chevaux au départ des courses et éviter les tricheries. Désormais la valeur d'un animal dépend de son ascendance, de la présence d'un ancêtre prestigieux et fondateur dans sa lointaine généalogie.

Une telle méthode de sélection consistant à battre et rebattre le même jeu de gènes était et est toujours incapable d'améliorer les qualités des chevaux. Elle assure d'abord un monopole aux éleveurs sur le «sang» de leurs animaux. Les performances des chevaux modernes ne semblent pas meilleures que celles de leurs ancêtres du 18<sup>e</sup> siècle. Pour les turfistes des classes populaires conviés à financer les jeux des «élites», cela n'a pas beaucoup d'importance, car l'essentiel est de participer à un passe-temps aristocratique. Pour les bourgeois parvenus, il s'agit de se donner l'illusion d'accéder à une caste à laquelle il n'appartiennent pas tout en arrondissant si possible leur fortune.

Les termes «pur-sang», «noblesse», «pedigree» marquent encore le vocabulaire des éleveurs, quelle que soit l'espèce à laquelle ils s'intéressent (4).

L'élevage de chevaux de course en Angleterre est donc le reflet dans un miroir de la transformation sociale qui voit l'aristocratie s'embourgeoiser et la bourgeoisie s'aristocratiser. Il est le prototype et la matrice de l'élevage des animaux de ferme et des animaux de compagnie. Si l'échec de l'amélioration de la race chevaline de course ne prête pas à conséquence — après tout, c'est un jeu — celui de l'amélioration des animaux de ferme tout au long du 19<sup>e</sup> siècle a été plutôt néfaste puisqu'il a conduit à la régression et parfois même à la dégénérescence des races «paysannes» solides, bien adaptées à leur milieu et leur utilisation.

A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'utilitarisme bourgeois se révolte contre cette situation. S'appuyant sur la science nouvelle de l'hérédité biologique que nous appelons génétique maintenant (5), il va proposer une conception nouvelle en matière d'élevage, «bourgeoise» parce qu'elle est

fondée sur l'idée que la valeur d'un animal est propre à cet individu et qu'il faut la juger sur sa descendance. La sélection bourgeoise sur *descendance* vient défier la pratique aristocratique d'élevage sur *ascendance*. Les techniques modernes de la génétique quantitative sont la traduction dans ce champ scientifique de ce conflit de classe.

## La sélection des animaux de ferme

La sélection animale devient une entreprise d'affaire vers 1760, lorsque selon les historiens le mouvement des «enclosures» se termine et fait place à la révolution industrielle (6). Presque immédiatement, le conflit éclate entre les deux aspects du profit de la sélection. D'une part, le sélectionneur veut faire un profit de la vente du «sang» de ses reproducteurs. De l'autre, l'agriculteur espère que des animaux de «race pure» ont une plus grande efficacité productive. Ce conflit a toujours été résolu — faut-il le dire ? — aux dépens de la seconde, c'est-à-dire de l'intérêt de la société dans son ensemble.

La fin du 18<sup>e</sup> est l'époque du capitalisme industriel qui accélère sa marche triomphale. Dans toutes les activités, y compris l'agriculture les capitalistes s'activent à faire travailler leurs prolétaires. La demande croissante de viande et de laine de la révolution industrielle excite l'engouement de la classe dirigeante non pas pour l'agriculture, mais pour les profits qu'elle peut en tirer. Bakewell, (1726-1795), le plus célèbre des

sélectionneurs anglais, voit avant tout le monde qu'il est possible de profiter de cet engouement pour transformer ce que nous appelons aujourd'hui «l'hérédité» en source de profit. Très vite, il comprend aussi qu'il est plus rapide et facile de manipuler les conditions d'élevage que l'hérédité pour produire des «beaux» animaux en leur fournissant de bonnes

**La demande croissante de viande et de laine excite l'engouement de la classe dirigeante non pas pour l'agriculture, mais pour les profits qu'elle peut en tirer.**

(4) Au 19<sup>e</sup> siècle, ce vocabulaire marque aussi la pratique des sélectionneurs de plantes, au moins des espèces à fécondation croisée. On parle ainsi du «sang» d'une variété de maïs pour qualifier ses qualités héréditaires.

(5) La notion d'hérédité biologique apparaît vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Cf. Jean Gayon, « L'émergence du concept biologique d'hérédité au 19<sup>e</sup> siècle », in Jean-Pierre Berlan (ed.), *Faut-il créer un privilège sur le vivant ? Séminaire Européen 26-27 septembre 1997*, Montpellier.

(6) T. S. Ashton *The Industrial Revolution 1760-1830*, Londres, Oxford University Press, 1948, pp. 167.

# De l'éthique sur l'étiquette ?

La nouvelle réglementation européenne sur l'étiquetage et la traçabilité des OGM est entrée en vigueur le 18 avril. Elle est censée permettre l'information des consommateurs sur l'utilisation d'OGM dans l'alimentation...

**E**n fait, elle risque de servir de prétexte à la Commission européenne pour considérer que le moratoire sur les nouvelles autorisations d'OGM n'a plus lieu d'être, ignorant par là-même les nombreuses questions encore en suspens autour de la coexistence, de la contamination des semences ou de la responsabilité.

## Surveiller les étiquettes

D'un côté, ces nouveaux règlements européens renforcent les conditions de l'étiquetage : les produits, ingrédients ou additifs issus d'OGM devront maintenant être étiquetés, même si l'OGM n'est plus détectable dans le produit final et c'est la traçabilité qui permettra cet étiquetage.

Concrètement, cela signifie que de nombreux produits étiquetés "issus d'OGM" pourraient apparaître dans les magasins dès le 19 avril, comme les huiles de soja ou de colza et les ingrédients ou additifs issus de soja ou de maïs tels que le sorbitol (E 420), le mannitol (E 421) ou l'isomalt (E 953), etc (1).

Certes nous n'allons pas à partir d'avril consommer plus d'OGM, mais ceux qui étaient jusqu'à présent cachés (et qui représentent des quantités très faibles), vont être dévoilés par cette réglementation. Bien entendu, cela permettra aux consommateurs de les refuser et de montrer leur détermination à empêcher l'avènement d'un monde transgénique.

Mais ces produits sont en réalité des sous-produits de la fabrication de tourteaux pour l'alimentation animale. L'autre avancée importante de la nouvelle réglementation est justement l'étiquetage de

l'alimentation animale, le débouché actuel majeur des OGM. Ainsi, les éleveurs pourront maintenant nourrir leurs animaux sans OGM et ne pourront plus se réfugier derrière l'argument de l'ignorance de la nature OGM des rations qu'ils achètent.

## Confiance aveugle ?

On bute très vite sur la grande lacune de la réglementation : la traçabilité s'arrête là et les animaux nourris aux OGM et les produits issus de ces animaux (lait, beurre, œufs, viande, etc.) échappent à l'étiquetage.

Par cet artifice, les décideurs aident les entreprises de biotechnologie à écouler leurs OGM en masse et à l'insu du public.

Cette réglementation est donc insuffisante pour permettre un réel choix du consommateur, qui devra, comme en 1998, lorsqu'il n'y avait aucun étiquetage, regarder les listes de produits avec et sans OGM de

Greenpeace afin de faire pression sur les industriels.

Il est donc urgent que le législateur complète la réglementation, soit en obligeant l'étiquetage pour les animaux et produits animaux, soit en permettant un étiquetage "positif" pour les animaux et produits d'animaux nourris sans OGM.

Un autre chantier à ouvrir afin de nous permettre de vivre encore sans OGM en Europe.

**Arnaud Apoteker** ■  
Greenpeace France.

(1) En fait, les industriels ont six mois pour mettre les étiquettes en conformité.



DR  
Pur sang.

conditions d'étable et une excellente nourriture. Par dessus tout, Bakewell est un excellent agriculteur dont les champs produisent à profusion les fourrages et les raves nécessaires à la croissance rapide et la conformation de ses animaux. Même ses admirateurs se plaignent parfois que ses moutons sont beaucoup trop gras — mais faire du gras est plus facile que faire de la viande.

«Des coalitions d'enchérisseurs poussaient les prix des béliers plus haut que ceux des meilleurs chevaux de course. La mode et le désir de faire fortune excitaient le comportement des participants (...). Au cours des années 1780, l'élevage des béliers au sein de la société était devenu complètement distinct de tout objectif agricole et était devenu une fin en soi» (7).

Il faut voir Bakewell comme un génie du marketing avant l'heure. Il laisse planer le plus grand mystère sur ses méthodes de sélection.

Bakewell avait installé un petit musée exposant le squelette de ses reproducteurs pour faire des comparaisons d'une génération à la suivante. Le visiteur ainsi préparé avait perdu tout esprit critique lorsqu'ensuite on lui présentait des animaux gras à souhait, soigneusement peignés, aux sabots lustrés et parfumés comme des cocottes ! Après 1880, Bakewell gagne beaucoup d'argent et suscite de nombreux émules.

Il me semble qu'avant de faire de Bakewell le précurseur des méthodes génétiques modernes, auxquelles nous devons, paraît-il, abondance et qualité, il

(7) Russell, op. cit. p.205.



servateur doit découvrir, l'uniformité d'un élevage témoigne de la capacité de l'éleveur à purifier le «sang» de ses souches et de les rapprocher ainsi de l'essence quasi-divine du type idéal de la race.

En réalité, l'efficacité productive d'un animal est invisible et dépend du milieu. Quant à la capacité d'un animal à transmettre cette efficacité à sa descendance dans un environnement donné, elle ne peut être estimée que par des procédures complexes de calcul de la valeur de la descendance qui apparaîtront au cours des années 1930 dans le sillage de la «grande synthèse» entre le mendélisme et le darwinisme et des débuts de la génétique quantitative.

On affirme que Bakewell retenait pour lui les béliers qui donnaient les meilleurs produits lors de leur location, et donc qu'il aurait été le premier à pratiquer des tests de descendance. Compte tenu des formidables difficultés statistiques de tels tests, on peut douter que la sélection visuelle de Bakewell ait eu la moindre efficacité. En réalité, les sélectionneurs se sont orientés immédiatement vers ce qui était profitable : choisir des traits permettant de différencier facilement une race ou une souche donnée, par conséquent, des traits visibles, voire même frappants, héréditaires, faciles à sélectionner, sans effets défavorables évidents et s'efforcer de rendre ces caractères homogènes au sein de leur troupeau.

vaudrait mieux le considérer comme un admirable maquignon et un homme d'affaires avisé. N'est-il pas le premier à démontrer que l'élevage et la sélection du bétail — la manipulation de l'hérédité — peuvent être une source de profits considérables. Dans notre société, c'est ce qui importe. N'est-ce pas là ce qui assure à ce hobereau, charlatan et homme d'affaires, sa place de précurseur de la sélection animale moderne ?

## Foires et concours

De la vente des animaux sur les foires, à leur exposition pour en faire admirer les qualités aux clients et aux confrères sélectionneurs à l'organisation formelle de concours, il n'y a qu'un pas, franchi pour la première fois dans le Sussex en 1798. Un jury de juges-experts décerne des récompenses, au début, des trophées symboliques, assortis plus tard de sommes d'argent importantes.

Les jurys les décernent aux animaux qui se rapprochent le plus d'un type idéal, censé représenter les qualités intrinsèques de la race.

Alors que dans le domaine de la biologie, l'immense variété naturelle manifeste l'existence d'essences constantes que l'ob-

## Race et livre des origines

Au sein des associations, les sélectionneurs les plus influents choisissent ces traits en fonction de leurs intérêts personnels sur la base de corrélation de hasard (8). Ils conduisent leurs élevages pour les concours et collectionnent les prix qui n'ont aucune signification quant aux qualités héréditaires intrinsèques des animaux primés et vendus ensuite comme reproducteurs.

Aujourd'hui, lorsqu'un éleveur achète un reproducteur «avec papiers» (pedigree), c'est dans l'espoir de faire fructifier son investissement en vendant comme reproducteur les produits

de son achat. Si cet achat est décevant, il ne va pas le crier sur les toits, et il s'ef-

force de repasser en quelque sorte le mistigri.

Pour les sélectionneurs, les concours-expositions sont le moyen de promouvoir leur race en général et leur souches propres en particulier, et d'en perfectionner le type idéal. Si, pour s'établir, les races nouvelles doivent apporter une différence (peut-on utiliser le terme «progrès» ?) visible, leur amélioration ultérieure dépend uniquement de la politique décidée par les sélectionneurs regroupés dans leurs associations. Ces derniers gèrent les pedigrees selon leurs intérêts propres.

Cette conception a conduit le plus souvent à la dégradation, voire la détérioration des races et parfois à leur disparition (9).

## Des critères fantaisistes rentables

W. J. Spillman, futur conseiller de Henry Wallace pendant le New-Deal, voit clairement, en 1911, la fonction économique des critères de fantaisie (fancy points) de sélection : «Du point de vue du sélectionneur qui travaille pour le profit, les soit-disants points fantaisistes peuvent avoir une grande valeur commerciale...» (10).

Certains se rendent compte que l'irrationalité qu'ils déplorent tient au fait que le sélectionneur privé travaille d'abord pour son profit personnel, et qu'il n'y a pas convergence entre son intérêt et celui de la collectivité.

C'est au Danemark, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, que l'utilitarisme bourgeois se révolte contre ces pratiques de sélection. La prospérité de l'agriculture danoise repose sur les exportations de beurre et de fromage sur le marché anglais. Les agriculteurs danois doivent rester compétitifs. Ils ne peuvent laisser les sélectionneurs libres de sélectionner pour leur profit en faisant fi de l'intérêt général. En 1892, les Danois établissent la première association de testage des vaches. Les méthodes de sélection modernes fondées sur la capacité à produire du lait, sans prêter attention à la beauté émergent donc à ce moment-là.

## Nouveau guide des produits avec ou sans OGM

Greenpeace a rendu publique une nouvelle étude sur les produits contenant ou non des OGM. Cette liste peut être demandée contre une enveloppe timbrée à 0,58 euro ou être téléchargée sur le site de Greenpeace. Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.

(8) Par exemple, si un éleveur-sélectionneur influent possède un bon troupeau de vaches laitières (parce qu'il est d'abord un bon éleveur) dont l'attache de queue est haute (ou basse), ce critère morphologique a des chances de devenir un des traits du standard de la race.

(9) C'est particulièrement criant pour les animaux de compagnie. Voir Konrad Lorenz, *Tous les chiens, tous les chats*.

(10) William J. Spillman, «An important point in selecting for fancy points», American Breeders' Association, Report for the year ending 31 décembre 1909, vol. VI, 1911, 375-380.



## La confiscation du vivant

Si l'histoire de la biologie a fait l'objet d'innombrables travaux de la part d'épistémologues, de philosophes, d'historiens et de sociologues des sciences, celle de la biologie appliquée à l'agriculture n'a pas fait l'objet d'une attention comparable. Et surtout le lien entre les champs appliqués et théoriques n'a pas fait l'objet d'études qu'il mérite. Seul Darwin s'est intéressé de près aux pratiques des sélectionneurs puisque leur observation minutieuse lui a permis de formuler l'existence d'un mécanisme naturel semblable.

Sans vouloir ranimer la querelle entre la conception internaliste et externaliste de l'évolution des disciplines scientifiques, le développement de la biologie appliquée à l'agriculture a de toute évidence influencé celui de la biologie théorique. Il conviendrait donc sinon de renverser l'idéologie internaliste dominante qui voudrait que les avancées scientifiques découlant de la dynamique interne des sciences déterminent les avancées techniques, du moins de prendre en considération les influences (pour ne pas dire utiliser un terme plus fort) qu'exercent les techniques et les pratiques sur les conceptions théoriques.

La question est donc : que recherchent les éleveurs ? Evidemment, leur profit individuel. Comment alors la recherche du profit oriente-t-elle par conséquent les travaux scientifiques y compris théoriques, et influence-t-elle également ce contenu théorique ? Question iconoclaste par excellence.

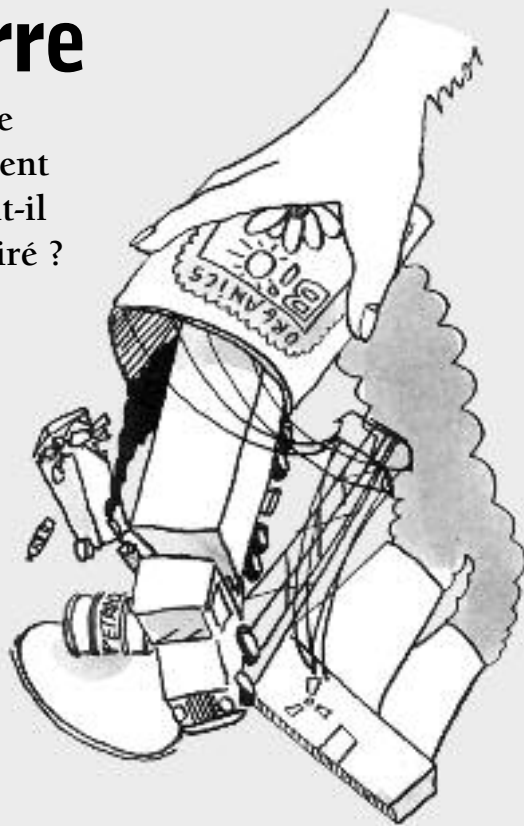
Ne plus exclure cette question iconoclaste ne permettrait-il de comprendre pourquoi et comment les triomphes théoriques de la biologie moderne, célébrés de façon si outrageusement extravagante, débouchent finalement sur la confiscation du vivant ? Et par conséquent de prendre conscience de l'impasse dans laquelle elle se trouve ?

Jean-Pierre Berlan ■  
 Directeur de recherche INRA/CTESI  
 Texte résumé et simplifié.  
 Texte original sur  
<http://perso.wanadoo.fr/jpe.berlan>

# L'étiquetage est un leurre

Si les experts ne savent pas, comment le citoyen pourrait-il faire un choix éclairé ?

Après leurs récents accords sur la traçabilité et l'étiquetage, les gouvernements européens envisagent désormais de lever rapidement le moratoire sur les cultures d'OGM en vigueur depuis 1999. Pourtant, aucun des problèmes soulevés depuis dix ans n'est résolu : risques pour l'environnement, pour la santé, privatisation du vivant, choix d'autres modèles agricoles, statut du paysan, etc. C'est un leurre démocratique que d'annoncer un libre choix des consommateurs sous prétexte d'étiquettes : si les experts ne savent pas, comment le citoyen pourrait-il faire un choix éclairé ?



D'autre part, la pression exercée par les Etats-Unis et les multinationales s'exacerbe, tant la résistance prolongée aux OGM (résistance dont la France est un bastion) entraîne davantage qu'un manque à gagner : il s'agit d'un «manque à convaincre» de l'intérêt de cette technologie, et celui-là s'avère hautement périlleux pour les investisseurs et les acteurs de la filière. Je crois que c'est la révélation de leur inutilité qui condamne aujourd'hui les OGM, plus encore que les nuisances qu'ils devraient apporter. Car les «hommes de progrès» qui nous accusent d'«obscurantisme» se trouvent dans cette situation inouïe d'avouer qu'ils sont seulement dans la croyance («ça devrait finir par marcher») ! Cela peut expliquer leur attitude de refus du débat, de non publication des réactions suscitées par les nombreux articles pro OGM.

Les médias ne font que refléter un durcissement concerté des forces économiques dont les puissants relais, de l'université aux élus, ont été mis en état d'alerte générale. Des militants syndicaux emprisonnés, c'est la réponse scandaleuse d'un lobby aux abois, affolé par la persévérance de l'opposition majoritaire à ses projets, malgré les manigances où se déconsidèrent nombre de journalistes, chercheurs et intellectuels. C'est donc avec cette arme qu'il faut résister : exigeons un débat véritablement démocratique où les citoyens, préalablement instruits du dossier, devront répondre à des questions évidentes comme : «Est-il légitime d'imposer cette technologie si elle ne présente que des risques ?», «Est-il légitime de courir ces risques si les assureurs professionnels ne s'y hasardent pas ?», «Puisqu'il est avéré, même par le lobby pro OGM, que la culture de plantes transgéniques est incompatible avec une agriculture sans OGM, est-il légitime de livrer la nature entière et l'alimentation entière à un pari irréversible ?».

Mais, pour éviter que les réponses soient enterrées, que l'opinion informée soit bafouée, il faut un engagement des élus et du gouvernement : toute décision qui contredirait les propositions des citoyens devra être clairement justifiée et assumée par ceux qui prétendent nous diriger selon les préceptes démocratiques.

Jacques Testart ■  
 Ancien président de la Commission française du développement durable.  
 Editorial Lettre d'Agir pour l'environnement, janvier 2003.



■ **Etats-Unis : un chercheur qui dérange.** Stephen Jones est un généticien renommé de l'Université d'Etat de Washington. Il mène différentes recherches sur l'amélioration des semences, par croisement classique, sans recours aux technologies coûteuses des OGM et surtout en laissant les plants libres de reproduction, permettant aux agriculteurs de produire leur propre semence. Une hérésie dans le pays du dollar. Sous couvert d'une association d'agriculteurs, les compagnies des semences mènent une campagne pour lui faire couper ses crédits, sous prétexte que cet argent serait plus utile... à la recherche de nouveaux OGM. D'autres associations d'agriculteurs sont heureusement venues en aide au chercheur. (*Garance voyageuse, printemps 2004*)

■ **Italie : Grano o Grane.** A l'occasion d'un rendez-vous au ministère de l'Agriculture, le CDG (Conseil des droits génétiques) a lancé une campagne contre la commercialisation du blé transgénique intitulée «Grano o Grane» (grains ou problèmes). Il espère bloquer la procédure d'autorisation notamment en publiant des études sur les impacts socio-culturels, économiques, agricoles, nutritionnels, etc. De nombreuses organisations sont impliquées dans cette campagne : Coldiretti (syndicat agricole majoritaire), Assocap (Association des consortiums agraires), FLAI-CGIL (syndicat des travailleurs de l'agroalimentaire), Coop, l'Institut national de l'économie agricole, ou encore l'Institut national de recherche sur l'alimentation.

■ **Suisse : essai inutile.** Le 26 mars 2004, des militants de Greenpeace ont occupé un essai de blé transgénique de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. L'association appelle l'Ecole à renoncer à son expérience et à détruire les semences. En pratiquant les semis transgéniques avant la fin du délai de 30 jours durant lequel il aurait été possible de recourir contre cette autorisation, l'Ecole a mis les adversaires de l'essai devant le fait accompli, estime Greenpeace, qui ajoute que le Tribunal fédéral n'aurait examiné le cas que sur la forme, sans évaluer les questions de sécurité. (*inf'OGM, avril 2004*)

■ **Ségolène Royal appelle à interdire les essais.** A peine élue présidente de la région Poitou-Charentes, Ségolène Royal (PS), ancienne ministre de l'environnement, a appelé, dans son discours d'investiture, le 2 avril, les maires de la région concernés par des essais OGM en plein champ à prendre des arrêtés d'interdiction, au nom du principe de précaution. Jusqu'à maintenant plusieurs dizaines de ces arrêtés ont été annulés par recours devant le tribunal administratif par les préfets. Un vote formel a eu lieu le 26 avril interdisant les OGM dans la région.

## Cancers du sein : Cosmétiques suspects

Des études faites aux Etats-Unis et au Canada sur les substances présentes au niveau des seins atteints de cancers ont relevé la présence de molécules appelées parabènes dont l'origine semble être les désodorisants et les anti-transpirations que l'on se met sous les bras. Même si le lien de cause à effet n'est pas pour le moment démontré, les autorités sanitaires canadiennes ont lancé un avertissement public en janvier 2004. Des études sont en cours sur ce sujet. L'épilage sous les bras est également une source de suspicion. En effet, les poils en fixant une partie des produits cosmétiques envoyés sous les bras diminueraient les risques de contamination, à l'inverse une aisselle rasée est plus contaminable, surtout juste après un rasage qui provoque des micro-coupures invisibles à l'œil (*BBC, 12 janvier 2004*)



## Distributeurs interdits



Le 8 avril, les députés ont voté une loi interdisant les distributeurs de sodas et friandises dans les établissements scolaires, mesure prise dans le cadre d'une loi plus vaste concernant

la lutte contre l'obésité. Les grands groupes n'ont pas tardé à réagir en lançant fin avril une campagne «Touche pas à ma récré». La loi sera-t-elle respectée ?

## Aluminium dans les vaccins

*Alternative Santé* publie dans son numéro de mai un rapport resté secret de l'Agence française de sécurité sanitaire. Il révèle que 91 % des personnes atteintes de myofasciite ont reçu un vaccin contenant de l'aluminium, et dans trois quarts des cas, il s'agissait du vaccin contre l'hépatite B. Le nouveau ministre de la santé, Philippe Douste-Blazy va-t-il réagir ? Peu probable : c'est lui qui a lancé à grande échelle ce type de vaccination.

## GIRONDE Plantes médicinales et comestibles

L'association *L'Ortie* propose du vendredi 25 juin après-midi au dimanche 27 juin, un stage à Blaignac, près de La Réole (Gironde), sur l'identification des plantes médicinales et comestibles ainsi que sur leur usage

# Santé

dans les cosmétiques. Repas agrémentés de plantes sauvages.  
*L'Ortie, 8, rue Blaise-Pascal, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 94 53 10.*

## Haute-Garonne Méthode Feldenkrais

La méthode Feldenkrais est une méthode de développement corporel qui s'appuie sur la prise de conscience à travers le mouvement. Méthode accessible à tous, elle est utilisée avec succès notamment à la suite de traumatismes. Une soirée de présentation est organisée par Bio-Santé 31, le vendredi 18 juin à 20h30 au siège de l'association. *Bio-Santé, 2355, route du Planturel, 31860 Labarthe-sur-Leize, tél : 05 61 08 51 96.*

## GRENOBLE Manger bio et équilibré

L'Alliance paysans écologistes consommateurs de l'Isère organise une soirée conférence sur ce thème le 2 juin à 20 h à la maison des associations de Grenoble, avec Lilian Le Goff, médecin nutritionniste, témoin au procès des OGM à Vienne. *Alliance, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 98 46.*

## Quand l'hôpital rend malade



sur ce thème. Deux thèmes seront abordés : en quoi le PVC et ses additifs, composant du matériel médical ou domestique, sont dangereux pour la santé des plus fragiles avec des exemples de substitutions réussies ; comment 95% des déchets hospitaliers infectieux et assimilés peuvent être traités légalement sans incinération et sans danger. Un représentant du centre hospitalier de Roubaix en montrera l'exemple. Ce séminaire prépare le premier salon européen *Cleaned Europe* qui se tiendra à Vienne (Autriche) du 6 au 8 octobre organisé par les associations membres du réseau «Santé, d'abord ne pas nuire». *CNIID, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*



# Alternatives

## Médias

■ **Réalités vaccinations.** A l'occasion de ses cinquante ans, la Ligue pour la liberté des vaccinations a réalisé un numéro spécial retraçant son historique, ses victoires, ses livres, et un important dossier sur les OGM.

■ **Radio libertaire.** Après 25 ans d'émission en région parisienne, Radio-libertaire peut maintenant être écoutée de partout via le site internet [www.federation-anarchiste.org](http://www.federation-anarchiste.org).

■ **Trouble(s).** Sous-titré «sexualités, politiques, cultures», cette nouvelle revue associative propose des réflexions sur le sadomasochisme et les rapports de domination, un retour sur les grèves du printemps 2003, sur l'histoire populaire aux Etats-Unis. *Trouble(s)*, 9, rue Renault, 92240 Malakoff.

■ **Vegetus.** L'Union végétarienne espagnole (UVE) créée en 2002 publie une revue semestrielle d'information pour ses adhérents. Différentes approches sont abordées : historique, scientifique, spirituelle... On y trouve nombre d'informations pratiques et d'adresses utiles. *Vegetus, Union vegetariana española, apartado 348, 03800 Alcoi, Alicante, Espagne.*

■ **Village magazine.** Cette revue qui s'intéresse au retour à la campagne, a publié un hors-série sur l'autoconstruction avec des nombreux reportages et des fiches techniques. Très bien fait, si ce n'était la pollution publicitaire (17 pages sur 68). *Village magazine, La Caillère, 61100 La Carneille, tél : 02 33 65 34 91.*

## espéranto

■ **Débat à l'assemblée nationale.** Alors que la France a réaffirmé son attachement à une Europe qui respecte les langues de chaque pays lors d'un débat le 6 janvier dernier à l'assemblée nationale, Pierre Forgues, député socialiste de Tarbes (Haute-Pyrénées) est intervenu pour expliquer que s'en tenir à ce genre de vœu est insatisfaisant : «Malgré nos bonnes intentions, la marche vers le monolinguisme dans les échanges de travail semble inexorable. Si elle se fait au profit d'une langue nationale, ce sera l'anglais. Pour parer à toute hégémonie ou discrimination, ne devrait-on pas promouvoir une langue non nationale comme deuxième langue ? Cette

langue existe depuis plus d'un siècle : c'est l'espéranto. Cela peut paraître utopique, mais pas plus que l'euro il y a vingt ans ou la construction européenne il y a soixante ans. Cela relève de la raison et de la décision politique».

■ **Haute Savoie : jonglage et espéranto.** Du 18 au 20 juin, la fédération Rhône-Alpes d'espéranto organise un stage de jonglage en Haute-Savoie, à proximité du lac Léman. *Adenjo Charrière, Le Privilège A2, 8, rue des Léchères, 74140 Douvaine, tél : 04 50 35 02 73.*

## GENÈVE Objectif Gaïa

Objectif Gaïa se propose de créer un lieu d'expérimentation et de recherche dans le but de revitaliser les campagnes, tant au niveau humain qu'au niveau de la biodiversité. Les objectifs sont autant sociaux qu'agricoles : comment réconcilier la vie moderne avec un usage sain de la terre et de la nature ? Y a-t-il une possibilité de confier une partie de la gestion de la nature et des zones agricoles à de simples citoyens motivés ? Objectif Gaïa n'a pas de réponse toute faite. L'idée centrale est de remettre au goût du jour le programme MAB (Man and Biosphere), lancé par l'UNESCO dès 1970, qui consiste à promouvoir des zones à mi-chemin entre la réserve naturelle, la zone agricole et la zone habitable. Des zones où l'on puisse vivre en contact intime avec la nature.

La démarche d'Objectif Gaïa suppose à long terme, un retour à la campagne des citadins qui désirent s'associer à la gestion de la terre sans être pleinement agriculteurs dans une attitude socialement, économiquement et énergétiquement saine. A mi-chemin entre Thoiry et le Reculet, dans le Jura suisse, l'association dispose, depuis début 2004, d'un pâturage de huit hectares, avec possibilité d'y construire un refuge et d'y créer des jardins. Ce terrain doit servir pour expérimenter différentes méthodes : construction en terre crue, phytoépuration, toillettes sèches, jardins en permaculture, un comportement favorisant la biodiversité, des techniques et des matériaux sains, peu gourmands en ressources et en énergie. Elle cherche des personnes motivées pour s'investir dans ce projet et propose du 6 au 30 juin des ateliers pratiques sur ces techniques. *Objectif Gaïa, c/o Florence Nussberger, 24, Montbrillant, CH*

# Compagnons bâtisseurs

L'association des Compagnons bâtisseurs est née en Belgique en 1953 avec la volonté de venir en aide aux populations victimes des méfaits de la seconde guerre mondiale. Les Compagnons d'alors bâtissaient des maisons, des villages entiers...

L'association a rapidement pris une dimension internationale. En 1957, les Compagnons bâtisseurs se sont implantés en France et aujourd'hui, il existe quatre associations régionales : Bretagne, Provence, Centre et Midi-Pyrénées. L'association a pour objectif de contribuer à la résolution des problèmes sociaux, en particulier ceux liés à l'habitat. Les Compagnons bâtisseurs accueillent sous le statut de volontaires à long terme des jeunes, filles et garçons, âgés de plus de 18 ans, avec ou sans formation et souhaitant consacrer une à deux années à ce type d'action : action concrète auprès des familles défavorisées, une vie associative régionale et nationale, un réel travail d'équipe en dehors des structures traditionnelles, une pratique des travaux du bâtiment, une expérience de vie différente.

Les volontaires travaillent par équipe de trois à cinq personnes en lien avec les permanents et divers organismes sociaux, ils préparent et assurent le suivi technique, financier et humain des chantiers.

L'éché, les volontaires à long terme ont la possibilité d'encadrer des chantiers internationaux de jeunes bénévoles en France.

Les volontaires perçoivent une indemnité mensuelle (environ 350 €) qui couvre les frais de logement, de nourriture et d'argent de poche. Les Compagnons bâtisseurs prennent en charge toutes les dépenses relatives à la formation et aux activités. Les volontaires vivent et travaillent en équipe. Cet investissement parfois exigeant, leur offre un indéniable terrain d'expérience et de responsabilisation.

Un cursus d'entrée dans le secteur volontaire à long terme a été élaboré pour permettre, avant tout engagement, une réelle connaissance mutuelle et une intégration facile du candidat. Pour en savoir plus :

■ *Compagnons bâtisseurs Bretagne, 28, allée Louis-Hémon, 35200 Rennes, tél : 02 99 35 27 27.*

■ *Compagnons bâtisseurs Provence, 7, traverse Antoine-Caria 13015 Marseille, tél : 04 91 50 03 83.*

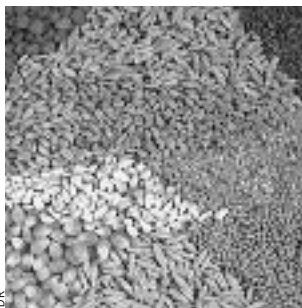
■ *Compagnons bâtisseurs Centre, 2, rue Molière, 37000 Tours, tél : 02 47 61 32 10.*

■ *Compagnons bâtisseurs Midi-Pyrénées, 2, rue Claude-Bertholet 81100 Castres, tél : 05 63 72 59 64.*

1201 Genève, tél : 22 344 14 20  
ou 22 733 15 26.

## Produire ses semences

L'association Kokopelli qui se bat pour la liberté de produire ses semences organise différents stages pour apprendre à chacun comment produire ses semences. Les prochains stages auront lieu les 6, 7 et 8 août, dans les Corbières ; les 20, 21 et 22 août près de la Rochelle, à l'Aubrecay ; les 1, 2 et 3 octobre dans les Corbières. *Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél : 04 66 30 64 91.*



4 JUIN

## Repas de quartiers

En 1991, l'idée des repas de quartiers démarre dans un quartier de Toulouse. Progressivement, le phénomène se développe dans toute la France et, à partir de 1994, une date est choisie nationalement : le premier vendredi de juin (le 4 juin donc cette année). Un livre est paru en 2001 sur ce phénomène (édition Syllepse). Mais attention depuis maintenant deux ans, certaines grandes marques relayées par des médias ont lancé une initiative similaire avec la «fête de votre immeuble».

## LOIRE-ATLANTIQUE Le monde est ce que nous en faisons

Le Vieil Eclis est une oasis, à la campagne, près de l'océan, qui



## DOUBS Enfants à la ferme

La ferme de la Batailleuse organise des séjours pour les enfants (de 6 à 12 ans), du 11 au 24 juillet (une ou deux semaines au choix) et du 1er au 7 août. Activités à la ferme et de plein air, balades, baignades et grands jeux... Renseignements : *CLAJ de Franche-Comté, ferme pédagogique de la Batailleuse, 16, rue de la Fontaine, 25370 Rochejean, tél : 03 81 49 91 84.*



Michel Bernard

cherche à mettre en acte nos idées pour vivre le plus possible en cohérence. Le lieu existe maintenant depuis cinq ans et organise cet été, du 3 au 6 août, un stage intitulé *Le monde est ce que nous en faisons*. Animé par Marie-Dominique et Jacky Burgaud, il vous propose quatre jours pour prendre conscience de soi et du monde et du rôle de l'écologie au quotidien : faire le point sur nos projets de vie, nos désirs, notre conscience, apprendre des bases d'agroécologie, des recettes simples, expérimenter et vivre ensemble, partager nos connaissances, participation à la vie du lieu... *Le Vieil Eclis, 44410 Assérac, tél : 02 40 01 77 29.*

## MOSELLE Alternéthique

Une association nommée Alternéthique a vu le jour le 2 février 2004 à Woippy. Elle a pour objet de valoriser les produits bio et naturels, alimentaires ou non, ainsi que ceux issus du commerce équitable ; de réunir les informations concernant les produits bio ou non, leurs utilisations et de rendre accessible ces renseignements ; de participer à la formation d'enfants et/ou d'adultes intéressés par des thèmes écologiques, biologiques ou patrimoniaux (cours de cuisine, de jardinage...) ; de favoriser les échanges humains. Elle a son siège pour le moment à la coopéthique, un magasin Biocoop et envisage à plus long terme de se doter d'une éco-construction pour accueillir en externat des groupes. *Alternéthique, Coopéthique, 20, rue de Briey, 57140 Woippy, tél : 03 87 31 96 28.*

## NANCY La Casbah

La Casbah a vu le jour à l'automne 2003 sous la forme d'une

association pour valoriser l'indépendance de la culture et la solidarité. Concrètement, elle propose un espace librairie avec possibilité de se déplacer pour tenir des stands, un espace bibliozinothèque où l'on peut s'installer pour lire des livres, des journaux, des BD, des zines, des archives, un espace exposition où des artistes peuvent présenter leur travail, un espace informations où sont proposés les tracts et affiches des événements à venir et des services comme du covoiturage. Des soirées sont organisées autour de café politique, repas de quartier, performances, cirque, concerts, etc. *La Casbah, c/o Planète verte, BP 22, 20 bis, rue Villebois-Mareuil, quartier Mon Désert, 54002 Nancy cedex.*

## AUBE Centre culturel de Pâlis

«L'artiste n'est pas une espèce particulière d'homme, c'est chaque homme qui est une espèce particulière d'artiste». La beauté, qui révèle la nature profonde des êtres et des choses, peut être source de renouvellement pour l'homme et pour les sociétés. Contribuer à ce que chacun puisse faire l'expérience de ses capacités d'émerveillement et de création, telle est l'ambition des artistes et animateurs qui font vivre le centre culturel de Pâlis. Le centre vous propose : à la découverte des couleurs (12 et 13 juin, 6 et 7 novembre), écoute et parole (28 au 31 mai), écrire avec la lumière (le rôle de l'image) (5 au 10 juillet), expression théâtrale (11 au 18 juillet), le personnalisme de Mounier (19 au 21 novembre), partager l'abondance (économie, argent, créativité) (7

# Alternatives



au 10 octobre). *Centre culturel, 4, rue Tournefou, 10190 Pâlis, tél : 03 25 40 58 37.*

## HAUTE-VIENNE Contrechamps

Contrechamps est une association culturelle de développement local qui est locataire pour 99 ans d'une ferme fortifiée du 17e siècle dont elle retape la grange à foin pour en faire un lieu d'accueil, d'hébergement et une salle de spectacle. Contrechamps organise son troisième chantier de bénévoles du 1er au 13 août, avec quatre heures de chantier par jour et le reste pour la découverte du Limousin. Hébergement en camping sur le site, au sein d'un domaine agricole en polyculture élevage conduit en

agriculture biologique. *Association Contrechamps, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit, tél : 05 55 69 13 18.*

## HAUTES-ALPES Formations habitat sain

L'association Le Gabion propose des stages de formation pour professionnel ou autoconstructeur : travail du plâtre (10 au 14 mai), architecture bioclimatique (11 et 12 juin), enduits terre (14 au 18 juin), briques de terre crue (11 au 15 octobre), voûtes et coupoles (18 au 22 octobre), escalier bois (15 au 26 novembre). *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André-d'Embrun, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66.*



DR

## Ecotopia 2004

Ecotopia est un camp autogéré qui se tient chaque année, depuis 1989, à l'initiative de groupes écologistes radicaux. Il s'est tenu en France une fois, en 1994, dans la vallée d'Aspe et change de pays chaque année. Il est traditionnellement précédé d'une convergence cycliste. Celle-ci partira de Vienne (Autriche) le 1er juillet, et par étapes d'une soixantaine de kilomètres par jour, traversera la République Tchèque pour être à Prague le 11 juillet, puis traversera l'Allemagne (Dresde le 15, Berlin du 19 au 21 à l'occasion de la quatrième rencontre internationale des villes sans voitures, Hambourg, le 26 juillet) puis arrive aux Pays-Bas (Amsterdam le 8 août) et arrivée à Ecotopia le 10 août. Ecotopia qui se tiendra cette année du 9 au 23 août à Gorinchem, aux Pays-Bas.

Le camp autogéré permet à chacun de proposer des ateliers et des débats. Une monnaie fictive est utilisée à l'intérieur du camp, le change avec les monnaies officielles de chacun tenant compte des différences de niveau de vie pour faciliter la venue des jeunes des pays de l'Est. En fonction de l'actualité, des actions sont souvent menées en dehors du camp. Cela ressemble aux rencontres des ami-e-s de *S!ence* sauf pour la langue (en anglais) et en beaucoup plus international. *Ecotopia, Eyfa, postbus 94115, 1090 GC, Amsterdam, The Netherlands, tél : 00 31 20 665 7743.*



# Alternatives

ALPES-DE-HAUTE-

PROVENCE

## Métiers du livre

Forcalquier des livres organise cet été quatre stages sur les métiers du livre : lithographie (21 au 25

juin), calligraphie (21 au 25 juin), fabrication de papier végétal (16 au 20 août), reliure manuelle traditionnelle (16 au 20 août).  
*Forcalquier des livres, Espace Etc., 10, rue du Collège, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 75 09 59?*

AVIGNON

## Journée des langues

Le théâtre des Carmes organise le samedi 5 juin à 18 h un repas sur la place des Carmes sur le thème des langues du monde entier. Chacun apporte des plats de sa culture et les partage avec d'autres. *Théâtre des Carmes, 6, place des Carmes, 84000 Avignon, tél : 04 90 82 20 47.*

ARDECHE

## Festival des épouvantails



L'association des Amis de Tournico-sol organise pour la troisième année un festival des épouvantails du 26 juin au 12 septembre, à Jaujac. 25 juin : spectacle musical, 26 juin : fêtes des écoles, concours des jardins insolites, 27 juin : foire Nature et environnement, 30 juin : intervention des pompiers sur la prévention des feux de forêts, 7 juillet : les jeux du monde, soirée spectacle, le 21 juillet : journée cerfs-volants, 18 août : journée énergies renouvelables, diffusion du film *Le bien commun*, 25 août : journée environnement animée par la FRAPNA, 11 septembre : journée de la paix, 12 septembre : journées des associations. *Tournico-Sol, Mairie, 07000 Jaujac.*

ARDECHE

## Education alternative

Après un an de débats, un projet d'achat de terrain dans le sud de l'Ardèche est en cours, avec un bâtiment ancien, deux constructions neuves, de la terre agricole et un hectare de terrain constructible. L'objectif de ce nouveau lieu de vie est la mise en place avec de nombreuses personnes solidaires de ce projet, d'un lieu de vie pour enfants, adolescents et retraités autour d'un projet d'éducation alternative. Ce lieu s'appuiera sur l'expérience de la ferme des enfants de Montchamp qui pendant dix ans a déjà développé maints projets pédagogiques. Le nouveau lieu de vie permettra d'accueillir au sein d'une ferme ayant des activités agricoles, des enfants de 3 à 18 ans. L'éducation sera recentrée sur le contact avec la nature, sur l'importance des relations intergénérationnelles, sur l'agriculture biologique, sur la rencontre avec d'autres personnes et l'apprentissage du respect de la différence, enfin sur la connaissance de soi comme facteur de paix et de bien-être. Autour de l'école, on trouvera une ferme pédagogique et biologique, un restaurant, une boutique proposant des produits de la ferme, une résidence pour les personnes à la retraite. Afin d'accueillir des enfants de tout niveau social, le projet met en place un système de parrainage pour permettre de diminuer les coûts pour les familles les moins riches. L'ensemble du lieu et des bâtiments sera la propriété d'une société civile «Le hameau des Buis» dans laquelle il est possible de prendre des parts. L'aménagement des lieux commencera dès que possible avec l'organisation de chantiers écologiques. Pour en savoir plus : *Laurent Bouquet, la Ferme des enfants, Montchamp, 07230 Lablachère, tél : 04 75 39 07 22.*

## Fêtes, foires, salons

(le signe ◊ indique que Silence est présent)

- ◊ **Tarn : 22e Biocybèle.** 30 et 31 mai, à Rabastens, 200 exposants dont une moitié de producteurs bio, associations, renouvelables, santé, habitat sain... Conférences. Entrée libre. *Nature et Progrès, 34, place Courtade, 81600 Gaillac, tél : 05 63 57 60 00.*
- **Indre : Conférences.** 1er juin à Le Poinçonnet. 15h30 : les énergies renouvelables, 17h30 : les OGM. *Mail de la Forêt, 36330 Le Poinçonnet, tél : 02 54 60 55 37.*
- **Pays Basque : Bioterra.** 4 au 6 juin, au parc d'exposition de Ficoba (entre Hendaye et Irun), agriculture bio, écoconstruction, énergies renouvelables, vêtements, cosmétiques, gestion écologique des déchets, publications. Salon en trois langues : français, basque, espagnol. *Ficoba, Alda Iparralde, 43, 20302 Irun (Gipuzkoa), tél : (34) 943 66 77 88.*
- ◊ **Loire : Le livre au vert.** 4 au 6 juin, Roisey, salon du livre vert. Thème de l'année : «qualité alimentaire de la production agricole». Table-ronde le dimanche avec Claude Aubert, Sophie Bessis, Gérard Pouradier. *Livre au vert, service culturel du parc du Pilat, Moulin de Virieu, BP 57, 42410 Pelussin, tél : 04 74 87 52 01.*
- ◊ **Cher : 17e foire écobio.** 6 juin, à Saint-Laurent, cinquante exposants : producteurs et transformateurs bio, cosmétiques, produits d'entretien, artisanat, thème de l'année : l'abeille. *Comité de la foire écobio, mairie, 18330 Saint-Laurent, tél : 02 48 51 51 07.*
- **Indre-et-Loire : Conférences.** 8 juin au parc de la Gloriette à Tours. 11 h : les énergies renouvelables avec l'ADEME, 14h30 : la gestion des déchets végétaux avec Ecosys, 16 h : les dangers de l'incinération. *GABTO, tél : 02 47 48 37 98.*
- **Arras : Terres en fête.** 11 au 13 juin, marché de producteurs bio au sein du salon de l'agriculture. *A pro bio, tél : 03 20 31 57 97.*
- **Puy-de-Dôme : 2e rencontres construction saine.** 12 et 13 juin à Landogne. Démonstrations de savoir-faire, conférences, thème de l'année : les énergies renouvelables, 80 exposants. *Habis, tél : 04 73 79 90 06.*
- ◊ **Isère : 5e Espace Terre.** 12 juin, au Clos Couché, à Saint-Georges-d'Espéranche. Salon de la nature. *Association Espace Terre, Monique Lemée, chemin de Mélat, 38790 Saint-Georges-d'Espéranche, tél : 04 74 59 04 91.*
- **Finistère : 6e foire aux produits bio.** 12 et 13 juin, salle omnisports d'Ergue-Gaberic, près de Quimper. Produits bios, artisanat, santé, environnement, conférences. *Amicale Ergué-Gabéric, mairie, 29500 Ergué-Gabéric, tél : 02 98 90 25 74 ou 02 98 59 63 32.*
- **Isère : développement durable.** 18 au 20 juin, exploitation agricole de Claire et Jean-Luc Point, à Pajay (près de la Côte-Saint-André), soir du 18 : conférence publique, dimanche 20 : journée de sensibilisation, marché paysan, stands, conférences. *Bièvre Liens Environnement, espace des Alpes, 3, avenue de Verdun, 38260 La Côte-Saint-André.*
- **Bouches-du-Rhône : marché bio.** 20 juin, de 9 h à 19 h, au Tholonet, place de Ferrageon, près d'Aix-en-Provence. 35 exposants et de nombreuses animations pour enfants. *Graines de vie, 450, allée de la Vieille ferme 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

DRÔME

## Des routes

L'association *La Griotte* propose du 29 au 31 mai prochain, à Die, les interventions de 18 plasticiens et 11 compagnies sur le thème *Des routes* : chemins et cheminement, errances et recherches, transports et emportements, lignes de fuite... *La Griotte, pont de la Griotte, 26150 Die, tél : 04 75 22 40 34.*

relle, cuisine, piscine...

L'assemblée d'enfants est l'outil de base de l'apprentissage de l'enfant citoyen, c'est un lieu d'écoute et de parole où s'élaborent des règles, des projets... L'école du Chapoly définit la pédagogie comme l'ensemble des moyens donnés à chaque enfant de prendre possession des éléments qui lui sont nécessaires pour se construire et réaliser librement son avenir. L'école compte actuellement quatre classes et 94 enfants. La cantine est réalisée à

RHÔNE

## Ecole nouvelle du Chapoly

L'école nouvelle du Chapoly fête cette année ses quarante ans. Basée sur la pédagogie active et influencée par des pédagogues comme Cousinet, Freinet, Oury, les apprentissages scolaires s'articulent avec des ateliers : jardinage, poésie, théâtre, expression corpo-



partir de produits frais biologiques, selon les possibilités d'approvisionnement et les saisons. Le jardin des enfants fournit les herbes fraîches (menthe, persil, ciboulette...) et est un

support concret à la compréhension, à l'observation, à l'expérimentation de la chaîne alimentaire. *Ecole du Chapoly, 18, chemin de la Chênaie, 69160 Tassin-la-Demi-Lune, tél : 04 78 34 29 29.*

## Les maisons de retraite protestent

Il faut vraiment croire que le gouvernement ne sait plus quoi faire pour nous obliger à consommer de l'énergie ! Annonçant un plan «canicule» pour soi-disant venir en aide aux maisons de retraites et de personnes handicapées, le plan consiste surtout à donner des aides pour accompagner la mise en place obligatoire de la climatisation !

Le 3 avril, Pascal Chanvert, président de l'association des directeurs d'établissements d'hébergement pour personnes handicapées, a protesté : «ce ne sont pas de climatiseurs qui pourraient servir au plus cinq jours par an qui aideront les personnes âgées 365 jours par an dans les maisons de retraite». L'association demande que l'argent permette l'embauche de personnels pendant l'été pour renforcer les moyens d'accompagnement des personnes. Mais le lobby des climatiseurs est bien en place pour proposer ce genre de mesures complètement inefficaces... Mais qui assurent que l'argent revient dans les poches des industriels.

## Comment avoir encore plus chaud

On trouve dans le commerce de nombreux systèmes de climatisation individuelle que l'on peut placer sur le bord d'une fenêtre... obligeant à ouvrir celle-ci. Si le climatiseur donne l'impression de fraîcheur par agitation de l'air, le résultat est globalement négatif car en ouvrant la fenêtre, on fait entrer l'air chaud en période de canicule ! Il en est de même avec un ventilateur à l'intérieur d'une pièce fermée : le moteur de celui-ci produit de la chaleur.

## Comment se rafraîchir

Il existe de multiples moyens de lutter contre la canicule sans avoir recours à aucun appareil.

En amont, il faut savoir qu'une isolation contre le froid en hiver est tout aussi efficace contre le chaud en été. Si vous le pouvez, pensez donc à augmenter l'isolation de votre logement (plafond, mur, volets). Si vous êtes en maison isolée, la plantation de feuillus devant les façades sud permet en hiver de laisser passer le soleil et de s'en protéger en été. L'arbre est un excellent climatiseur.

Il faut arrêter les appareils électriques inutiles, l'utilisation d'appareils économes permet de diminuer les sources de chaleur : chaque appareil «chauffe» lors de son fonctionnement. Une ampoule halogène, à éclairage équivalent, dégage dix fois plus de chaleur qu'une ampoule économique fluocompact.

A part dans les centre-villes où l'air extérieur peut rester très chaud la nuit du fait de la chaleur restituée par les bâtiments, il faut profiter de l'air frais de la nuit pour faire baisser la température intérieure : organiser des courants d'air au moment d'aller se coucher, et refermer le matin en se levant.

Pendant la journée, il est possible d'augmenter l'humidité ambiante en passant la serpillière sur les parties carrelées, l'évaporation de l'eau provoque du froid selon le même principe que ce qui se passe dans un frigo. Dès que le sol est sec, on le remouille. On peut encore augmenter cette évaporation avec la méthode développée dans tous les pays arabes : on tire les rideaux devant les fenêtres et on place des bassines d'eau au pied des rideaux. L'eau monte dans les rideaux et s'évapore. De même, il est possible de se mouiller la peau sur l'ensemble du corps. Si cela ne suffit pas, emplir sa baignoire d'eau à la température de la pièce et s'y plonger aussi longtemps que nécessaire.

Enfin, il faut savoir que manger moins et boire plus aide à mieux résister à la chaleur. Un régime à base de fruits frais est conseillé pendant ces périodes.

## Climatisation par les plantes



La présence de végétation devant les façades des maisons peut avoir un grand effet protecteur contre le rayonnement solaire. Une étude réalisée en Italie selon différents types de plantes (arbres, haies, plantes grimpantes) donne des baisses de chaleur des murs de 4°C à l'ombre jusqu'à 15,5°C pour un mur en plein soleil (avec arbres + haies). (Quatre saisons du jardinage, mai 2004)

## ADEME Formations professionnelles

L'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, dépendant du ministère de l'environnement, organise différentes formations professionnelles dans le domaine des énergies : analyse économique et financière dans le grand éolien (2 et 3 juin), électrification par éolienne en site isolé (6 au 10 septembre), mise en œuvre des systèmes photovoltaïques (14 au 18 juin, 20 au 24 septembre), montage d'un projet microhydro-électrique (1er au 3 juin, 28 au 30 septembre)... ADEME, 27, rue Louis-Vicat, 75737 Paris cedex 15, tél : 01 47 65 20 00.

## Solaire



■ **New York : immeuble économique.** L'immeuble *The Solaire* (l'usage du français est très chic !) a vu le jour au pied de l'Hudson, dans le quartier chic de Battery Park. Il comprend tout un tas de mesures sécuritaires... mais également une surisolation (35% de consommation en moins que les normes), des systèmes électriques économes (il y a un interrupteur par prise électrique ce qui est rare aux Etats-Unis ! Résultat : 65% d'économie en électricité) et des photopiles sur la façade sud (14 kWc assurant 5% de la consommation électorale du bâtiment), un toit végétal, un système de recyclage interne de l'eau. Il a été construit avec des matériaux locaux, les finitions sont exemptes de produits émettant des gaz toxiques, les boiseries sont certifiées durables, toutes les baies vitrées sont en double vitrage renforcé, l'air conditionné bénéficie d'un recyclage interne avec surveillance de la composition de l'air (les New-yorkais n'imaginent même pas que l'on peut vivre avec des fenêtres qui s'ouvrent pour

aérer !), il est entouré d'une pelouse cultivée sans pesticides, il y a un parking surveillé pour les vélos. Il est propriété d'une mutuelle d'assurances et le loyer n'est que de 6000 € par mois pour un trois-pièces ! Ce ne serait que 4% de plus que ce qui se fait dans le quartier. L'écologie pour les riches, voilà un placement intéressant !

■ **Japon : boom du photovoltaïque.** La production d'électricité par les photopiles connaît une progression énorme au Japon : 560 MW avaient été installés en 2002, 700 MW l'ont été en 2003. Les principaux industriels ont doublé leur capacité de production pendant l'année 2003 pour suivre la demande. (Systèmes solaires, 24 avril 2004)

## LOIRE-ATLANTIQUE Bolivia Inti

Bolivia Inti (Soleil de Bolivie) est une association de solidarité internationale qui s'est spécialisée dans l'initiation à la cuisson solaire, d'abord en Bolivie mais également en France et ailleurs. Dans les pays où la cuisson se fait avec du bois, la corvée de bois est une charge souvent énorme pour les femmes. La cuisson solaire supprime cette corvée lorsqu'il y a du soleil. Chaque année, Bolivia Inti organise sur place, en Bolivie, des stages pratiques pour que chacun se construise un cuisiner. Des milliers de personnes utilisent maintenant la cuisson solaire. Il existe une cassette vidéo qui montre l'action de l'association qui organise à la demande des stages pour la cuisson solaire ici. *Bolivia Inti*, 41, rue du Château-d'Eau, 44240 La Chapelle-sur-Erdre, tél : 02 40 72 05 30.

## SAVOIE Maison des énergies

En partenariat avec l'ADEME, le département, la région et quelques autres partenaires, l'ASDER, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables a mis au point une maison des énergies à Chambéry dont l'ASDER devient le principal locataire. Cette maison sera inaugurée le vendredi 18 juin à 19 h. Des visites de la maison sont également prévues le samedi 26 juin et le samedi 3 juillet, de 10 h à 13 h. ASDER, maison des énergies, 562, avenue du Grand-Ariétaz, BP 99499, 73094 Chambéry cedex 9.

# Pour des biocarburants

Le bidon dans une main, l'entonnoir dans le trou du réservoir, je plonge un doigt dans le liquide couleur or que je porte à ma bouche. Humm... excellent ! Cette huile de tournesol bio est un vrai régal.

## Les gaz appétissants

Un coup d'œil dans le rétroviseur au démarrage : les premières fumées sont blanches et épaisses, parce que l'huile est encore froide. Bientôt mon pot d'échappement dispersera une fumée presque invisible au parfum de frite.

J'en avais une super, de frite, quand j'ai eu le résultat de mon contrôle pollution ; à 100% d'huile la mesure de l'opacité est de 0,6 : deux fois moins qu'en mélange 50/50 huile et gasoil, et trois fois moins qu'à 100% gasoil (le seuil est fixé à 2,5). Normal, l'huile végétale contient de l'oxygène qui favorise sa combustion. Elle dégage six fois moins de particules cancérigènes, presque autant de CO2 que le gasoil, mais celui-ci a été absorbé par la plante pendant sa croissance. Rouler à l'huile ne contribue donc pas à l'effet de serre.

## Du carburant maison

Demandez à votre pompiste si son gasoil provient d'un pétrole afghan, congolais ou irakien...

Mon carburant est «made in chez moi». J'ai payé trois tonnes de graines chez un paysan bio du coin. Grâce à la tritureuse ambulante de l'association *Roule ma fleur* (1), j'extrait mille litres d'huile et deux tonnes de tourteau. Après trois jours de décantation, l'huile passe dans un filtre piscine (5 microns) : une année de voyage est mise en bidons de 20 litres.

Reste à livrer le tourteau aux éleveurs du coin. Depuis, ils ont arrêté d'acheter du tourteau de soja OGM en provenance des Amériques (85% de l'alimentation animale, en France).

En plus d'être ultra simple, la production d'huile carburant en première pression à froid (HVP : huile végétale pure)

est très peu consommatrice d'énergie. Comparativement à l'huile raffinée, qui nécessite l'utilisation de solvants pétroliers et plus de quinze opérations successives, comparativement au gasoil dont la production est une aberration énergétique.

**Les paysans proposeront bientôt un carburant produit à la ferme...**

En effet, il faut plus d'un litre de gasoil pour fournir l'énergie nécessaire à la production d'un litre de gasoil. Alors qu'un litre d'huile végétale pure suffit pour produire plus de six litres d'huile végétale pure, toutes étapes comprises.

## Un pétale de solution

Moins appétissante, mais encore plus simple, l'huile de friture usagée est un carburant gratuit et disponible partout. Et nos déchets deviennent de l'or...

500 000 véhicules pourraient tourner à l'huile de friture usagée, un million d'autres pourraient circuler si on cultivait les jachères. Une perspective encore plus large est ouverte par l'expérience allemande sur 2000 sites en culture combinée : ils mélangent une céréale et un oléagineux qui s'entraident. Toutes les dépenses énergétiques du travail de la terre et de fabrication d'huile sont «remboursées» par l'oléagineux (la Cameline). Halte aux champs de concentration, la polyculture lutte !

Comme toutes les énergies renouvelables, l'huile carburant est une solution limitée. A mes yeux, ce carburant a une plus grande valeur. Sa production et son utilisation m'ont fait éprouver le besoin de diminuer ma consommation d'énergie.

De son côté, la pétro-industrie française mise tout sur le *diester*, un biocarburant dérivé d'huile végétale de colza, produit sur des terres bombardées d'engrais azotés.



DR

**S**oyons clair dès le départ, mon opposition au carburant végétal vise uniquement le carburant obtenu au départ de plantes cultivées pour le produire.

La gourmandise immodérée de nos sociétés modernes pour l'énergie et notre soif d'indépendance énergétique poussent à trouver toutes sortes d'artifices pour ne pas remettre en cause notre consommation énergétique source présumée de notre confort actuel. Transformer les végétaux en carburant figure en bonne place de ces artifices.

Plusieurs raisons m'incitent à marquer une opposition ferme à l'égard des cultures destinées à fabriquer ce carburant renouvelable et prétendument écologique.

Tout d'abord, il s'agit d'un réflexe de riche pour qui la possession de carburant est plus vitale que la possession d'une alimentation saine. Pour qui l'indépendance énergétique est prioritaire à la production alimentaire.

Ne nous leurrions pas, la production agricole de carburant ne fera qu'augmenter la difficulté de cultiver en bio et ouvrira largement la porte à une utilisation massive d'engrais, de pesticides voire d'OGM. Pourquoi s'en priver nous dirait-on puisque la production n'est pas destinée à l'alimentation !

**Il s'agit d'un réflexe de riche pour qui la possession de carburant est plus vitale que la possession d'une alimentation saine.**



Ce produit non biodégradable a comme seul intérêt d'être très compliqué à produire, ce qui leur garantit le monopole d'une production centralisée, subventionnée et exonérée de taxes. On est pas gourmand pour rien...

## Feu vert sur l'utilisation

La SARL *Valénergol* (2) a démontré qu'il était possible de vendre de l'HVP carburant à 60 centimes d'euros le litre (TVA comprise). Les douanes ont protesté, la justice a condamné la SARL à payer la Taxe intérieure sur les produits pétroliers, la TIPP, 60 centimes d'euros par litre.

Sept mois plus tard, en juin 2002, une directive européenne reconnaît l'HVP comme carburant, incitant les Etats membres à l'exonérer de TIPP... comme en Allemagne.

De toute façon, les utilisateurs n'ont jamais été inquiétés par la justice. C'est une occasion inespérée de nous faufiler dans cette brèche pour autoproduire notre carburant et prouver qu'une diffusion éclairée de l'HVP a effectivement des retombées environnementales, sociales et économiques concrètes et délectables.

Les paysans proposeront bientôt un carburant produit à la ferme...

Plus d'une cinquantaine de micro huileries carburant, coopératives et individuelles, sont déjà lancées, et chaque tache fait plein d'autres taches.

Des fleurs à explosion germent dans notre envie de survivre.

**Thomas Plassard** ■

Auteur du livret «Rouler à l'huile de tournesol, pourquoi et comment mettre des fleurs dans son moteur».

(1) Roule ma fleur, 48220 Fraissinet-de-Lozère, <http://www.roulemafleur.org>.

(2) Sarl Valénergol La Tuquette 47480 Pont-du-Casse.

# Opposition au carburant végétal

Croire à une production en bio de ce qu'on appelle déjà les «biocarburants» est illusoire et irresponsable. La course au profit et les règles de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) engendrera plus que certainement une intensification des cultures et une industrialisation ; à tout crin de cette production aux dépens de la paysannerie et de la ruralité.

De plus, si ces cultures devenaient rentables (ou étaient rendues rentables) les bonnes terres seraient rapidement réservées pour la production de carburant végétal tandis que les moins bonnes se verraient confier la production alimentaire, au risque de mettre en péril notre souveraineté alimentaire

Bien entendu, qui dit industrialisation dit monoculture, qui dit monoculture dit appauvrissement des sols, qui dit appauvrissement des sols dit recours à toute sorte de produits chimiques, qui dit utilisation de produits chimiques dit appauvrissement de la biodiversité, pollution, etc.

Les puissants ne manqueront pourtant pas de rétorquer que, par les temps qui courent, il est bon d'acquérir une plus grande indépendance énergétique, que la production de carburant végétal est susceptible de sortir l'agriculture du marasme dans laquelle elle se trouve actuellement, que le carburant est renouvelable, qu'il s'agit de LA solution pour permettre le développement de notre modèle social...

Peut-être iront-ils jusqu'à dire que cette production est peu polluante, mais là, je crois avoir démontré le contraire !

Peut-être affirmeront-ils que finalement cette production n'est qu'un retour aux sources, que, en produisant de l'avoine l'agriculture a toujours produit du «carburant» puisqu'on cultivait l'avoine pour produire l'énergie du cheval. Là, je pourrais dire d'accord. Il s'agit à mes yeux de la seule utilisation acceptable à condition que la production serve exclusivement aux besoins du paysan/producteur.

Si on réfléchit bien, on se rend compte que la production de carburant végétal a pour seul but de produire un carburant bon marché qui ne manquera pas de favoriser le transport individuel par opposition au transport en commun beaucoup moins énergétivore.

L'objectif peut être de détourner l'agriculteur de son rôle premier : produire de la nourriture. Et pour moi, l'indépendance énergétique doit être recherchée en dehors de l'agriculture

Hélas, se bercer d'illusion en confiant l'avenir énergétique de l'Europe aux carburants végétaux c'est freiner le développement d'alternatives et se montrer irraisonnables. Tant que nous y sommes pourquoi ne pas rêver à un carburant végétal

produit en bio et tant que nous y sommes pourquoi pas avec la mention Nature & Progrès ? Sûr que cela rapporterait beaucoup d'argent ! Pour faire la promotion de la bio ?



Nature et Progrès

Soyons raisonnables, participons à la promotion des vraies énergies renouvelables, le solaire, l'éolien, l'hydro électrique et bien sûr la biométhanisation au lieu de nous disperser en débats stériles.

La biométhanisation est à mon sens pratiquement la seule qui offre la possibilité de production agricole pour la production de carburant (le biogaz). En premier lieu elle permet l'utilisation des déchets humides de nos poubelles qui en représentent environ un tiers.

Ensuite favoriser la création d'unités de biométhanisation des déchets de l'agriculture au niveau du village me semble essentiel.

Pour finir j'ajouterai encore que la production de carburant végétal ne résoudra en aucune manière les problèmes de faim dans le monde. A nous d'y réfléchir... et d'y faire réfléchir !

**Francis Giot** ■

Président de *Nature & Progrès* Belgique,  
520, rue de Dave, 5100 Jambes,  
Tél : 0032 81 30 36 90.



## Effet de serre



DR

■ **Tuvalu va disparaître.** Avec 11 000 habitants, Tuvalu s'attend à être le premier Etat à disparaître victime du changement climatique. Avec 9 atolls pour une surface de 26 km<sup>2</sup>, le point culminant n'est qu'à 4,5 mètres et lors des grandes marées, les vagues pénètrent de plus en plus largement à l'intérieur des terres. Le premier ministre a ainsi déclaré à l'ONU en septembre 2003 : « Nous vivons dans la crainte constante des effets du changement climatique. La menace est sérieuse et s'apparente à une forme insidieuse de terrorisme contre nous ». L'engloutissement définitif est prévu pour avant 2050. L'acteur Lambert Wilson a prêté sa voix à un film sur le sujet (*Nuages au paradis*, sur Planète Future, le 7 avril) : il conclut ainsi : « les responsables du réchauffement de la planète, de l'effet de serre, eh bien c'est moi, c'est vous, c'est nous tous. Par nos actions individuelles, par nos gestes quotidiens nous pouvons inverser la vapeur et préserver notre habitat. Nous pouvons aussi soutenir une économie nouvelle 'small is beautiful', mieux consommer pour produire autrement. Et sans être complètement à l'image des habitants de Tuvalu qui ont l'air heureux en consommant très peu, on pourrait appliquer un peu de leur philosophie en se disant qu'en consommant mieux on pourrait arriver à plus de bonheur ».

■ **Record français.** Selon Météo-France, l'année 2003 bat tous les records de chaleur... avec près d'un demi-degré de plus que la moyenne des années 90,

déjà les années les plus chaudes depuis 150 ans. Météo-France prévoit le renouvellement des canicules pour les années à venir.

## Eau

■ **L'eau entre marchandise et bien commun.** Devant la montée de la privatisation des ressources en eau, un appel pour « un contrat mondial de l'eau » a vu le jour en 1998 à l'appel du Groupe de Lisbonne, lequel réunit d'anciens responsables politiques comme Mario Soarès, ancien président du Portugal ou Ricardo Petrella, ancien conseiller à la commission européenne, aujourd'hui membre du conseil scientifique d'Attac. Ce contrat mondial rappelle en préambule que « l'eau en tant que source fondamentale de la vie, est un bien commun patrimonial de l'humanité » et propose différentes mesures comme le principe de « pollution et abus interdits » qui doit remplacer le principe de « pollueur payeur » inadéquat et favorisant les manipulations financières. Ce projet de contrat présente une sérieuse limite : l'eau n'est en effet pas un bien commun de l'humanité, mais de la planète. Car si l'homme ne peut pas vivre sans eau, ni les plantes ni les animaux ne le peuvent. Or tout cet appel discute de comment répartir l'eau entre les hommes, comme si l'eau nous appartenait. Il serait temps qu'Attac et autres structures de



DR

## Plus vous avez une grosse voiture, plus vous allez lentement !



DR

En 1975, dans son livre *Energie et équité*, Ivan Illich rappelle que la vitesse d'un véhicule ne veut pas dire grand chose et qu'il faut inclure dans notre vitesse de déplacement le temps de travail nécessaire pour payer la voiture. Ainsi, si vous parcourez 100 km en une heure avec une voiture mais que cette voiture vous coûte 0,50 € du kilomètre, si vous gagnez 10 € de l'heure, il vous faut cinq heures pour payer votre voiture. Cinq heures de travail + une heure de déplacement pour 100 km, cela ne fait plus que du 16 km par heure, soit la même vitesse qu'avec un vélo.

Mais on peut pousser ce raisonnement un peu plus loin. La vitesse étant limitée, que vous ayez la plus petite voiture ou la plus puissante, vous mettez le même temps pour parcourir ces 100 km. Si au lieu de choisir une voiture de petite cylindrée qui ne coûte que 0,50 € du kilomètre, vous choisissez un énorme 4x4 qui coûte 2 € du kilomètre, il vous faut alors, toujours avec le même salaire, 20 heures de travail pour vous payer cette voiture et donc vous ne vous déplacez plus qu'à 100 km / 21 heures soit 9 km/h. Conclusion : plus vous choisissez une grosse voiture, plus vous roulez lentement !

ce genre acceptent des biologistes et des écologistes dans leurs rangs pour intégrer que l'homme n'est qu'une espèce animale très particulière au sein de millions d'autres espèces et que l'homme ne peut pas vivre sans ces autres espèces.

### ■ Pomper l'eau du désert !

Alors que l'eau est une des raisons du conflit interminable entre Israël et la Palestine, Danone vient de racheter 20 % du capital du groupe israélien « Mey Eden » qui commercialise des eaux minérales pompées sur le plateau du

Golan, plateau revendiqué par la Syrie, depuis son occupation en 1967. Occupation condamnée par l'ONU, mais sans « justice sans limites ». Alors que l'eau manque, on risque bientôt de pouvoir se procurer dans les rayons européens la dernière eau tendance : l'eau volée aux pays arabes du Proche-Orient ! (*Bouffée d'Air, été 2003*)

■ **Azote sous-marine.** On savait déjà que les azotes présents dans les engrais polluaient les nappes phréatiques et l'eau potable. On savait aussi que cet azote finissait par atteindre la mer (avec comme conséquence la multiplication des algues vertes puantes), on vient de découvrir que par un phénomène de densité, les eaux douces polluées ne se dissolvent pas dans les vastes flots mais peuvent parfois constituer de vastes poches de pollutions sous-marines : l'une d'entre elles a été estimée couvrant une surface au fond des océans de 70 000 km<sup>2</sup>. (*Campagnes solidaires, avril 2004*)

## Européens et questions environnementales

Le commissaire chargé de l'environnement à Bruxelles publie régulièrement des sondages d'opinion sur l'ensemble des pays européens. Un rapport publié en 2003 donne des indications intéressantes. Tout d'abord 89% des Européens ont conscience que ce qui menace l'environnement les menace directement. La menace perçue comme la plus sérieuse sont les déchets radioactifs (50%), devant les risques industriels (45%), la pollution de l'air (44%), la pollution de l'eau (43%), les pesticides (36%)... Globalement les pourcentages sont à la hausse. Et à qui font-ils confiance pour agir sur ces questions ? Aux associations environnementales (48%), aux scientifiques (35%), aux associations de consommateurs (23%), à la télévision (18%), à l'Union européenne (13%), au gouvernement national (12%), aux enseignants (12%), au gouvernement régional (11%), aux partis politiques représentant l'environnement (10%), aux journaux (9%), à la radio (4%), aux syndicats (2%), aux entreprises (1%). (*Combat-Nature, février 2004*)



## Papier recyclé

■ **Les éditeurs y viennent.** Greenpeace a lancé au niveau international une campagne de sensibilisation auprès des éditeurs pour qu'ils réalisent leurs ouvrages sur papier recyclé. Au Canada, la campagne a déjà permis de convaincre 36 gros éditeurs, le fait le plus marquant étant la sortie du dernier tome de Harry Potter sur papier recyclé. Greenpeace rappelle que l'essentiel du papier provient de forêts qui sont détruites de manière irréversible. *Greenpeace, 22, rue des Rassellins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.*

■ **Belgique : nouvelle usine.** Le géant finno-suédois StoraEnso vient d'inaugurer une nouvelle usine de fabrication de papiers recyclés à Langerbrugge, près de Gand, en Belgique. Elle peut fabriquer 400 000 tonnes par an pour le moment et près du double à l'horizon 2005. Le papier est totalement recyclé : il n'y a aucune introduction de fibres neuves. C'est la plus grosse machine au monde. Elle collectera les vieux journaux dans un rayon de 300 km, de Londres à Strasbourg. Cela devrait donner un coup d'accélération au marché du papier recyclé. (*Environnement Magazine, septembre 2003*)



Pierre-Emmanuel Weick

## PARIS Vélorution

Le premier samedi de chaque mois depuis mars, le Réseau Vert organise une manifestation à vélo pour sensibiliser sur les questions que la mairie oublie d'aborder et pour annoncer la prochaine grande manifestation prévue le samedi 5 juin, à 14 h, place du Châtelet. Une autre action aura lieu les 24 et 25 juin *La caravane du réseau vert* traversera Paris depuis La Villette pour rejoindre la coulée verte TGV-Atlantique au sud en quatre étapes : le bassin de la Villette, le canal Saint-Martin, le Marais, la rue de Rennes. A chaque étape, rencontres avec les associations de quartier pour présenter ce qu'est le réseau vert et ce que pourrait être le premier axe en continu entre le nord et le sud de la capitale. *Réseau Vert, 114, rue du Château, 75014 Paris, tél : 01 42 71 04 14.*

## ALSACE Sorties nature

L'association Alsace nature publie chaque année un catalogue des sorties nature organisées par les différentes associations de la région. Ce document est disponible sur simple demande auprès de *Alsace-Nature, 8, rue Adère-Riton, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.*

## LARZAC Complexe touristique

Alors que dans les années 70, les paysans du Larzac ont su brillamment résister à un projet d'extension du camp militaire, dans les années qui ont suivi, ils n'ont guère eu d'objection à vendre des terres pour permettre la coupure du plateau en deux par la future autoroute A75. Alors que s'achève cette année les travaux de l'énorme viaduc qui enjambe Millau à plus de 300 m de haut, les promoteurs sentent tout l'intérêt de s'installer à proximité de l'autoroute. Méfiants devant la renommée des paysans, ils avancent en douceur comme le projet de haute qualité environnementale

au domaine des Beaumettes, sur la commune de l'Hospitalet-du-Larzac. Ce complexe touristique construit en habitat sain devrait ouvrir en 2005 et pourra accueillir jusqu'à 600 personnes... dans une commune qui pour le moment ne compte que 257 âmes. Si l'habitat se veut écologique, l'entourage l'est beaucoup moins notamment avec un projet de golf à neuf trous sur un plateau où l'eau est déjà rare. Le projet est prévu dans une zone protégée (ZNIEFF) dans un endroit où les gens du plateau adoreraient venir se promener, du fait de la beauté du site. Un comité s'est mis en place pour dénoncer ce projet : *Association de sauvegarde des Beaumettes, tél : 05 65 49 20 43.*



DR

## ALPES-MARITIMES Montagne de mâchefers

Les incinérateurs de Monaco, Nice et Antibes entassent leurs mâchefers dans la carrière de Gourdon, sur le plateau calcaire de « La Sarrée ». L'autorisation préfectorale du 14 avril 2003 permettra à terme, sur 5 hectares et 30 m de haut d'y stocker deux millions de tonnes de déchets, lesquels comprennent de l'ordre de 1% de métaux lourds. A terme, il y aura donc 20 000 tonnes de métaux lourds sur le site dont 20 tonnes de plomb. Un contrôle des eaux de ruissellement sur le site est prévu pendant les deux premières années... mais l'arrêté préfectoral ne précise rien sur certains produits comme les dioxines en particulier. Or ce plateau calcaire (karst) comporte un important réseau d'eau souterrain, alimentant de nombreuses sources... Si une pollution venait à s'installer, cela se ferait très progressivement et lorsque les sources seront polluées, il sera très difficile d'y mettre fin. Plusieurs associations ont engagé des recours au tribunal administratif pour demander l'interdiction de ce dépôt. ■ *Protection du patrimoine aubarnois, BP 19, 06620 Le Bar-sur-Loup.* ■ *FARE-Sud, 27, chemin des Roumigières, 06130 Grasse.*

## BELGIQUE Vers la gratuité des transports ?

Le gouvernement belge a annoncé début février la gratuité des transports pour les fonctionnaires et les employés des entreprises publiques. Voulant privilégier le train sur la voiture, des négociations sont en cours pour étendre cette mesure à l'ensemble des salariés. Actuellement, 70% des transports des salariés du privé sont déjà pris en charge par les entreprises. Le gouvernement belge propose de payer 20% du prix en échange de la prise en charge des 80% restant par les entreprises. Si les salariés ne paient plus, que deviennent les chômeurs dans ce scénario ? (*La Vie du Rail, 4 février 2004*)



■ **PARIS  
Pollution par les avions**

Une étude d'airparif montre que le seul aéroport de Roissy est responsable de 4% des émissions d'oxydes d'azote de la région Ile-de-France. Ces émissions proviennent pour 79% des avions, mais aussi pour 12% de la desserte routière et pour 6% de la logistique de l'aéroport. L'étude montre que dans les communes voisines, cette pollution peut représenter jusqu'à 29% des polluants, cette pollution s'ajoutant localement à celles des autoroutes A1 et A3. A la prochaine alerte à la pollution, on arrête donc les avions ? (*Environnement magazine, mars 2004*)

# Tout dépend de vous !

Trois personnes vont commencer un jeûne le 21 juin 2004 pour demander aux parlementaires et au gouvernement de ne pas lancer la construction d'un nouveau réacteur nucléaire et de réorienter la recherche en faveur des énergies renouvelables et des économies d'énergie.

Parmi eux, Michel Bernard, le coordinateur de la rédaction de *S!lence*.



Michel Bernard

Débat sur l'idée d'un jeûne long lors d'un jeûne de 48 heures en juillet 1997 devant Superphénix.

Comme le rappelle le texte de Jean-Marie Muller (1), un jeûne ne fait pas directement pression sur le gouvernement. Caisse de résonance, il ne réussit que si se mettent en place des comités de soutien qui vont entraîner l'ensemble de la population dans un débat sur les questions soulevées. Ces questions doivent être légitimes pour que la population puisse les soutenir. Les trois jeûneurs du *Jeûne Vivre sans nucléaire* questionnent à propos de deux points soutenus par une large majorité des Français : l'abandon de tout projet de nouveau réacteur, le développement de la recherche dans le domaine des économies d'énergie et des énergies renouvelables (voir les sondages en encart).

## Un engagement de longue date

Jean-Marie Muller insiste aussi sur la légitimité de ceux qui font le jeûne. Ceci m'incite, pour une fois, à vous présenter mon parcours militant.

Je suis né en 1958. Mon père, physicien investi dans le solaire, participe en 1972 au lancement de la *Gueule ouverte*. En 1975, il m'emmène à la première manifestation contre Superphénix. C'est le début d'une longue lutte contre ce réacteur et contre le nucléaire en général. En 1976, je participe à l'occupation du site. Evacué par les gardes mobiles, je plante ma tente chez Georges David, l'un des animateurs de la lutte et rédacteur de *Superpholix*, la revue des opposants à la centrale. Je suis encore là pour la sinistre manifestation du 31 juillet 1977 où Vital Michalon perd la vie.

Parallèlement à cela, je m'investis également dans la lutte antimilitariste, la non-violence et la lutte des paysans du Larzac.

Après l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, je suis impliqué dans la coordination antinucléaire et ayant arrêté mes études, avec un copain, nous nous lançons dans l'organisation de la marche Malville-Matignon qui au bout de trois semaines réunira 5000 personnes à l'arrivée à Paris. C'est au retour de cette marche qu'à cinq personnes, nous décidons de lancer une revue régionale *S!lence*. Comme nous n'avons pas un sou, nous collectons 1000 € en préabonnements que nous investissons dans du papier recyclé que nous revendons à l'automne, permettant de financer le premier numéro en octobre 1982. L'activité papier recyclé va se poursuivre et se diversifier pour donner la maison de l'Ecologie dont je serai l'un des salariés pendant une dizaine d'années.

En 1983, je suis l'un des premiers animateurs du comité de soutien de Lyon au Jeûne pour la vie. En France, il y a quatre jeûneurs à Paris. Aux Etats-Unis, il y en a quatre autres dont un certain André Larivière.

Dans la maison de l'écologie de Lyon, se trouve le Mouvement d'écologie politique qui entre 1982 et 1984 se transforme en plusieurs étapes pour donner les Verts. Je suis de l'aventure et serai membre du CNIR des Verts (le parlement interne au niveau national) pendant deux ans. Je serai actif chez les Verts jusqu'en 1989, date à laquelle ils entrent au Parlement européen, ce qui provoque l'enlisement du mouvement au profit des conflits de pouvoirs. Dégouté, je quitte les Verts en 1992.

Pendant ce temps, *S!lence* grossit peu à peu. En 1986, une structure distincte de la Maison de l'écologie voit le jour, la revue devient nationale et un premier



salarié, Michel Jarru est embauché. Je suis le premier président de l'association *S!lence*.

Cette même année, au sein des Verts, je lance avec Patricia Fridman le salon Primevère dont je serai le trésorier pendant dix ans. C'est devenu aujourd'hui le plus gros salon écolo hors Paris.

Alors que la contestation antinucléaire a connu un creux après 1984, elle a repris de plus belle après l'accident de Tchernobyl en 1986. L'opposition contre Superphénix se structure peu à peu et naît alors les Européens contre Superphénix. Un permanent, Philippe Brousse, est embauché au début des années 90. Je deviens l'un des porte-parole du mouvement.

En 1994, nous décidons de renouveler une marche Malville-Matignon. Je suis en correspondance depuis quelque temps avec André Larivière qui habite alors en Allemagne et y organise de nombreuses manifestations pour le désarmement nucléaire. Je lui propose de venir nous aider à préparer cette marche, ce qui sera le début d'une longue amitié.

A partir de 1994, je deviens salarié de *S!lence* et le principal coordinateur de la rédaction. J'y anime des débats qui au fil des numéros se transforment en publications (2).

Après la victoire contre Superphénix, en 1997, les Européens contre Superphénix en collaboration avec d'autres groupes locaux mettent en place le

(1) *S!lence* n°284, «Jeûner pour sortir du nucléaire»  
(2) «Paris-Dakar : pas d'accord» (1989), «Les énergies renouvelables» (1992), «Les métiers de l'écologie» (1993), «Systèmes d'échanges locaux : pour changer, échangeons» (1998), «L'écologisme à l'aube du 21e siècle» (2000), «Objectif décroissance (2003).



Réseau Sortir du nucléaire dont je suis, pendant les deux premières années, un administrateur. La même année, je participe à la création du CNIID, Centre national indépendant sur les déchets, dont je suis toujours administrateur. Récemment, j'ai participé au lancement de la revue *La Décroissance* dont je suis un des rédacteurs.

## Apprivoiser la désobéissance

Tout au long de ces années, j'ai toujours appliqué les principes de la non-violence. Je me suis impliqué dans de très nombreuses actions de désobéissance civile : occupations de grues, destructions de registres d'enquête publique, occupations de terrain, occupations de ministère, de services administratifs... J'ai bien dû être arrêté plus d'une cinquantaine de fois, j'ai passé quelques nuits dans des commissariats, je ne suis passé en procès qu'une seule fois (3), j'ai reçu, en trente ans, un seul coup de matraque. J'ai presque toujours fait mes actions «au grand jour», c'est-à-dire en les revendiquant publiquement. Quand une action de désobéissance est bien préparée, l'impact médiatique fait que la répression est difficile.

Je vais juste vous en raconter un exemple. Après une panne de Superphénix qui a duré plus de deux ans, il a été nécessaire administrativement de refaire des enquêtes publiques. A quatre personnes, nous sommes allés à la préfecture de Grenoble, pendant que deux personnes discutaient avec le personnel, les deux autres ont subtilisé le registre d'enquête. Nous sommes allés ensuite dans les locaux de France3 Grenoble où nous avons déchiré le registre devant les caméras. C'est officiellement un crime contre l'Etat, passible de la cour d'assises et de vingt ans de prison. Il n'y a pas eu de suite. L'enquête a dû être recommencée à zéro.

## L'idée du jeûne

En juin 1997, nous avons connu un grand moment de liesse quand Superphénix a été arrêté. Nous avons prévu une action le 31 juillet de cette année : deux jours de jeûne devant le réacteur pour marquer le 20e anniversaire de la mort de Vital Michalon. Nous avons maintenu cette action et près de 200 personnes sont venues jeûner deux jours. C'est lors d'un atelier sur le jeûne qu'André Larivière a évoqué pour la première fois l'idée d'un jeûne de longue durée pour inciter le gouvernement à prendre la décision d'aller vers la sortie du nucléaire.

(3) Une amende pour un bombe amnistiée en 1981.

# Revendications des jeûneurs

Il faut être prudent avec les sondages dont les questions peuvent être tendancieuses, et dont les réponses présentent un certain taux d'erreurs (estimé à 5% pour un échantillon de 1000 personnes). Néanmoins à partir des sondages que nous avons collectés (et dont le détail est sur le site [vivresansnucléaire.org](http://vivresansnucléaire.org), nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

## La très grande majorité des Français est favorable à une sortie du nucléaire.

Selon un sondage réalisé par Ipsos et publié dans *L'Express* du 25 mars 1999, 18% seulement des Français sont pour que l'on construise de nouveaux réacteurs, 80% pour que l'on n'en construise plus. Au sein de ces 80%, on distingue 58% qui se prononcent pour finir d'utiliser les réacteurs existants, 22% pour que l'on ferme ceux en activité.

En 2000, un sondage IFOP pour l'hebdomadaire *VSD* indique que 51% sont plutôt favorables à l'arrêt total du nucléaire en France, 39% plutôt défavorables. Le même sondage indique que le pourcentage favorable à l'arrêt monte à 61% chez les moins de 35 ans.

Un sondage réalisé par Cevipof en mai 2002 et publié à l'automne 2003 par Sciences-Politique Paris indique que 55% des Français ne souhaitent pas le renouvellement des réacteurs, 41% étant pour ce renouvellement.

Un sondage IFOP réalisé pour l'Union française d'électricité et présenté dans *Le Monde* du 12 novembre 2002 indique que «61% des Français voudraient se passer du nucléaire» (titre de l'article). 62% accepteraient de payer l'électricité plus cher pour pouvoir se passer du nucléaire.

Un autre sondage réalisé par le CREDOC pour le compte de l'Observatoire de l'énergie (ministère de l'industrie), donne un résultat semblable : 59% des Français seraient d'accord pour payer leur électricité plus cher pour pouvoir se passer du nucléaire (66% chez les moins de 26 ans).

## La très grande majorité des Français souhaite que l'on développe les énergies renouvelables.

Selon un sondage IFOP réalisé pour l'Union française d'électricité et présenté dans *Le Monde* du 12 novembre 2002, 60% des Français estiment que les énergies renouvelables peuvent remplacer le nucléaire et 63% estime que cela sera fait d'ici dix ou vingt ans.

Selon un sondage de l'Institut Synovate pour le compte de l'ADEME (Ministère de l'écologie), réalisé en février 2003, 92% des Français se prononcent pour le développement de l'énergie éolienne.

Selon un sondage Eurobaromètre de mars 2003, pour le compte de l'Union européenne, c'est l'ensemble de l'Europe qui souhaite se tourner vers les énergies renouvelables : 67% pensent qu'il faut miser sur les renouvelables contre seulement 3% pour le nucléaire. 69% souhaitent plus de recherche dans le domaine des renouvelables contre 10% dans le nucléaire.

C'est pourquoi les jeûneurs ont décidé de revendiquer les deux choses suivantes :

- pas de nouveau réacteur.
- réorienter les crédits de recherche dans le domaine de l'énergie.

## Qui sont les deux autres jeûneurs ?

■ **André Larivière**, né au Québec en 1948, trois enfants, vit en couple en Haute-Loire, animateur du Réseau Sortir du nucléaire. Organisateur d'une dizaine de marches en Europe : contre Superphénix (1994), pour le désarmement (1995), pour le Tibet (2000), Mouvement vers Bure (2001, 2002, 2003), Tour de France pour la sortie du nucléaire (2004). A déjà effectué des jeûnes de longue durée (jeûne pour la vie en 1983, jeûne contre les Euromissiles en

1986). Auteur de «Les Carnets d'un militant» (Ed. Ecosociété).

■ **Dominique Masset**, né en 1952, une fille, vit avec Elisabeth dans un petit village ariégeois, membre du collège national et trésorier du mouvement Appel pour une insurrection des consciences, militant non violent aimant les actions à forte implication personnelle. Dans la lutte antinucléaire : marche Lascaux-Bure (2001), jeûne à La Hague (2002).

Comme l'indique toujours très bien le remarquable article de Jean-Marie Muller, un jeûne ne peut intervenir qu'en dernière extrémité lorsque tout a été fait au niveau militant. Le jeûne doit être la goutte d'eau qui fait basculer une lutte. Alors quand faut-il jeûner ?

Ce débat nous a animés longuement, notamment au sein de la commission action du Réseau Sortir du nucléaire. A ce moment-là, la gauche plurielle au pouvoir, déchirée sur la question nucléaire, a choisi le statu quo. A l'automne 2001, le risque d'un retour de la droite après les élections présidentielles de 2002, nous fait craindre une augmentation de la pression du lobby nucléaire pour relancer un nouveau programme nucléaire. André Larivière et moi travaillons alors sur un scénario de jeûne entre les élections présidentielles et les législatives qui doivent suivre. Nous commençons à compiler de l'information sur les jeûnes politiques, sur l'organisation d'un tel jeûne. Un débat a lieu en janvier 2002 pendant l'assemblée générale du Réseau sur l'opportunité du jeûne. Si le mode d'action n'est pas rejeté, le débat porte sur le choix de la date... Finalement, l'idée du jeûne est écarté. Comme plusieurs personnes avaient prévu du temps libre pour le jeûne, il est quand même décidé d'organiser un jeûne court pour nous tester.

Nous choisissons symboliquement de nous mettre devant l'usine Cogéma de La Hague et nous lançons un jeûne de cinq jours... le jour même où Le Pen se retrouve au deuxième tour. De ce fait, le jeûne n'aura qu'un écho régional avec notamment un débat musclé mais positif avec les syndicats du centre (on se serra la main à la fin des débats). Avec le recul, si nous avions fait le jeûne à ce moment-là, il nous aurait été très dur de passer au-delà des débats sur l'extrême-droite de l'époque. Ce jeûne «d'entraînement» va quand même nous permettre de régler bon nombre de problèmes. Sur la dizaine de participants, plusieurs ont senti leurs limites, d'autres ont eu des problèmes de santé (il ne faut pas être sous traitement pour jeûner !). La bonne surprise a été d'apprendre que d'autres que nous avaient fait le même jeûne d'entraînement dont une dizaine à Bure, d'autres en Allemagne, en Grande-Bretagne et ailleurs, près de cinquante personnes au total. A ce jeûne court participe Domi-

nique Masset que j'ai déjà rencontré à deux reprises, la première fois par hasard lors d'un reportage pour le spécial Limousin. Il donnait un coup de main à *Tout autour de la terre*. La deuxième fois pendant la marche Lascaux-Bure.

Comme nous avons déjà bien travaillé l'idée du jeûne, nous décidons de publier un dossier dans *Silence* à ce moment-là et de continuer à organiser la possibilité d'un jeûne ultérieurement.

Pendant l'année 2003, l'EPR fait des réapparitions régulièrement dans les médias. Mais il s'agit d'effet d'annonces. Après avoir bien regardé le calendrier, nous pensons alors que le gouvernement va essayer de passer en force après les élections de 2004. En effet, une directive européenne entre en fonction en 2007 et interdira de fait la construction de nouveaux réacteurs (4). Cette même année, il y aura les élections présidentielles et législatives. Le gouvernement ne peut donc plus attendre car

les procédures administratives prenant environ deux ans, il ne faut pas que le chantier se concrétise pendant cette campagne. Pour gêner la décision, nous décidons alors de lancer le jeûne tout de suite après les élections européennes de manière à occuper le terrain pendant l'été. Symboliquement, nous choisissons alors le 21 juin, jour le plus ensoleillé de l'année. Cette fois, le Réseau soutient clairement et les réactions de nombreuses autres associations montrent qu'elles partagent notre analyse politique.

## A vous de me renvoyer l'ascenseur !

La concrétisation du jeûne rend difficile pour de nombreuses personnes de s'y impliquer en tant que jeûneur. Le calendrier proposé prévoit en effet que nous soyons disponibles pour rencontrer les groupes militants, les journalistes et les politiques dès le début juin, puis que nous jeûnions pendant un temps assez long, enfin, il faut prévoir un temps de récupération physique qui, selon les témoignages est tout aussi long que le jeûne : il faut donc être capable de se libérer plus de trois mois. Seules trois personnes vont finalement s'engager, avec tous les problèmes de travail et familiaux que cela pose (5). D'autres personnes s'engagent pour l'équipe d'encadrement (6), plusieurs groupes de jeûnes tournant sont déjà annoncés.

Cela fait donc bientôt trente ans que je me bouge pour défendre les idées éco-



Interview de Pierre Rabhi par Michel Bernard en 1991.

Semaine de jeûne devant l'usine de La Hague en avril 2002. André Larivière et Dominique Masset sont les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> à partir de la gauche.



les dont plus de vingt à faire la revue *Silence*. Vous, de votre côté, vous êtes nombreux à être actifs dans les multiples possibilités d'alternatives que l'on présente dans la revue. Je sais combien cela peut être prenant et le nucléaire, et son côté négatif, n'est peut-être pas votre «tasse de thé». Je viens quand même vous demander d'agir pour relayer notre action. Bien sûr, vous pouvez participer financièrement, mais ce n'est pas de ce côté que je souhaite seulement vous voir vous investir. Je vous demande surtout de vous engager concrètement dans un comité de soutien, d'animer des actions dans votre commune, dans la grande ville la plus proche, devant les préfectures. Il va falloir forcer le mur des médias nationaux : cela ne peut être possible que parce qu'un peu partout des actions sont menées.

Vous êtes sans doute très pris par la vie de tous les jours. Figurez-vous qu'il en est de même pour André, Dominique et moi. Nous aussi nous avons des enfants à qui il faut expliquer ce que nous faisons. Nous aussi, cela va nous «bouffer» nos vacances (et nos kilos). Il n'y a pas eu de jeûne de ce genre depuis plus de vingt ans en France. Alors ne loupez pas l'occasion : on aura tellement plus de temps pour nous tous quand on en aura fini avec la menace du nucléaire.

Michel Bernard ■

(4) La directive encadre les financements publics dans le domaine de l'énergie. Le nucléaire étant déjà plus coûteux que le grand éolien et le gaz, il ne sera plus en mesure de passer en force. Globalement, l'Europe est déjà tournée vers la sortie du nucléaire.

(5) Les numéros de *Silence* de septembre et d'octobre se feront sans moi. Dorothee Fessler assurera le suivi des pages brèves pendant cette durée... et nous avons essayé de prendre de l'avance pour les articles et les dossiers.

(6) En particulier Jocelyn Peyret sera le coordinateur de l'équipe d'accompagnement. C'est lui qui avait déjà coordonné les rencontres pour les vingt ans de *Silence*.

**Jeûne Vivre sans nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 cedex 04, tél. : 04 78 29 01 51 - contact@vivresansnucléaire.org, www.vivresansnucléaire.org**



# EPR : le débat Nucléaire est lancé



TCHERNOBYL

## Pour un centre de recherche indépendant

Les chercheurs biélorusses qui veulent faire des études sur les conséquences médicales de l'accident de Tchernobyl ont le plus grand mal à travailler, le gouvernement n'étant pas vraiment curieux de connaître les résultats de ce genre de travaux, d'autant plus que des millions de personnes vivent en zone contaminée. L'Institut Belrad est un laboratoire qui regroupe une quarantaine de personnes et qui depuis 1991 a pu réaliser plus de 350 000 mesures du césium dans l'alimentation locale. Il est financé essentiellement par des aides étrangères. Afin de poursuivre son travail, il cherche aujourd'hui à construire de nouveaux laboratoires et une campagne de souscription internationale est en cours. On peut souscrire auprès de *Les enfants de Tchernobyl*, 37 b, rue de Modenheim, 68110 Illzach, tél : 03 89 40 26 33.

Dans son discours devant l'assemblée nationale, le 5 avril, Raffarin a dit : «*La France a des décisions à prendre dans le secteur énergétique. Elles ont été préparées par une grande concertation nationale. Le Parlement en sera prochainement saisi. Nous mènerons à bien les évolutions juridiques nécessaires pour nous adapter au nouveau contexte européen, pour assurer l'avenir de ces fleurons de notre secteur public que sont EDF et Gaz de France ainsi que de leurs 140 000 agents.*

*Les économies d'énergie sont elles aussi indispensables à une croissance durable. Elles seront encouragées et les énergies renouvelables seront résolument développées.*

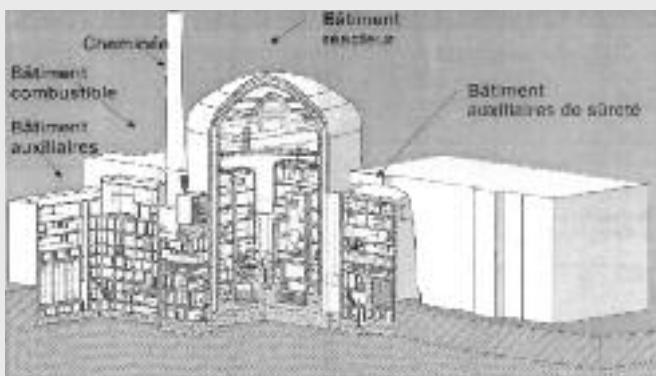
*Mais notre responsabilité est également d'assurer l'avenir de la filière nucléaire. Un pays aussi soucieux de l'environnement que l'est la Finlande vient d'opter pour le réacteur à eau pressurisée, l'EPR, mis au point par l'industrie franco-allemande. La France devra aussi s'engager dans cette voie. Je demanderai au Parlement d'en débattre, là aussi dans les prochaines semaines.*

Nicolas Sarkozy, après avoir reçu les syndicats d'EDF le 13 avril a déclaré : «*Un second projet de loi dit d'orientation sur les énergies sera déposé au Parlement dès le début du mois de mai et fera suite à un grand débat d'orientation sur l'énergie, qui s'ouvrira au Parlement dès le jeudi 15 avril.*» Ce projet s'articulera autour de «*la relance de la maîtrise de l'énergie, la promotion des énergies renouvelables, le maintien de l'option nucléaire avec le lancement de l'EPR, le renforcement de l'effort de recherche.*»

EDF dans un communiqué du 14 avril estime que l'annonce au Parlement marque le début de la procédure pour le lancement de l'EPR.

### ■ Où implanter l'EPR ?

Deux régions s'étaient portées candidates pour accueillir le nouveau réacteur : Rhône-Alpes et la Haute-Normandie. Petit problème pour le gouvernement : ces deux régions ont basculé à gauche et ont maintenant des Verts dans leur exécutif. Jean-Jacques Queyranne (PS), nouveau président en Rhône-Alpes a ainsi déclaré lors de la présentation de son exécutif à la presse, le 6 avril : «*Nous avons au premier*



Flamatom

*comme au second tour émis des réserves tant sur le plan technique que politique. L'EPR est fortement contesté par le monde scientifique, son intérêt et sa fiabilité n'ont pas été démontrés : il ne faudrait pas rééditer l'erreur de Creys-Malville.*

■ **Chute d'avions.** Le gouvernement, par l'intermédiaire des autorités de sûreté a demandé à EDF, fin mars, d'étudier comment rendre le réacteur EPR plus résistant pour qu'il puisse résister à la chute d'un avion commercial. En effet, la formule présentée actuellement ne résisterait pas à une telle chute.

■ **Réacteur pour l'exportation ?** Selon le commissariat général au Plan, la consommation d'électricité en France devrait rester stable jusqu'en 2020. A l'horizon 2007, il estime que 14 des 58 réacteurs fonctionnent pour l'exportation d'électricité. Au Tricastin, Drôme, quatre réacteurs servent essentiellement à l'enrichissement du combustible... et la moitié de la production part à l'étranger, ce qui signifie que deux réacteurs supplémentaires servent pour une autre forme d'exportation. Dans ces conditions à quoi peut bien servir l'EPR ? Pour EDF, clairement à rien. D'autant plus que nos principaux importateurs d'électricité sont l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie et que les deux premiers, de par le développement des renouvelables, visent à baisser leur dépendance vis-à-vis de la France. En fait, l'EPR ne vise qu'à satisfaire un lobby dépassé crispé autour d'AREVA.

■ **Lettre aux présidents de région.** Le Parti socialiste a officiellement pris position le 15 avril contre la construction de l'EPR. Il l'a annoncé à l'Assemblée nationale en réponse au discours de Nicolas Sarkozy ce jour-même. Le Réseau Sortir du nucléaire a immédiatement réagi en demandant aux 20 présidents de région socialistes de signer un appel commun pour annoncer leur opposition à l'implantation d'un tel réacteur dans leur région.

■ **Les manipulations du Monde.** Surprise dans *Le Monde* du 17 avril, au sein d'un grand article sur le débat à l'Assemblée nationale, il y a le sous-titre «le PS divisé» annonçant que le PS ne prendrait plus position contre l'EPR. Pire dans le résumé (chapeau) en haut d'article, *Le Monde* écrit que «le futur réacteur nucléaire EPR a fait l'objet d'un relatif consensus à l'exception des Verts». Il s'agit clairement d'une manipulation du *Monde*. En effet, Philippe Brousse a reçu la lettre officielle publiée par le PS jeudi après-midi qui réaffirme leur opposition à l'EPR. Cette lettre a été reprise le même après-midi par l'AFP et donc *Le Monde* ne peut l'ignorer. Nous avons donc un exemple probant que le journal de référence peut mentir dans les grandes largeurs.

■ **Confédération paysanne contre FNSEA.** A Flamanville, le représentant de la FNSEA, syndicat de moins en moins majoritaire, a accepté de participer à une association créée pour étudier le passage des futures lignes à haute tension nécessaire pour la construction de l'EPR. Pendant ce temps, la Confédération paysanne appelle les paysans à participer aux actions contre la relance du programme nucléaire. La bataille du nucléaire divise donc le monde syndical agricole.

## BIÉLORUSSIE Bandajevsky bientôt en résidence surveillée



Youri Bandajevski est un scientifique condamné à huit ans de prison pour bloquer ses travaux médicaux sur les conséquences sanitaires de l'accident de Tchernobyl.

Après une nouvelle grâce présidentielle refusée début 2004, il s'est résigné à demander sa relégation, ce qui devrait lui permettre de voir sa peine de prison transformée sous peu en assignation en résidence. Il ne sera libre de ses mouvements qu'en 2009.



## Comment museler les médias

Plus l'opinion publique est hostile au nucléaire et plus le budget de communication d'EDF et d'AREVA augmente ! Entre novembre 2001-octobre 2002 et novembre 2002-octobre 2003, le budget de publicité d'EDF dans la presse quotidienne a augmenté de 73%, passant de 2,6 à 4,5 millions d'euros, le nombre de pages de publicité augmentant lui de 91%. (*Le Monde diplomatique, février 2004*)

### ESPAGNE

## Fermeture des réacteurs

Réacteur de Vandellòs.



DR

En 1983, les socialistes au pouvoir en Espagne annoncent un gel de la construction des réacteurs nucléaires. Un seul réacteur Trillo-1 sera achevé après cette date et mis en fonctionnement. Après l'accident de Tchernobyl en 1986, le gel deviendra un arrêt total.

L'Espagne compte aujourd'hui 9 réacteurs en fonctionnement. Le 22 janvier dernier, le Parti socialiste espagnol avait signé un accord électoral avec Los Verdes (Les Verts) prévoyant la fermeture progressive de ces réacteurs avant 2024 (pour mémoire, en Allemagne, l'accord Verts-Socialistes prévoit la fermeture du dernier réacteur en 2032). Les socialistes ayant gagné les élections, vont-ils engager les procédures pour qu'un tel scénario soit mis en place ? Ils ont annoncé que le réacteur de Zorita serait fermé avant le 30 avril 2006, date limite de son autorisation de fonctionnement actuelle. Les réacteurs de Goroña et de Josa Cabrera ayant plus de vingt ans, ils devraient être les suivants. Greenpeace demande au gouvernement d'agir plus vite : ces trois réacteurs présentent en effet des signes de vieillissement inquiétants. (*WISE international, 2 avril 2004*)

## De qui se moque-t-on ?

La centrale de Fessenheim qui accumule les pannes et les sous-traitants irradiés vient de se voir attribuer le label ISO 14001, lequel est attribué par une entreprise, l'AFAQ, comme un gage de 'managing environnemental'. Cela récompenserait sa «maîtrise de l'énergie» au sein du réacteur par la pose d'ampoules économiques ! Superphénix, qui stocke plutonium radioactif et sodium sur son site a aussi reçu ce label pour la propreté du chantier de démantèlement ! Voilà sans doute ce que les entreprises appellent du «développement durable». C'est vrai que pour le nucléaire et ses déchets, c'est vraiment durable !

## 10 JUILLET Tous contre Marcoule

Une manifestation régionale est organisée devant le site de Marcoule le samedi 10 juillet 2004. En effet, une extension de l'usine de fabrication du mox (un mélange d'uranium et de plutonium) est prévue... ce qui n'a de sens que si l'on veut alimenter avec ce combustible les futurs réacteurs nucléaires. Renseignements : *ICI-Rom, c/o AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex, tél : 04 67 73 51 10.*

## NARBONNE Rupture d'une digue

L'usine Comurhex, à Malvezi, près de Narbonne, utilise d'abondantes quantités de nitrates pour purifier le minerai d'uranium en provenance du Niger, du Canada ou de la Russie. L'uranium sert ensuite à la fabrication des barres de combustible pour les centrales nucléaires. Une digue d'un des bassins de décantation s'est rompue le samedi 20 mars libérant 1500 m3 de boues contenant outre des nitrates, de l'uranium et divers métaux lourds. Les boues se sont répandues dans les champs, heureusement sans atteindre le canal de Tauran. L'usine a dû être arrêtée, le temps de nettoyer les lieux. Il n'y a aucun danger de pollution par l'uranium puisque selon la direction, celui-ci est à l'état naturel.

■ **Bure : site européen ?** Alors que le chantier de creusement se poursuit à Bure, à la limite entre la Meuse et la Haute-Marne, le 4 mars dernier, la Commission européenne a annoncé que l'ANDRA, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, se voyait confier une mission européenne pour l'étude de l'enfouissement des déchets nucléaires. Dans le communiqué de presse paru à cette occasion, le site de Bure n'est plus présenté comme «un laboratoire», mais comme «un prototype». Un glissement de sens qui ne fait que confirmer ce que dénoncent les opposants depuis le début du projet. Autre glissement important dans le contrat signé entre les deux organismes : le mot de «réversibilité» mis en avant par le gouvernement français pour justifier l'enfouissement profond a totalement disparu de l'objet de la recherche.



Stop-Bure

■ **Exemple belge.** Les Belges avaient aussi envisagé d'enfouir leurs déchets radioactifs. Ils ont donc eux aussi construit un laboratoire souterrain qui fonctionne maintenant depuis plus de 20 ans. Le site est nommé *Hades* (enfer en grec ancien, on ne peut pas être plus clair !). Les experts qui y travaillent estiment qu'ils ne pourront pas donner de réponse définitive sur les possibilités de stockage souterrain avant 2050. Soixante-dix (pardon septante !) ans d'études pour les Belges alors qu'en France, un an suffit ! En France, on est vraiment les meilleurs !

■ **Bure ne suffira pas !** L'Andra, agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, prospecte actuellement pour chercher de nouveaux sites de stockages radioactifs. Le nucléaire a beau être présenté comme une «énergie propre», les actuelles zones de stockage débordent et même l'éventuelle ouverture du site de Bure ne suffira pas pour absorber les tonnes de déchets à venir. Concernant les déchets de faible activité, les plus abondants, moins radioactifs mais de durée de vie très longue, les sites de La Hague et de Soulaïnes seront à saturation d'ici peu. Un nouveau site a ouvert à Morvilliers, près de Soulaïnes, pour y stocker les déchets issus du début du démantèlement des zones périphériques des réacteurs arrêtés.

■ **300 x 8 euros.** En janvier 2002, la coordination contre l'enfouissement des déchets radioactifs lançait un appel pour que 300 personnes acceptent un prélèvement automatique de 8 euros par mois pour financer un poste de salarié. L'opération a vite permis d'embaucher en mai 2002, à temps partiel, Michel Marie. Aujourd'hui, environ 260 personnes ont souscrit à ce virement automatique, Michel Marie travaille à plein temps, les 40 x 8 euros qui manquent sont pour le moment payés provisoirement par le Réseau Sortir du nucléaire. Pour stabiliser le poste, la coordination cherche donc les 40 heureux co-employeurs de Michel Marie. *Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs, 1, chemin de Guédonval, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.*

Bin tiens, les ouvriers qui meurent dans les mines d'uranium meurent aussi naturellement ! (*L'indépendant, 21 mars 2004*)

## FESSENHEIM Début du Tour de France

Les incidents à répétition depuis le début de l'année (huit officiellement) et l'annonce de la relance du programme nucléaire ont sans doute favorisé la mobilisation puis-

qu'entre 2000 et 3000 personnes ont participé à la première étape du Tour de France pour la sortie du nucléaire, le samedi 24 avril. Jean-Marie Brom, porte-parole du Réseau a rappelé que la circulation des informations en direction de la commission locale... d'information avait été très mauvaise. Marie-Anne Isler-Béguin, députée européenne verte, a rappelé que les débats au sein du Parlement ont montré que ceux qui décident comme Nicole Fontaine, sont totalement incompétents sur la question. Henri Stoll, maire de Kayersberg, est venu annoncer que sa commune étudie un plan pour diviser par trois sa consommation d'électricité.

# Des femmes contre Coca-Cola



DR

Quand l'Inde a signé les accords de libre-échange au sein de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, Coca-Cola a tout de suite flairé la bonne affaire. Début 2002, la multinationale ouvre une unité d'emballage à Plachimada

(Kérala) et promet à la population locale de nombreux emplois stables. Le salaire n'est que d'un euro par jour, ce qui est un bon salaire sur place, mais aussi une bonne affaire pour la firme. Seul problème : pour fabriquer sa sauce sucrée, le géant du soda a besoin de 1,5 million de litres d'eau par jour. L'usine s'alimente par des puits qui pompent dans la nappe phréatique. Très vite les problèmes apparaissent : l'eau commence à baisser dans les puits voisins, l'irrigation des rizières devient difficile, les bananiers et les cocotiers sèchent sur pied, l'eau qui parvient encore au robinet dans les cuisines devient saumâtre et des problèmes de santé apparaissent.

Coca-Cola essaie alors de négocier en proposant comme dédommagement ses boues d'épuration comme engrais. Ceux qui acceptent d'en mettre dans leurs champs perdent définitivement leurs cultures : les analyses financées par Greenpeace montrent que les sols sont pollués en cadmium et plomb. Le conseil du village prend la décision d'interdire le fonctionnement de l'usine. Les avocats de la firme contestent immédiatement cette décision au plus haut niveau. En décembre 2003, la haute Cour de justice de l'Etat donne raison à Coca-Cola pour l'autorisation de fonctionner mais considère que l'eau est un bien commun et que l'usine ne peut se l'accaparer et elle se voit autoriser à utiliser autant d'eau qu'un paysan en utiliserait sur la surface équivalente à la propriété de Coca-Cola. La commune doit vérifier que l'usine ne pompe pas plus d'eau que l'autorisation accordée. Les villageois constatent alors que le nombre de camions qui sortent de l'usine ne baisse pas et que la sécheresse s'installe concernant déjà 35 000 personnes. Depuis fin avril 2002, les femmes de la région ont installé un camp de protestation devant l'entrée de l'usine et espère maintenant une médiatisation de leur lutte au niveau international pour faire plier le géant rouge. A quelques centaines de kilomètres de là, la même histoire se reproduit avec une usine du concurrent Pepsi-Cola et un comité vient d'entamer des actions pour obtenir la fermeture de cette nouvelle usine. (Gardarem lo Larzac, mars 2004)

## TOGO Chantiers volontaires

L'association AGAMA propose des chantiers volontaires au Togo ouvert aux plus de 20 ans. Par groupe de dix volontaires, togolais et français, mettent en place des projets d'utilité collective : reboisement, aide scolaire, rénovation de bâtiment, mise en place de bibliothèque... Les chantiers se déroulent de juin à septembre. Renseignements : AGAMA, chez Aurélie Latoures, 14, rue Saint-James, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 79 72 90 (Camille).

## Andines prend ses distances



La société Andines, qui depuis 1987, fait du commerce équitable avec des

coopératives d'Amérique du Sud a démissionné début avril de la Plate-forme du commerce équitable, mettant au jour les conflits internes qui opposent de plus en plus d'acteurs du commerce équitable avec les campagnes marketing de Max



querelles administratives, en particulier sur la transparence financière au sein de la Plate-forme, Andines veut clairement poser la question de ce que signifie le «commerce équitable» : s'agit-il seulement de regarder du côté des producteurs ou le commerce doit-il être équitable à tous les maillons de la chaîne de distribution ? En clair, Andines soutient la diffusion par le biais d'associations, de coopératives, de petits commerces, mais refuse la distribution par les grands magasins qui sont tout sauf des lieux de commerce équitable. Andines, 6, rue Arnold-Geraux, 93450 L'Île-Saint-Denis, Tél : 01 48 20 48 60.

## Bloquer le prochain Paris-Dakar

Chaque année, pour le premier janvier, le rallye Paris-Dakar traverse rapidement la France et parfois l'Espagne pour ensuite aller détruire les lieux de vie des Africains avec des milliers de roues qui défoncent les pistes, se moquant éperdument des conséquences de leur jeu de riches dans des pays plus pauvres. Après des années de contestation au sein du collectif Pa'Dak, les opposants avaient fini par baisser les bras.

Cette année, un nouveau collectif s'est mis en place, provoquant l'annulation d'une étape prévue à Millau et perturbant le passage à Narbonne. Pour être plus efficace en janvier prochain, un appel est fait pour ceux qui peuvent être présents pour organiser des actions non-violentes contre cette course. Tam Tam Dak'out, BP 20833, 11100 Narbonne, tél : 04 68 32 23 71 (uniquement le lundi matin).



DR

## Paris-Dakar hors la loi

Nicolas d'Andoque, propriétaire de l'Abbaye de Fontfroide, dans l'Aude, aime les courses de voiture

et a proposé d'accueillir fin 2003 une spéciale du Paris-Dakar. Problème : le site de l'Abbaye est classé au niveau du patrimoine et de l'environnement. Dès le 24 septembre, des démarches sont entreprises pour demander le respect de la loi. Une audience au tribunal a finalement lieu après de nombreuses plaintes... le 31 décembre, deux jours avant la course. L'avocat d'Amaury Sport organisation (organisateur de la course) fera valoir la balance des intérêts entre «la protection de l'environnement et les intérêts économiques, sportifs et médiatiques». Le tribunal lui donne alors raison... bien que deux jours avant le préfet ait signé l'arrêt de création du Parc naturel régional de la Narbonnaise à la Méditerranée qui englobe le site. La course a eu lieu... mais ne se fera plus ici. Les associations ayant maintenant le dossier juridique prêt au cas où. ECCLA, Ecologie du Carcassonnais, des Corbières et du littoral audois, 182 A, avenue de Bordeaux, 11100 Narbonne, tél : 04 68 41 75 78.

## Blaise Compaoré récompensé par Lyon III

L'université Lyon III a déjà une réputation sulfureuse avec la présence de nombreux enseignants d'extrême-droite.



DR

C'est même l'adresse officielle de Bruno Gollnich, tête de liste du FN. C'est aussi là que sont passées des thèses négationnistes... Comme si cela ne suffisait pas, le 28 avril, elle a offert le titre de docteur honoris causa à Blaise Compaoré, chef d'Etat du Burkina Faso. L'association Survie a organisé une manifestation de protestation pour rappeler qu'il s'agit d'un dictateur qui est arrivé au pouvoir par l'assassinat de son prédécesseur, Sankara, qu'il a également fait tuer Zongo, un des journalistes de l'opposition, qu'il est impliqué dans différents trafics d'armes en lien avec les conflits de plusieurs pays (Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire et Angola). Survie-Rhône c/o ESGC, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 02 17 78.

# Objection, notre honneur

Si nous voulons faire évoluer la société, il faut apprendre à désobéir ! En particulier en redécouvrant les possibilités d'autonomie qui permettent de développer des alternatives au travail salarié.

**D**ésobéissance civile, insurrection des consciences, on a déjà nommé de différentes façons le besoin de protester contre l'arbitraire et l'injustice. Cela n'a rien de nouveau, on peut se rappeler que Henri David Thoreau en a fait un livre (1) il y a 150 ans, où il disait que «la loi n'a jamais rendu les hommes plus justes d'un iota».

Mais il me semble que la société se verrouille de plus en plus, à l'image de ces quartiers résidentiels aux USA entourés de grilles et de gardes, et ça commence à se faire en France. Sous prétexte de sécurité, tout est bon pour multiplier murs, normes et réglementations, et, parallèlement, le besoin viscéral de protester grandit.

Il n'y a pas de grandes manifs de contestataires pour en constater l'ampleur mais on peut mesurer, en négatif, l'impact de la révolte refoulée au nombre des maladies psychosomatiques, et l'on pourrait presque dire que désobéir devient une action prophylactique...

Il s'agit donc de résister à la forme moderne de l'esclavagisme, sournoise et multiforme. Les moyens employés pour restreindre nos libertés, en plus des réglementations censées assurer notre protection, font appel au chantage, surtout le chantage à l'emploi. Pour ne pas rester sur le pavé, on accepte n'importe quel boulot (boulet ?) dans n'importe quelles conditions. La liberté de choix, la liberté tout court, ça devient un luxe pour nantis ou fonctionnaires, ce n'est plus du tout ce qu'avaient rêvé nos ancêtres en 1789.

## N'importe quoi, pour travailler...

La finalité et le sens du travail, on ne se pose plus ce genre de question. Mais, plus subtil, plus pervers, on utilise encore des formules lancées il y a quelques décennies pour défendre des causes qui en avaient alors grand besoin. Des formules qui, maintenant, contribuent à paralyser les opposants.

J'ai dénoncé ce piège dans un article récent de *Silence* à propos du féminisme, ce qui fut mal compris par quelques-uns. En résumé, je demandais que l'on cesse de qualifier le travail à la maison comme dégradant. Dans les conditions actuelles, dans nos pays occidentaux, on peut le considérer comme un choix de vie dès que l'on peut se contenter d'un minimum de revenus, pour les hommes comme pour les femmes. Ce n'est pas du tout un retour en arrière, encore moins une remise en cause de la condition féminine, c'est plutôt une autre voie d'approche des problèmes actuels. Ceux qui restent chez eux pour mieux éduquer les enfants, mieux s'occuper de l'entretien de la maison (éventuellement la construire), avoir un jardin, qui en même temps créent des liens de voisinage et des associations de quartier (je pense aux Sel), ont une vie très riche même s'ils n'ont plus de salaire. Adieu le plan de carrière, le plan de vie libre le compense largement ! Et l'on peut enfin admettre qu'on ne descend plus à la rivière laver son linge et qu'il y a un ordinateur dans beaucoup de maisons.

Echapper de cette manière, ne serait-ce qu'un temps, à la servitude du salariat me paraît très important, tout particulièrement en ce moment. Le travail salarié n'est plus du tout symbole de liberté ni pour les femmes, ni pour les hommes. Car on travaille où, maintenant ? Dans un hypermarché, pour la société de consommation ? Dans un labo, pour fabriquer des produits contestables ? Dans l'enseignement, où l'on est contraint de se plier à des directives qu'on sait contraires aux besoins des enfants ? Chez Giat Industrie, chez Bouygues Télécoms, chez AREVA ? A l'entretien des autoroutes ? J'en oublie beaucoup...

Franchement, après tout ce que la pratique de l'écologie nous a appris, peut-on affirmer encore que le travail libère quand le travail, dans la plupart des cas, c'est ça ?

## Sauver la terre, se sauver soi-même

Les syndicalistes se battent, vaillamment. Mais pour défendre l'emploi. Quel emploi, ils ne le disent pas. Sauf peut-être SUD qui s'en prend à la mondialisation et la Confédération paysanne, bien sûr, pour le secteur agricole. Dans ce domaine aussi, on s'est permis au siècle dernier de traiter les paysans de culs-terreux et toutes les plaisanteries les plus imbéciles ont essayé de ridiculiser les campagnards. La FNSEA, pour dopper la production, a industrialisé la profession, sacrifié l'écosystème et désolé le paysage agreste. Certains y ont gagné des gros sous mais beaucoup ont été obligés d'émigrer en ville. Il reste heureusement quelques vrais paysans, qui font du bon, qui font du bio, investis du rôle majeur de bien nourrir le monde. Un sacré métier, un métier sacré. Ils ne cèdent pas à la tentation des 35h à l'usine d'engrais, ils font le double dans leurs champs. Tourner la terre ou retourner à la terre, c'est, aujourd'hui façon de la sauver en se sauvant soi-même.

**«La loi n'a jamais rendu les hommes plus justes d'un iota»  
Henri-David Thoreau.**



Là aussi, les gens et les conditions de vie ont énormément changé. L'agriculture bio demande beaucoup de connaissances. Et ceux de la Confédération paysanne, par exemple, sont dans les débats ceux qui prennent facilement la parole et font les meilleures interventions.

Et le bâtiment ? Encore un beau métier dénigré... Avez-vous eu l'occasion de monter un mur en pierre ? De travailler le bois ? De remettre des tuiles sur votre toit ? Ce n'est pas une corvée, c'est un bonheur. Je parle là des vrais métiers du bâtiment, pas de ceux qui ferrailent à

(1) H.D. Thoreau, La désobéissance civile.

longueur d'année des hectares de dalles en béton. Mais il existe des gens pour «choisir» ces métiers, il y a quelques jeunes qui y reviennent. Et le maçon n'est plus celui qui, il y a cent ans, savait à peine lire. J'en connais un, un copain, qui, après de grosses journées de chantier se délasse le soir en disputant des tournois de bridge contre son ordinateur. Il joue très bien, il a appris très vite.

Tout ceci, parce que l'image des métiers manuels décriés est devenue surannée.

Je sais bien que l'on va dire que c'est un discours réactionnaire et je le nie aussitôt. Ce qui a vieilli très vite, c'est le faux modernisme productiviste et clinquant qui nous a poussés dans une impasse économique et intellectuelle. Quand je fais l'éloge du travail manuel, je ne me rallie pas aux raffarinades opportunistes vantant l'intelligence de la main pour que les mains s'approchent des urnes. L'intelligence se situe bien dans la tête mais tout le corps peut lui envoyer des signaux.

Plus important encore, et j'en reviens au début de mon propos : il n'y a plus que dans ces métiers-là que subsiste une forme de liberté, à préserver d'urgence.

## Des normes pour notre sécurité ?

J'étais totalement d'accord avec Pierre Fournier, le génial créateur de *La Gueule Ouverte*, qui a quitté la région parisienne pour vivre sa vie en accord avec ses idées dans un village de Savoie. Oui, il a été possible de publier un journal complètement original qui a marqué toute une époque et donné naissance à la plupart des idées écologistes, à partir d'un petit village. Il est vrai que, en plus, il l'animait, ce village, de mille façons. Il l'a fait par principe, affirmant que les paysans et les artisans étaient les mieux à même de faire bouger la société. Il s'occupait de sa maison, de ses enfants, tout en écrivant, illustrant, dirigeant son journal. Nous avons déjà perdu trop de temps avant d'essayer de l'imiter...

En outre, maintenant, trente ans après, nous avons les «normes». Ces résultats de la peur des responsabilités en cas de pépin se conjuguent en outre avec l'appât du gain qui pousse à tout breveter jusqu'au vivant. Ce qui bloque toute velléité d'initiative.

Ainsi les sorties scolaires deviennent impossibles faute de parents accompagnateurs dûment diplômés, on n'a plus le droit de casser un œuf dans les cuisines des collectivités (ils sont en poudre), etc.

Et on s'aperçoit que les réglementations les plus sévères ont de plus en plus d'effets pervers. Un exemple : dans une usine de remplissage de gaz (c'est le nom exact), c'est-à-dire là où l'on remplit les bouteilles de butane à usage ménager, on applique des normes de sécurité draconiennes et de nombreux contrôles, c'est normal, car c'est dangereux (c'est une installation classée

Seveso). Le gaz arrive par wagons dans l'enceinte de l'usine, sous une rampe capable de les arroser immédiatement à la moindre surchauffe. C'est bien. Mais cette voie privée est d'une capacité devenant trop restreinte et l'exploitant a posé la question : comment faire ? Où mettre des wagons supplémentaires ? «Laissez-les en attente sur les voies de la gare de triage» a répondu l'inspecteur. Et les normes ? l'arrosage des wagons en cas de, etc. «Les normes de sécurité ne concernent que l'usine. Côté SNCF ça ne nous regarde pas».

Braves gens, dormez en paix. Les normes vous contraignent dans votre vie quotidiennes mais n'empêchent pas les catastrophes.

## Décroissance et désobéissance

Ma conclusion, c'est que notre société est très dangereuse et très stupide. Il devient impératif d'y échapper. Choisir l'indépendance plutôt que le salariat (travail à la maison, artisanat, agriculture) est une échappatoire au système ? Ce n'est pas une régression, c'est une perception différente, une tentative à entreprendre avec des partenaires devenus, eux aussi, très différents. En utilisant les outils actuels, se recentrer sur «la maison» au sens large en fait une cellule de renaissance et de diffusion des idées. Et une application du principe de décroissance, certainement !

Fuir ce qui est contraire à ce que nous a appris l'écologie, désobéir à tout l'inacceptable, faucher les OGM, refuser les déchets envahisseurs, les réglementations idiotes et les grandes lois ineptes, c'est une sorte d'objection à la vie civile dans laquelle l'on veut nous embrigader. Oui, j'ai titré ça Objection, notre honneur.

Madeleine Nutchey ■

Publicité

4 Catalogues  
couleurs de vente par  
correspondance de  
produits  
**Biologiques  
et Naturels**

Distributeur de produits biologiques et naturels depuis 1979  
Tel: 02 37 32 62 97 - Fax: 02 37 83 58 90  
www.polange.com

*Polange*

A la recherche du meilleur  
Création Nature S.A.R.L.  
Route de Nogent le Roi  
BP 10021  
28250 EPERNON

*Une gestion écologique du temps et  
des déplacements*

Les critères de choix de Polange :

- Le respect de La Terre, l'Air, l'Eau
- La préservation des goûts et des saveurs
- La recherche de produits sains
- Contribuer à maintenir une activité artisanale
- Contribuer à un commerce équitable et honnête

Une sélection de producteurs, transformateurs et fabricants français et étrangers, qui à travers leur "art" poursuivent l'histoire de la vie et la conscience d'être.

Catalogue de compléments alimentaires naturels

Catalogue de produits cosmétiques naturels et biologiques

Catalogue de thé, tisanes et infusions biologiques

Catalogue de produits alimentaires biologiques et d'entretien naturels

Commandez vos produits (sans catalogue) à un bon d'achat de 7 Euros (45€21)

**Demande de catalogues gratuits :**

Catalogue de produits cosmétiques naturels

Catalogue de thé, tisanes et infusions biologiques

Catalogue de compléments alimentaires naturels

Catalogue de produits alimentaires biologiques

Nom: .....

Prénom: .....

Adresse: .....

Code Postal: .....

Ville: .....



# Paix

## Busherie

■ **USA : l'opinion contre la poursuite de l'occupation.** Depuis le mois d'avril, les sondages d'opinion aux Etats-Unis annoncent qu'une majorité est pour arrêter l'occupation de l'Irak.

■ **Espagne, etc.** Alors que sur place, la situation empire, l'annonce du retrait des troupes espagnoles arrive au pire moment. D'autant que d'autres pays qui avaient suivi en traînant les pieds en profitent pour faire de même. Conséquences : les USA vont devoir mobiliser leurs propres troupes (alors qu'il y a déjà 130 000 soldats US).

■ **Belgique : procès.** Le 16 février 2003, des pacifistes avaient bloqué un train chargé de matériel militaire à destination de l'Irak à proximité du port d'Anvers. Onze d'entre eux ont été poursuivis au tribunal pour «entrave à la circulation ferroviaire». Le 1er mars, les inculpés ont revendiqué l'action, estimant qu'il s'agissait d'un acte politique contre les intérêts de l'Etat. Le tribunal a accepté cette dénomination du délit et s'est donc déclaré incompétent. Les onze vont-ils passer en procès devant une cour d'assises, rien n'est moins sûr, un procès politique n'étant pas forcément une bonne publicité pour le gouvernement.



(Imagine, avril 2004)

## Agir sans arme pour la paix

Le comité d'intervention civile de paix propose des modules de formation destinés à des personnes qui souhaitent ensuite s'investir dans des missions civiles d'intervention. Ces missions dans des régions souvent tendues, tentent par leur présence, leur témoigna-

ge, de faire tomber la tension et d'aider à résoudre de manière non-violente le conflit. Les prochains modules de formation se tiennent du 21 au 26 juin avec comme thème *attitudes individuelles et travail en équipe en situation de crise* afin de renforcer les capacités personnelles à vivre des situations de tension ; du 3 au 10 juillet, puis du 13 au 17 juillet, *mandats de volontaire en situation d'intervention civile*, formation pour approcher ce qu'est une intervention civile et expérimenter les statuts d'observateurs, accompagnateurs, etc. Renseignements : *Comité intervention civile de paix, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25.*

## Jeunesse et non-violence

La Communauté de l'Arche de la Borie-Noble organise du 1er au 8 août, un camp de formation à la non-violence pour les jeunes avec trois niveaux pour les ateliers pratiques : moins de 14 ans, 15 à 17 ans, 18 ans et plus. Hébergement sous tente. Repas végétariens. Autogestion dans les tâches matérielles. Les moins de 14 ans doivent être accompagnés. Matin : musique, chant, théâtre, cirque, activités manuelles, aikido. Après-midi : débats et partages, exercices de résolutions non-violentes des conflits. Les débats porteront chaque jour sur un thème différents : pédagogie, médias et manipulation de l'information, conservation de l'environnement, relations interpersonnelles, découverte de l'œuvre de Lanza del Vasto et de la non-violence gandhienne. *Sylvie Cremer, La Borie Noble, 34650 Roquefonde, tél : 04 67 44 09 89.*

## PARIS Premier salon international des initiatives de paix

Le premier salon international des initiatives de paix se tiendra à la Cité des sciences et de l'industrie, du 4 au 6 juin. Il a été coordonné par la coordination française pour la décennie sur la culture de non-violence, le Secours catholique et le CCFD. Il y aura une centaine d'associations présentes, quatre tables-rondes, des expositions, des films, des spectacles. *Coordination*

## BARCELONE Forum pour la paix

Du 23 au 27 juin, la Fondation pour la paix, en lien avec le Bureau international de la paix, organise à Barcelone un forum pour la paix sur le thème «vers un monde sans violence». Cinq thèmes y seront débattus : la prévention et la résolution non-violente des conflits armés, l'économie et la préparation de la guerre, le désarmement, étendre l'éducation à la paix dans le monde entier, le concept de sécurité humaine.

■ *Fundació per la Pau, casp 31, 2n 1a A, 08010 Barcelona, Espagne, tél : 00 34 93 302 51 29.*

■ *International peace bureau, 41, rue de Zurich, 1201 Genève, Suisse, tél : 00 41 22 731 64 29.*



*Française pour la Décennie, 148, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél : 01 46 33 41 56.*

## JURA Le sabre et le goupillon

Constatant que l'armée est un seul secteur qui embauche, deux lycées catholiques du Jura, Sainte-Marie-Fénelon à Lons-le-Saunier et Jeanne-d'Arc à Champagnole ont annoncé qu'ils ouvriront à la prochaine rentrée une option «défense» aux élèves qui préparent BEP, bac ou BTS. Les élèves pourront alors choisir de suivre des conférences, de participer à des séjours-découvertes pour tester leur motivation. Il est grand temps que Jésus revienne ! *(Est-Républicain, 9 avril 2004)*

## ILE-DE-FRANCE Gala pacifiste

L'Union pacifiste de France organise le 13 juin au forum Léo-Ferré d'Ivry, de 17 h à 21 h, un gala pacifiste. *UPF, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.*

## ILE-DE-FRANCE Eurosatory

Le salon international de l'armement Eurosatory se tiendra cette année à Paris-Nord Villepinte, du 14 au 18 juin. Une journée d'action contre ce salon est organisée par *UPF, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.*

## ILE-DE-FRANCE Jeûne à Taverny

Comme chaque année depuis le jeûne pour la vie en 1983, un jeûne se tiendra devant le commandement atomique de Taverny, à une trentaine de kilomètres au nord de Paris, du 6 au 9 août, en mémoire des victimes d'Hiroshima et Nagasaki et pour demander l'interdiction des armes nucléaires. Contrairement à l'information reprise de *Damoclès* dans *S'Ilence* n°309, s'il y a bien eu des éboulements au sein des carrières qui abritent le poste de commandement, l'armée n'envisagerait pas de déménager. *Maison de Vigilance, 134, route de Béthemont, 95150 Taverny, tél : 01 39 95 68 28.*

## SUD-OUEST Formation à la non-violence

L'IFMAN, Institut de formation pour une alternative non-violente, propose différents stages : Plus jamais victime, pour éviter de contribuer à son propre malheur (du 19 au 24 juillet, à la Combe de la Peyrière, 50 km d'Albi), régulation des conflits et vacances (15 au 20 août, à Rodez), apprivoiser les émotions (11 au 13 novembre, près de Rodez). *IFMAN Sud-Ouest, Geneviève Fabre, 12330 Salles-la-Source, tél : 05 65 67 29 03.*



# Superphénix

## Une bombe en puissance !

Ibrahim Carbonare



**Fermer un surgénérateur est très complexe. Et en attendant, le plutonium et le sodium restent toujours aussi dangereux !**

**E**n juin 1997 (il y a donc sept ans), le nouveau gouvernement Jospin annonçait l'arrêt de Superphénix. La direction de la centrale présentait un an plus tard un plan de démantèlement du réacteur... qui devait durer vingt ans. Mais le calendrier n'a pas été tenu. Il y a déjà eu plus d'un an de retard pour simplement sortir les barres de combustibles. Aujourd'hui, près de quatorze tonnes de plutonium (le cœur du réacteur pour moitié et en plus les assemblages prévus à l'époque pour son renouvellement) sont stockés dans un bâtiment voisin du réacteur, l'APEC, Atelier pour l'entreposage du combustible. Un tel bâtiment constitue une cible parfaite pour le terrorisme : il n'est évidemment pas prévu pour résister à la chute d'un avion commercial.

Ensuite, le réacteur n'a plus pu être démonté car rien n'avait été prévu pour sortir l'intégralité des 5500 tonnes de sodium utilisées comme fluide pour évacuer la chaleur du cœur du réacteur. Rappelons que le sodium, excellent caloporteur, a deux inconvénients : il explose au contact de l'eau et s'enflamme spontanément à l'air.

Une enquête publique pour autoriser un procédé de neutralisation du sodium a été ouverte le 26 avril (jusqu'à fin mai). Après des années de recherche, c'est finalement le CEA, Commissariat à l'énergie

atomique (service du ministère de la défense) qui va avoir la maîtrise de l'opération...

L'ancienne salle des machines, où la chaleur sortant du réacteur servait à produire l'électricité, va être réutilisée pour y installer une unité de traitement du sodium. Celui-ci sera sorti du cœur par petite dose (5 tonnes par jour quand tout marche bien) pour être transformé en soude, un produit chimique stable. Dans un premier temps, il avait été prévu de laisser ensuite cette soude s'écouler à petites doses dans le Rhône, mais la méthode a été jugée trop sensible avec un risque de remobilisation des écologistes.

La soude sera finalement mélangée à du béton pour former des blocs qui seront entreposés sur place comme des déchets nucléaires faiblement actifs. A la fin, on obtiendra 70 000 tonnes de béton à la soude soit un volume de 36 700 m<sup>3</sup>.

En attendant sa neutralisation, le sodium doit être maintenu à l'état liquide (à 180°C) pour pouvoir un jour sortir par les tuyaux prévus à cet effet. Or le chauffage de 5500 tonnes de sodium nécessite une puissance électrique de 60 MW environ et consomme donc autant qu'une ville de 40 000 habitants !

Les manipulations pour neutraliser le sodium sont hautement instables et un accident chimique est tout à fait possible.

De nombreux accidents émaillent l'industrie du sodium et on ne sait pas arrêter un incendie de plus d'une tonne de sodium. L'évacuation du sodium et sa neutralisation devraient durer, selon l'enquête publique, jusqu'en 2010.

Quant au choix de faire ses manipulations dans la salle des machines, c'est une fois de plus s'exposer au terrorisme : on se souviendra que ce bâtiment n'a aucune solidité et que son toit avait cédé il y a quelques années sous le seul poids de la neige.

Ce n'est qu'après 2010, après donc la totale neutralisation du sodium que pourrait commencer le démontage du bâtiment réacteur. Il faudra alors encore 20 ans pour tout évacuer... sauf le plutonium qui restera sur place et dont personne ne sait que faire.

Lors d'une réunion, le 23 avril, entre la direction de la centrale et l'AMEN, association de Malville énergies nouvelles, association qui a pris la suite de l'association locale d'opposition à Superphénix, la question a été posée de savoir ce que peut changer la privatisation d'EDF. Le nouveau directeur, Marc Leurette, a précisé que le chantier relevait de la responsabilité de l'Etat.

Michel Bernard ■



# Femmes

## Rions un peu

L'Institut des sciences de l'Homme, de l'Université Lyon 2, organisait le 18 mai dernier une journée d'études sur le thème «Pour l'usage d'une langue non sexiste dans la communication administrative à l'université». A quand l'Institut des sciences humaines ?



## Le sexe d'Allah

Pour avoir publié en janvier dernier un livre intitulé «Le sexe d'Allah», Martine Gozlan vient de se voir condamnée par plusieurs mouvements intégristes. Son livre a été interdit au Sénégal.

## Barbie voilée

La multinationale Barbie a lancé début avril la Barbie voilée, fabriquée en Chine. Plusieurs versions existent : Razanne fait sa prière, Razanne va à l'école... Les féministes demandent que le géant du jouet lance Razanne est mariée de force, Razanne ferme sa gueule, Razanne est répudiée, Razanne est lapidée. (*Le Monde*, 14 avril 2004)



## Eglise, femmes et pouvoir

On peut s'étonner aujourd'hui de voir l'Eglise catholique entièrement aux mains des hommes. Il n'en a pas toujours été ainsi comme l'ont montré des femmes historiennes qui ont retrouvé la trace de femmes qui ont même occupé la place d'évêque. En fait, l'ordination

des femmes a été interdite par le pape Honoré III, au 13e siècle, peu de temps après l'interdiction du mariage des prêtres, lequel remonte au siècle précédent. (*Courrier international*, 9 octobre 2003)

### QUÉBEC

## Journée du travail invisible

Depuis plus d'un siècle le 1er mai est la journée du travail. Les féministes québécoises ont lancé depuis maintenant quatre ans, le premier mardi d'avril, la journée du travail invisible. Il s'agit du travail fait sans rémunération, plus souvent fait par les femmes que par les hommes. En 1992, Statistique Canada estimait la valeur annuelle du travail invisible entre 34% et 54% du produit intérieur brut (PIB).

### FINLANDE

## Honte nationale

A l'occasion de la journée internationale des femmes, le gouvernement finlandais a lancé une campagne nationale contre «la honte nationale» que constitue la violence conjugale. Selon une étude officielle, 22% des Finlandaises mariées subissent des violences conjugales dont 9% tous les ans ; un tiers des filles de moins de quinze ans ont également eu à subir de telles violences. Le rapport montre un lien fort entre ces violences et le taux élevé de la consommation d'alcool par les maris.



Almée Thirion

## Femmes en prison

Les femmes ne représentent qu'environ 3,5 % de la population carcérale. Elles sont un peu plus de 2000 en prison, la moitié en préventive, la moitié condamnées. En Europe, c'est en France que l'on compte, en proportion, le moins de femmes en prison... mais cela ne dépasse par 8 % en Espagne. Plus du quart des prisonnières sont de nationalité étrangère, les deux tiers n'ont pas dépassé l'école primaire et 17 % sont illettrées. Alors que chez les hommes ce sont les viols et les agressions sexuelles qui sont la première cause d'emprisonnement, ce sont les crimes de sang sur les mineurs qui arrivent en premier chez les femmes. La population des femmes emprisonnées a tendance à rajeunir, ce qui semble lié au développement de la toxicomanie. La surpopulation touche aussi les femmes dont 70 % sont à Fresnes. La loi ne fait pas de distinction entre les hommes et les femmes à une exception près : la possibilité de garder avec soi un nouveau-né jusqu'à l'âge de 18 mois. Cette absence de législation pose de nombreux problèmes comme les accouchements menottés, la galère pour avoir des serviettes hygiéniques qu'il faut pouvoir acheter. Dernier obstacle pour les détenues : la sortie de prison se passe encore plus mal que pour les hommes, car peu nombreuses, elles sont oubliées des structures de réinsertion. (*Les Pénélopes*, avril 2004)

### ESPAGNE

## Parité

Le nouveau gouvernement socialiste espagnol ne compte que seize ministres : huit hommes et huit femmes. Parité presque parfaite, sauf que dans la hiérarchie des ministères, les quatre premiers reviennent à des hommes. Ce nouveau gouvernement a annoncé le 23 avril que sa première loi porterait sur les violences faites aux femmes «la pire honte» pour le pays.

### SUISSE

## Handicapées indemnisées

Jusque dans les années 70, des milliers de femmes handicapées ont été stérilisées sans en être averties. Des actions en justice ont été engagées. Le 10 mars dernier, le gouvernement a fini par céder en accordant la modeste somme de 5000 FS (3800 €) à chacune d'elles. (*Les Pénélopes*, avril 2004)

## La loi sur la parité imparfaite !

Aux élections régionales, la loi imposait l'alternance des hommes et des femmes sur la liste... cela a bien permis une montée du nombre de femmes élues : le nombre d'élues est maintenant de 47,6% contre 27,5% précédemment. Pourquoi n'obtient-on pas 50%, parce que le plus souvent (81%) les listes commençaient pas un homme ce qui, en cas de nombre d'élus impair, fait à chaque fois un homme de plus. Il y a une région où les femmes sont majoritaires : la Martinique (51,2%). La loi reste inopérante lorsqu'il s'agit de passer aux exécutifs des régions. Les votes se font selon les combats de pouvoir habituels. Résultat : on ne compte qu'une seule femme présidente de région : Ségolène Royal en Poitou-Charentes. Avant les élections, il y avait déjà une seule femme : Anne-Marie Comparini (UDF) en Rhône-Alpes. Il y a deux premières vice-présidentes : Marilyse Lebranchu en Bretagne, Marie-Pierre de la Gontrie en Ile-de-France. La plus jeune élue de France est Charlotte Delécolle, 19 ans, élue communiste en Picardie. La plus jeune vice-présidente est Anna Auboïs, 26 ans, en Auvergne.

## Femmes handicapées

Réponses initiatives femmes handicapées est une association qui a été mise en place en février 1996 par Regina Ubanatu pour favoriser l'émancipation de la femme handicapée, favoriser les liens entre institutions et initiatives, favoriser les débats sur le sujet. RIFH, BP 46, Maison des associations, 73, rue Gaultier, 92400 Courbevoie.



# Big brother, c'est déjà demain

Sous peu, voilà à quoi pourrait ressembler une commande de pizzas.  
«Pizza Truc, bonjour.

- Bonjour, je souhaite passer une commande.
- Puis-je avoir votre NIDN, monsieur ?
- Mon numéro d'identification est le 6102049998-45-54610.
- Merci Mr. Dupont. Donc, votre adresse est le 174 rue du Centre, et votre numéro de téléphone le 04 94 23 66.
- D'où sortez-vous ces informations ?
- Nous sommes branchés sur le système monsieur.
- (Soupir) Ah bon ! Je voudrais deux de vos pizzas à la viande...
- Je ne pense pas que ce soit une bonne idée monsieur.
- Comment ça ?
- Selon votre dossier médical, vous souffrez d'hypertension et d'un niveau de cholestérol très élevé. Votre assurance maladie vous interdit un choix aussi dangereux pour votre santé.
- Aïe ! Qu'est-ce que vous me proposez alors ?
- Vous pouvez essayer notre pizza allégée au yaourt de soja. Je suis sûre que vous l'adorerez.
- Qu'est-ce qui vous fait croire que je vais aimer cette pizza ?
- Vous avez consulté les 'Recettes gourmandes au soja' à votre bibliothèque locale la semaine dernière monsieur. D'où ma suggestion.
- Bon d'accord. Donnez m'en deux, format familial.
- Ça devrait faire l'affaire pour vous, votre épouse et vos quatre enfants monsieur. Vous nous devez 49,99 €.
- Je vous donne mon numéro de carte de crédit.
- Je suis désolée monsieur, mais je crains que vous ne soyez obligé de payer en liquide. Votre solde de carte de crédit dépasse la limite.
- J'irai chercher du liquide au distributeur avant que le livreur n'arrive.
- Ça ne marchera pas non plus monsieur. Votre compte en banque est à découvert.
- Ce ne sont pas vos oignons. Contentez-vous de m'envoyer les pizzas. J'aurai le liquide. Combien de temps ça va prendre ?
- Elles seront chez vous dans environ 45 minutes. Si vous êtes pressé, vous pouvez venir les chercher, mais transporter des pizzas en moto est pour le moins acrobatique.
- Comment diable pouvez-vous savoir que j'ai une moto ?
- Je vois que vous n'avez pas honoré les échéances de votre voiture et qu'elle a été saisie. Mais votre moto est payée, donc j'ai simplement présumé que vous l'utiliserez.
- @#%/\$@&?#!»
- Je vous conseille de rester poli monsieur. Vous avez déjà été condamné en juillet 2006 pour outrage à agent.
- (Sans voix)
- Autre chose monsieur ?
- Non, rien. Ah si, n'oubliez pas les deux litres de Coca gratuits avec les pizzas, conformément à votre pub.
- Je suis désolée monsieur, mais une clause d'exclusion de notre publicité nous interdit de proposer des sodas gratuits à des diabétiques.

## Les chômeurs sont sous contrat

La convention UNEDIC signée par une partie des syndicats (CFDT, CGC, CFTC) est-elle légale ? Elle avait provoqué la radiation au premier janvier de 265 000 personnes au chômage depuis longtemps. Or, en 2003, ces chômeurs avaient été incités à souscrire un PARE, pacte de retour à l'emploi, qui les obligeait à suivre des formations et à faire un certain nombre de démarches. Radiés au premier janvier, plus de 2000 chômeurs ont fait des recours devant 76 tribunaux, s'estimant victimes d'une rupture de contrat. Le 15 avril, le premier procès a eu lieu à Marseille. Le tribunal a estimé que

le PARE relevait du même statut juridique qu'un contrat de travail et que les chômeurs devaient donc être payés jusqu'à la fin du contrat. L'UNEDIC est donc condamné à verser les sommes prévues dans le contrat... même si l'organisme a fait appel. Si les autres tribunaux suivent cet avis, la réforme de l'UNEDIC serait forcément remise en cause.



# Société

## Gadgets tueurs

L'usine de micro-ondes d'Hartlepool, du géant de l'électronique Samsung, a été prise en flagrant délit d'usage de travail illégal de Chinois avec des semaines d'un minimum de 72 heures. Une enquête a établi que Zhang Guo Hua, travailleur chinois mort d'une hémorragie en octobre 2001, avait effectué deux plages de travail de 24 puis 16 heures avant sa mort. Mourir pour des appareils qui n'ont aucune utilité, c'est le top... (*Ethical consumer magazine février 2004*)

## GRANDE-BRETAGNE Dépénalisation du cannabis

Fin janvier 2004, le gouvernement a modifié le classement des drogues, faisant passer le cannabis de la catégorie A (drogues où l'on trouve la cocaïne, l'héroïne, le crack...) à la catégorie C (tranquillisants et stéroïdes). De fait, la possession de cannabis par un adulte n'est plus un délit, les mineurs pouvant encore être conduits à un poste de police pour se voir signifier... un blâme. (*Lettre du chanvre global, 1er trimestre 2004*)

## Racisme et désinformation

Un sondage réalisé pour la Commission consultative des droits de l'homme montre bien comment nous sommes conditionnés par un certain discours, à la question de l'islam, 43% l'associent à des représentations négatives comme intolérance, intégrisme et terrorisme. Pourtant, à la question suivante 75% avouent tout ignorer de ce qu'est l'islam ! (*Politix, 8 avril 2004*)

## Travailler, c'est trop dur

A partir des chiffres du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels, la CGT a calculé que la hausse des maladies professionnelles entre 1991 et 2001 atteint 534% ! La Caisse nationale d'assurances maladies a confirmé cette hausse, mettant en avant l'intensification du travail répétitif.

## De quelle insécurité parle-t-on ?

Tous les médias parlent insécurité. Mais de laquelle ? Entre 1991 et 2003, en France, plus de 16 000 personnes sont mortes d'accident du travail... soit plus que l'ensemble des victimes des crimes et délits. Pourtant, un comptage précis, montre que sur 894 débats organisés sur France-Inter entre 2000 et 2002 («Le téléphone sonne», «Interceptions», «Rue des entrepreneurs»), 59 ont parlé de l'insécurité provenant de la délinquance... contre deux pour celle venant des conditions de travail. Sur 10 000 reportages diffusés sur TF1 dans les journaux télévisés en 2001, on dénombre 1190 sujets sur l'insécurité liée à la délinquance contre deux pour l'insécurité sur le lieu de travail. (*Rouge et Vert, 13 avril 2004*)



## Acteurs ici et là-bas : Respectons leurs droits

Agir Ici, la Cimade, le Gisti et la Ligue des droits de l'homme ont lancé une campagne sur ce thème avec des cartes postales adressées au ministère des affaires étrangères, au président de la République et au commissaire européen en charge de la justice pour leur demander que les mesures prises concernant les flux migratoires sont en accord avec les droits humains fondamentaux, notamment en demandant à la France de ratifier la convention des Nations-Unies sur les droits des travailleurs migrants. Les cartes sont disponibles (1 € l'ex, 0,80 € à partir de 10) auprès d'Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris.



# Politique

## Décroissance

«L'origine des houillères (...) est celle-ci : engouffrement dans la croûte terrestre des grandes forêts de l'époque géologique, puis minéralisation (...) sous l'influence de la pression et de la chaleur et sous l'action de l'acide carbonique. Cependant la nature, si prodigue d'ordinaire n'a pas enfoui assez de forêts pour une consommation qui comprendrait quelques milliers d'années. La houille manquera un jour, cela est certain. Un chômage forcé s'imposera donc aux machines du monde entier (...). La consommation deviendra telle, pour les besoins de l'industrie et du commerce, que ces richesses s'épuiseront. (...) La nature s'est montrée prévoyante en formant notre sphéroïde plus principalement de grès, de calcaire, de granit, que le feu ne peut consumer (...) Les humains auraient fini par brûler leur globe (...) La terre aurait passé jusqu'au dernier morceau dans les fourneaux des locomotives, des steamers, des usines à gaz et, certainement, c'est ainsi que notre monde eût fini un beau jour ! « *Les Indes Noires*, Jules Verne, 1877.

## L'Europe sociale passe par la croissance ?

Alors que le traité de Maastricht a scellé les objectifs européens en matière économique, son équivalent social n'a toujours pas vu le jour. Un projet de traité social a vu le jour qui propose d'inclure dans la constitution européenne cinq objectifs et donc cinq critères pour l'Europe sociale :

- *un emploi pour tous : un taux de chômage inférieur à 5%*;
- *une société solidaire : un taux de pauvreté inférieur à 5%*;
- *un toit pour chacun : un taux de mal logés inférieur à 3%*;
- *l'égalité des chances : un taux d'illettrisme à l'âge de 10 ans inférieur à 3%*;
- *solidarité avec les peuples du Sud : une aide publique au développement supérieure à 1% du PIB.*

*Des sanctions comparables à celles infligées aux pays qui ne respectent pas les critères de Maastricht seront appliquées aux Etats qui ne satisferaient pas ces critères sociaux en 2015.*

Voilà des objectifs que tout le monde peut soutenir. Le problème, c'est que tous les pays européens pataugeant dans une crise de plus en plus profonde, il faut aussi proposer des méthodes pour arriver à de tels objectifs. C'est là que ça se corse. «*Pour faciliter l'atteinte de cet objectif de cohésion sociale, la politique menée par la Banque centrale européenne poursuit un double objectif : lutter contre l'inflation et soutenir la croissance.*»

Et l'argumentaire qui accompagne la pétition précise : «*Si rien de décisif n'est fait pour relancer la consommation, l'Europe va s'installer pour longtemps dans un régime de croissance molle (...). La base de la société de consommation, c'est que tous puissent consommer. (...). C'est, au contraire, en s'attaquant radicalement au chômage, à la précarité, au mal logement et à l'échec scolaire que l'on pourra retrouver une croissance forte et stable (...). Si l'Europe n'est pas capable d'inventer un nouveau modèle social radicalement différent du modèle de précarité généralisée qui se mondialise actuellement, si nous ne sommes pas aussi capables de construire une diplomatie et une puissance militaire distincte de*

## Décroissance : La majorité des Français sont pour



En mai 2002, le Cevipof organise un sondage avec la question suivante : «Si on veut vraiment préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de ralentir très sérieusement notre croissance économique». 12% se déclarent tout à fait d'accord, 41% plutôt d'accord, 28% plutôt pas d'accord, 17% pas d'accord du tout, 2% sans opinion. Cela fait donc 53% plutôt d'accord contre 45% plutôt pas d'accord. En septembre 2003, Sciences politiques de Paris reprend la question

pour la poser au niveau des parlementaires : là, la décroissance est vivement combattue : seulement 2% d'accord, 17% plutôt d'accord, 40% plutôt pas d'accord, 39% pas d'accord du tout. Une nouvelle fois, nos parlementaires sont en complet décalage avec l'opinion des Français. A noter que les femmes parlementaires sont moins éloignées de la population : elles sont deux fois plus pour le ralentissement de la croissance que les hommes.

*Unis, nous mêmes et nos enfants risquons de connaître des conflits majeurs (...)* et enfin, cerise sur le gâteau «*Le développement est le nouveau nom de la paix*».

Mais pourquoi on vous parle de cela ? Parce que ce texte est soutenu par le PS mais également des Verts (Noël Mamère, Gérard Onesta, Gilles Lemaire, Marie-Christine Blandin), José Bové et François Dufour (Confédération paysanne), l'Abbé Pierre, Susan George (ATTAC), et même Alain Trautmann (collectif sauvons la recherche qui n'a sans doute rien demandé aux autres chercheurs !). La revue *La Décroissance* a du pain sur la planche !

s'ouvrir à Genève sur cette action. Qui est poursuivi ? Le policier ? Perdu : ce sont quatre militants (dont celui qui s'est grièvement blessé) qui passe au tribunal pour «entrave à la circulation». Un rassemblement de soutien est organisé du 26 au 28 juin. Samedi : meeting sur les mesures répressives dans les différentes manifestations et sur les moyens de soutenir les inculpés, présentation de cas de répression et échanges, réunion pour un réseau européen anti-répression. Dimanche ; atelier sur les traumatismes, préparation d'une action de solidarité. Lundi : présence devant le tribunal. Contact : [aubonne@no-log.org](mailto:aubonne@no-log.org).

## Gébé mort en l'an 04



Gébé, né en 1929, directeur de *Charlie-Hebdo* depuis 1992 est mort d'un cancer le 5 avril dernier. Il commence à être connu pour ses dessins, détournements de

publicité et romans-photos lors de son passage à *Hara-Kiri*, entre 1969 et 1975. En 1972, il publie *L'an 01*, un parfait réquisitoire de l'écologie (réédité en 2001 à l'Association) et porté à l'écran par Jacques Doillon en 1973. Il y a annoncé déjà la pénurie du pétrole... un an avant le premier choc pétrolier et prône déjà la décroissance conviviale, la vie communautaire, l'abolition de la propriété privée, l'éloge de la paresse... En 1972, il participe au lancement de *La Gueule ouverte*, la grande revue écolo des années 70.

## G8 D'EVIAN Procès des blessés

Lors des manifestations contre le



G8, en juin 2003, un groupe avait bloqué une autoroute à l'entrée de Genève en tendant une corde sur un des ponts de l'autoroute, deux militants se suspendant dans le vide de chaque côté. Un policier arrivé sur les lieux a coupé la corde. Si d'un côté, elle a été rattrapée par les manifestants, l'autre personne, Martin Shaw, est tombée, se blessant gravement et faisant ensuite un long séjour à l'hôpital. Le 28 juin, un procès va

## Alternatifs : Université d'été

Le mouvement *Les Alternatifs* organise son université d'été du 26 au 29 août, à Séné, près de Vannes, dans le Morbihan. *Les Alternatifs*, 40, rue de Malte, 75011 Paris.

## A quoi servent les remaniements ?

Pourquoi remplacer un gouvernement Raffarin par un autre gouvernement Raffarin ? Beaucoup se posent la question. Mais la valse des ministres a un effet : elle permet d'égarer les dossiers quelque peu gênants, de dégager en touche quelques mois, le temps que le nouveau ministre prenne

**Politis,** 4€

HORS-SÉRIE NUMÉRO 39 MAI - JUIN 2004

## Au cœur du commerce équitable



Enquêtes sur les filières, les réseaux et les labels  
Reportage chez les producteurs du Sud  
Le risque de la grande distribution  
L'enjeu pour les collectivités  
Le rôle des associations de consommateurs  
Les adresses utiles

HORS-SÉRIE EN KIOSQUE EN MAI ET JUIN

## Au cœur du commerce équitable

- Enquêtes sur les filières, les réseaux, les normes et labels.
- Les retombées pour le Sud : reportages chez des producteurs.
- Le rôle de la grande distribution, l'enjeu pour les collectivités, l'avis des associations de consommateurs.

Bonnes adresses et bibliographie.

40 pages - 4 euros -

Commande au journal : 01 55 25 86 86

Publicité

connaissance des dossiers... En moyenne, un ministre a une durée de vie de deux ans (rien à voir avec le plutonium !). Si les ministres changent, ce n'est pas le cas des hauts fonctionnaires, tous sortis du même moule : les grandes écoles. Un de ces hauts fonctionnaires expliquait cyniquement : pendant les six premiers mois, nous faisons ce qu'il nous plaît, le ministre ne connaissant pas ses dossiers, puis il commence à comprendre et pendant un an, il essaie de mettre en place ses propres projets, quand ceux-ci commencent à se concrétiser, donc au bout d'un an et demi, si le projet nous gêne, nous commençons alors un travail de sape... en attendant le prochain remaniement. Ce haut fonctionnaire disait en être à son douzième ministre (de gauche ou de droite). Il paraît que l'on vote pour des élus qui décident... Il paraît que nous sommes en démocratie.

Vous voulez quelques exemples de dossiers qui se perdent : la loi sur l'eau voulue par Dominique Voynet en 1997 qui taxerait plus les industriels que les particuliers, les pollueurs que les autres... elle est toujours en discussion. Un autre exemple : le plan Climat annoncé à Johannesburg par le président

Chirac avec l'objectif de diviser par quatre nos gaz à effet de serre... on en parlera dans un prochain sommet sur le développement durable. Etc.



### POITIERS Jacques Ellul

Un colloque sur la pensée de Jacques Ellul est organisé les 21 et 22 octobre 2004 à la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers. Renseignements : *Karine Bouhier, Faculté de droit et des sciences sociales, 43, place Charles-de-Gaulle 86022 Poitiers cedex, tél : 05 49 45 47 70 ou Association Internationale Jacques Ellul, Patrick Chastenet, 21 rue Brun, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 94 04 14.*

## GRENOBLE Parc Paul-Mistral et élections

Le canton où se trouve le parc Paul-Mistral était renouvelable. Quelques semaines après l'abattage en force des arbres par le maire socialiste, le candidat Vert, Olivier Bertrand, a fait campagne contre le manque de démocratie dans cette affaire et rappela que le problème est le même avec un projet de tunnel routier sous la Bastille au nord de la ville. Résultat : au premier tour, il passe devant les candidats de droite et se retrouve au deuxième tour contre le candidat socialiste sortant. Au deuxième tour, il le bat avec 56% des voix. Un tel résultat en dit long sur le fossé qui existe entre le maire et ses électeurs.



# Echec économique, réussite sociale

Avec dix ans de recul, les SEL, systèmes d'échanges locaux, semblent limités comme alternative économique, incapable de dépasser le stade de la «récupération» pour intégrer une «production». Par contre sur le plan social, ils ont appris à des milliers de personnes à s'interroger sur nos liens sociaux et sur nos rapports avec le politique.

Inspirés par les LETS (Local Exchange Trade System) anglais, le premier Sel s'est créé en France à l'automne 1994 en Ariège. Leur développement a été rapide, avec des réussites plus ou moins bonnes. Chaque Sel est autonome dans son fonctionnement. Des marchés inter-Sel sont parfois organisés. Une association appelée Sel'idaire coordonne les Sel (pas tous, tous n'y adhèrent pas).

Le Sel des vallées du Jaur et de l'Orb, au nord-ouest de l'Hérault, s'est créé en 1996. Touchant principalement, voire uniquement, une population néo-rurale importante dans cette région, il s'est rapidement développé pour atteindre une taille respectable. Le manque, localement, de structures sociales ou culturelles fédératives est sûrement l'explication de cette rapide implantation.

Les échanges se font au quotidien par des contacts directs entre membres, ou lors du marché mensuel. Les décisions fondamentales sont prises en assemblée générale une fois par an, assemblée qui élit chaque année un «conseil d'administration» chargé du fonctionnement ordinaire organisation des marchés, rédaction et édition du catalogue des échanges, comptabilité de ces échanges, contacts avec les autres Sel... Ce Sel à quelques détails près, fonctionne comme la quasi-totalité des autres Sel. Pour tenter de répondre à la question posée — le Sel une alternative économique ? — il n'est peut-être pas inutile de se remémorer les ambitions que les initiateurs des Sel affichaient en 1994.

## Les ambitions initiales

François Terris, initiateur du Sel de l'Ariège, présentait dans la préface de «SEL, mode d'emploi», édité par

Sel'idaire (1) les Sels, comme «une idée originale qui vous proposera de vivre des moments différents, de réaliser une expérience qui vous passionnera, loin des spéculations [...]. Vous verrez poindre une nouvelle forme de société où la seule exclusion sera celle de l'enrichissement monétaire pour tendre vers l'enrichissement de tous par les ressources de chacun. [...] Chaque Sel est une source de développement des valeurs individuelles libérant des forces nouvelles qui prépareront une société plus juste, plus fraternelle où chacun trouvera sa place».

Les buts et les moyens étaient et restent clairement définis : changer la société par une pratique différente de l'économie : voir le titre du hors-série de *Silence* : «Pour changer échangeons» (2). Bien sûr, depuis lors, de nombreux débats ont eu lieu, pour savoir si d'un point de vue économique, les Sel étaient réellement une alternative à l'économie de marché, et de nombreuses personnes ont théorisé sur cette question. Dès le départ les avis furent partagés, à gauche comme à droite.

Dès 1996, Serge Latouche, dans un article intitulé «La monnaie au secours du social ou le social au secours de la monnaie» (3), faisait la comparaison entre les Sel et les économies vernaculaires. Il y comparait les Sel à l'expérience d'auto-organisation des exclus de Grand Yoff au Sénégal (4). Il écrivait :

«Les différences sautent aux yeux, au premier abord. Pour le dire de façon caricaturale : dans un cas, on a une société de 100 000 personnes qui vivent largement de leur autoproduction sans création de monnaie, grâce à la densité des réseaux sociaux dit néo-claniques, dans l'autre, on a des micro-associations de quelques dizaines ou centaines d'individus 'paumés' qui, pour retrouver du lien social, inventent une monnaie privée. On peut



Fête du Sel de Paname.

donc dire que là-bas, le social est ce qui permet de résoudre la crise économique et qu'ici, un artifice économique vient au secours du social...»

Huit ans après, je crois que l'on peut dire que la pratique lui donne raison. Souvent présentés comme un palliatif de la crise économique, les Sel sont en fait avant tout, pour ceux qui y adhèrent, un moyen de renouer ou entretenir des liens sociaux inexistantes ou en danger. En milieu rural au moins, les adhérents sont essentiellement, voire exclusivement, des néo-ruraux qui rompent ainsi leur isolement ou élargissent leur entourage «affectif». Le fait économique intervient pour peu de choses dans leur adhésion, même si, ainsi, certains services ou produits deviennent plus facilement accessibles aux plus démunis. Ce fait a pour conséquence que d'un point de vue strictement économique les Sel ne mettent pas en danger l'économie «ordinaire» mais restent sur sa marge. Ceci explique sans doute le peu d'agressivité de l'Etat vis-à-vis d'eux (un seul procès à ce jour en janvier 1998 en Ariège, avec condamnation des trois adhérents poursuivis pour travail dissimulé, puis relâche de ceux-ci en appel).

Il n'est pas douteux d'ailleurs que s'ils sortaient de leur marginalité, la justice ne manquerait pas de les sanctionner, et ce avec d'autant plus de facilité que leur sta-

(1) Sel'idaire coordination de Sels français qui a pour tâche d'encourager le développement des Sels et de réfléchir à leurs fonctionnements.

(2) Hors-série *Silence*, 1998.

(3) *Silence*, n° 210, pp. 4-13, décembre 1996.

(4) Grand Yoff : banlieue de Dakar où toute une population (100 000 personnes) exclue, s'autoorganise. Sur ce sujet, voir l'article de Serge Latouche «Capitalisme populaire ou survie conviviale», *Silence*, n°185-186, janvier 1995.

tut juridique d'association leur interdit de dépasser la simple «opération d'entremise». Seul «leur rôle dans l'animation de la vie sociale locale» (5) est reconnu.

C'est d'ailleurs bien la volonté de l'Etat (et son rôle) de les maintenir dans cette marginalité qui explique la tentative, à l'été 2001, de l'ex-gouvernement (socialiste) Jospin et de son ex-secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, Guy Hascouet (Vert), d'encadrer l'activité des Sel par une «loi cadre sur l'économie citoyenne». Projet dont je ne résiste pas à vous donner à lire un extrait de l'article 27 concernant les Sel :

«Il se produit de telles interférences notamment quand des membres des Sels qui sont chômeurs indemnisés ou ne vivent qu'au moyen de la perception de minima sociaux, produisent dans le cadre des Sel, des biens et services qui pour-



François Terris

raient être fournis moyennant paiement par les circuits marchands ordinaires, à qui ils font concurrence. Cette concurrence ne peut logiquement et économiquement être admise que si elle est exceptionnelle ou à tout le moins occasionnelle et rare. Les activités échangées dans le cadre des Sel ne doivent donc qu'être produites à des fins de solidarité et de convivialité analogues, par exemple, à celles qui animent ordinairement les conditions du même type que dans cercle de famille. [...] Il est admissible, à titre exceptionnel, que cette production soit compatible avec le maintien des indemnités de recherche d'emploi ou des minima sociaux».

Pas besoin d'en rajouter, sauf que dernier point aurait nécessité pour les Sel de fournir la liste de leurs adhérents. Rien que cela ! Comme toujours, à l'intérieur même des Sel, quelques personnes peu nombreuses semble-t-il (?), ont soutenu cette initiative. Marginalité voulue par l'Etat, et marginalité de fait donc, et c'est cela probablement qui fait, je crois la limite des Sel dans une optique d'alternative au capitalisme.

Contrairement au mouvement coopératif du début du siècle, les Sel n'ont pas

passé le pas de la production, et se limitent à un «recyclage» des produits «extérieurs» et à du «coup de main».

Par exemple, dans notre Sel qui pourtant fonctionne bien, jusqu'à ce jour, aucune production agricole ou artisanale n'a été initiée par l'existence du Sel. Seuls, les surplus de produits sont échangés, et le manque de producteurs est permanent et freine le volume des échanges. Les «coups de main» ne sont ni plus ni moins que les échanges naturels «de bons procédés» que la vieille société rurale pratiquait de façon informelle et sûrement que toute «vraie» société humaine pratique.

Il me semble que cette non prise en compte de l'acte de production dans les Sel en limite fortement leur dimension alternative. C'est surtout le consommateur qui est concerné et peu ou pas le producteur. Malheureusement ce n'est pas par manque de volonté théorique que nous ne parvenons pas à dépasser cette limite, mais volonté ou pas, cela ne se concrétise pas. Pourquoi ? La réponse ou plutôt les réponses sont peut-être là encore plus sociologiques, voire psychologiques, qu'économiques.

Le minimum vital étant assuré par l'aide institutionnelle, et même si ce minimum ne permet que peu de choses, le désir de «faire», pour retrouver une autonomie, se perd d'autant plus sûrement que l'aide de l'Etat est conditionnée par l'abandon de cette autonomie. Par exemple, quelqu'un de notre Sel qui refuse de toucher le revenu minimum d'insertion et ne pouvait justifier d'un revenu quelconque, mais demandait à bénéficier de la couverture maladie universelle, s'est vu refuser celle-ci.

On comprend mieux alors le projet de loi évoqué plus haut et le rôle que les Sel pourraient se voir attribuer dans le capitalisme moderne où le travail des salariés occidentaux ne génère plus, pour le capital, des profits suffisants. RMI ou revenu garanti, CMU, Sel (encadré dans une loi) feraient l'affaire de nos «bons maîtres».

## Une réussite sociale

Mais si d'un point de vue économique la réussite n'est pas évidente, par contre, d'un point de vue social il en est tout autrement et, à long terme, on peut espérer que cela pourra modifier réellement les rapports de force sur le terrain. Les Sel se révèlent être une école pratique d'autogestion et de démocratie directe. Hiérarchie et inégalité sociales sont bannies des relations entre membres, et cette particularité, unique dans la vie quotidienne de quasiment tout le monde, place les participants dans l'obligation intellectuelle de mener, par comparaison, une analyse et une critique pragmatique des modèles dominants (argent, échanges

## Rencontre des sels

Les rencontres annuelles des SEL de France et d'ailleurs auront lieu dans le Libournais à Montagne-Saint-Emilion (Gironde), du 18 au 22 août. Le SEL de Libourne, Grain de sable, est l'organisateur de ces rencontres où, dans l'esprit des SEL, l'argent ne doit pas être une valeur centrale au détriment des relations humaines. Renseignements : *Grain de Sable, rue du 1er RAC, 33500 Libourne.*

marchands, inégalités sociales, représentation politique, etc.).

Cela dit, la réalité rattrape toujours l'expérience, et les inégalités sociales et culturelles du dehors pointent souvent leur nez. Par exemple ce sont souvent les plus «entrepreneurs» «dehors» qui le sont «dedans», avec le risque réel d'exploitation des uns par les autres, et l'instauration d'un salariat caché. Là encore, seule une vigilance critique permet d'éviter ces dérapages. En toute chose il y a souvent matière tant à espérer qu'à douter. Les Sel ne dérogent pas à la règle, Les conditions économiques et sociales ont ancré les Sels dans la réalité, et ce pragmatisme est sûrement un atout majeur. Ce parti pris et cette nécessité d'expérimenter des formes d'organisations économiques ou politiques différentes (libertaires souvent), obligent à théoriser sur ce que sont les modèles dominants dans ces domaines.

Mais il faut bien le reconnaître, l'histoire récente nous a un peu rogné les ailes, et nous avons si bien intégré nos défaites qu'une «marginalité conviviale» suffit à beaucoup. Les grandes ambitions ne sont plus de mise, changer radicalement le monde fait (encore) peur à beaucoup. Tout ceci limite la portée des Sel dans la construction d'un autre futur. Leur plus grand mérite, à ce jour, est sûrement d'avoir permis la construction, pour une part non négligeable de la population, d'un tissu social nécessaire à toute velléité de changement. En ce sens, ils ont contribué à l'implantation d'autres mouvements complémentaires (Droit pay-san (6) par exemple dans notre vallée) grâce aux réseaux de solidarité qu'ils ont créés. Bien sûr, cela est loin d'être satisfaisant pour se débarrasser du capitalisme mais cela n'est-il pas nécessaire à l'émergence d'un désir puissant d'y arriver.

Bernard Gilet ■

Article paru dans *Réfractions* n°9.

(5) Réponse du ministre de l'Économie de 1998.

(6) Mouvement qui se propose de permettre l'auto-organisation des néo-ruraux. Fédéré par une charte. Chaque groupe est autonome et les assemblées générales sont souveraines. Voir article de Jean-Jacques Gandini sur le sujet paru dans *Réfractions*, n°6 p. 107.



# Annonces

## Entraide

■ Sud-Indre. Maraîcher bio accueillie, pour courte ou moyenne durée, personne non fumeuse voulant apprendre à pratiquer le jardinage et échanger des idées sur l'écologie voire la spiritualité. Tél : 02 54 30 18 57.

■ Pour éviter le gâchis informatique, électronicien, abonné à *S'Ilence*, récupère, répare et reconditionne des ordinateurs. Spécialisé dans les portables, je peux livrer par la poste. Matériel idéal pour la bureautique et l'internet à des prix petit budget. *Alain Millerand, 45, route des Moulins, 95510 Amencourt, tél : 01 34 79 78 24.*

■ Si quelqu'un d'assez bricoleur (plutôt le bois) désire passer quelque temps en Guadeloupe pour découvrir une île magnifique mais encore peu ouverte à l'alternative et à l'écologie, je propose hébergement en échange de travaux. Tél : 05 90 25 34 31 ou 06 90 45 69 71.

■ Lieu d'action autonome et écologique, 30 km d'Alès, en bordure d'une rivière, rencontres, projets bâti-bio, jardin, échange, entraide. Moréna, 3 ans, et son papa espèrent recevoir des familles pour éducation alternative. Enseigne gratuitement à jardiner et construire sans argent carbone bio-climatique. *Alain Auguste, Les Drouilhèdes, 30160 Peyremale.*

■ **Bolivie.** Communauté indienne quechua propose des séjours de style Wwoof (échange d'hébergement contre échange de services) en haute-Amazone à des volontaires désirant travailler dans la communauté pendant un à trois mois, de mai à octobre. *suarani@hotmail.com.*

## Vivre ensemble

■ Bien sûr, il faut aimer la vie en montagne et les hivers longs. Mais si cette ambiance vous attire, il y a de la place sur ma ferme pour y créer une nouvelle activité, agricole ou artisanale, ou tout simplement participer et développer l'activité de boulangerie paysanne (culture, meunerie, cuisson) déjà en place. Il manque peu pour arriver à faire vivre une deuxième famille, et pourquoi pas une troisième... Deux terrains sont disponibles pour envisager l'autoconstruction d'habitations. Ce qui me motive à partager ma ferme : faire profiter ses potentialités à d'autres, pour permettre de nouvelles installations dans ce pays assez dur ; essayer de créer autour de la ferme et du pain qu'elle produit cette belle dynamique qui peut naître d'être solidaires pour faire vivre un pays, des idées, des projets ; cette extraordinaire dynamique qui rend les tâches les plus dures presque plaisantes, et qui permet à chacun et chacune d'exprimer au mieux ses qualités et ses capacités. Tout simplement parce qu'il est trop dur d'aller jusqu'au bout de ses idées lorsque l'on est isolé. Alors bien sûr, la réponse à nos attentes alternatives se trouve, me semble-t-il, dans des projets collectifs, dans le partage et la solidarité. Beaucoup de choses sont possibles ici, il suffit d'en discuter. *Antoine Guidot, 07660 Lanarce, tél : 04 66 69 43 27, lapaysamont@aol.com.*

■ Nous sommes du département de la Somme et pour des raisons professionnelles, nous devons nous installer dans l'Oise en septembre prochain. Dans un souci d'enrichissement personnel, de partage et d'économie d'échelle (écologie et financière), nous aimerions rencontrer des personnes ayant les mêmes envies,

afin de trouver et de partager une grande maison et son jardin. Les parents et les enfants seront les bienvenus, quant à nous, notre famille est agrandie d'un chien et de deux chats ! A bientôt. Tél : 03 22 51 63 55 (*Daud ou Marie*), *daud80@lavache.com.*

## Rencontres

■ **Réf 311.01.** Homme, 50 ans, tendre, respectueux, souhaite rencontrer femme, tendre, respectueuse, pour partager dans un joli petit site des Alpes-de-Haute-Provence un projet de vie à deux basé sur une vie matérielle «volontairement simple» tendant vers l'autonomie, l'autoconstruction... un confort actuellement suffisant, améliorable et surtout une vie pleine de relations amicales, conviviales, musicales... une participation aux associations basées sur la solidarité, l'écologie, l'altermondialisme... Dans ce monde du pouvoir et de l'avoïr, sans trop se prendre au sérieux quand même, avec un peu d'humour et beaucoup d'amour, tentons de réaliser nos projets humains. A bientôt de nous rencontrer. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Cherche correspondant(e) pour échanger des idées sur l'écologie, la société, la politique nationale et internationale, bref le monde réel et le monde rêvé, en prenant le temps de la réflexion et donc sans forcément passer par le rythme trop rapide du courrier électronique et même vocal. *Catherine Chavichivly, 1, rue Faidherbe, 69007 Lyon.*

## Emploi

■ Roue libre, association de promotion des modes de déplacements doux recrute pour un contrat à durée indéterminée, un patrouilleur pour l'entretien du réseau cyclable (sécurité et propreté), contact avec les usagers (améliorer la connaissance du réseau, le confort, avec missions d'information, de comptages, d'enquêtes...), proposition d'amélioration des aménagements cyclables, contact avec les collectivités. Minimum 50% du temps sur le terrain à vélo sur l'agglomération chambérienne. Connaissances requises : bac minimum, une pratique régulière du vélo urbain et de loisir, une connaissance technique minimum (entretien et petites réparations des aménagements de vélos), facilité de contact (relation usagers, formation, réunions publiques), capacité de synthèse et de rédaction, autonomie. Autres atouts : connaissance des modes de fonctionnement des collectivités locales et de leurs services, connaissance techniques en matière d'aménagements. Salaire : 1200€ par mois pour 35 h, à partir de juin. *Roue libre, maison des associations, 67, rue Saint-François-de-Sales, 73000 Chambéry.*

■ Installée à mon compte et passionnée par l'écriture, je rédige pour vous biographies, courriers, articles... Je peux également corriger, dactylographier vos documents. Contactez-moi au 04 73 72 68 71 (région Auvergne).

■ Je cherche à travailler dans une association (domaine alternatives, économie solidaire, écologie), si possible dans la région lyonnaise ou en Rhône-Alpes. J'ai passé une maîtrise en développement social. Si vous avez une proposition ou une piste à me donner : *Claire Veyrand, 263, route de Vienne, 69200 Vénissieux, tél : 06 84 50 28 13, claire\_veyrand@yahoo.fr.*

## Recherches

■ Recherche matériel pour caravane permanente, projet itinérant de diffusion de savoirs, pratiques alternatives et actions : groupe électrogène, ustensiles de cuisine collective, outils, chapiteau... Don ou petit prix. Merci ! *Caravane permanente, c/o Les Tanneries, 17, boulevard de Chicago, 21000 Dijon, tél : 03 80 66 64 81, caravanepermanente@squat.net.*

■ Jeune couple «silencieux» cherche un terrain de 15 à 20 ares à acheter pour l'autoconstruction d'une maison en paille et jardinage bio, sur le secteur de Pontarlier-Omans-Salins-les-Bains, *Gaëlle et Jean-Loup Avet, 3, rue du Vieux-Château, 25300 Pontarlier, tél : 03 81 39 79 37.*

■ Je suis à la recherche, pour elle et moi, d'une possibilité d'installation rurale hors des schémas proposés dans le cadre agricole officiel. Pour cela, je cherche des terres agricoles libres (achat, location, défrichage), entre 3 et 10 hectares, ainsi qu'une possibilité d'habitation (ruine cadastrée, rénovation, autoconstruction) avec un point ou un accès à l'eau. Merci de me contacter par écrit. *Yannick Becker, Haras de Lauzieu, 04420 Le Brusquet ou par SMS au 00 41 79 399 66 40.*

■ Bonjour, je suis étudiante en traduction et pour mon DESS, je rédige un mémoire terminologique sur les *toits de chaume*. Je cherche une bibliographie (technique et précise) sur les procédés de fabrication, titres d'ouvrages et/ou documentation en français (non traduits d'une autre langue) et en anglais et espagnol (idem, non traduits). *Merci Beaucoup. Sara Martinez, 59, rue Caulaincourt, 75018 Paris.*

■ Association écologistes ayant pour projet un centre d'informations par correspondance (comment dépenser et polluer moins, développement durable, transports, habitats), cherche contacts. Tél : 04 67 81 38 97.

■ Ils habitent en site isolé sans raccordement à EDF. Actuellement, j'ai seulement un kit solaire avec panneaux 20W/12 V. Je souhaite pouvoir utiliser ordinateur portable très économe en énergie et je cherche personne se trouvant dans même type de situation et l'ayant éventuellement solutionné. *Sylviane Poulenard, Laval Pailhares, 07270 Nozières, tél : 06 83 79 24 11, s.poulenard@laposte.net.*

## Logement

■ **Lyon.** Femme de 66 ans, retraitée dynamique, je dois quitter mon appartement, mis en vente par le propriétaire, avant le 31 octobre. Je cherche un logement (appartement ou maison avec jardin), trois pièces, environ 70 m<sup>2</sup> ou plus, dans la région Rhône-Alpes, loyer maxi, 600€. De préférence proprio ou groupe esprit *S'Ilence*. Je peux enseigner aux enfants avec des méthodes créatives et alternatives. Tél : 01 40 09 14 02, *adlin@wanadoo.fr.*

## Vacances

■ **Echange** de lieu de vie, deux ou trois semaines en août. Nous sommes dans le nord de l'Ardeche, à 830 m d'altitude, vue magnifique, sentiers de randonnée balisés proches, tranquillité. Nous proposons notre maison à habiter, avec trois ans de veiller, le potager à arroser et récolter. Nous cherchons en échange un lieu où loger dans un des départements suivants : 64, 65, 31 ou en Espagne proche ouest des Pyrénées. Nous avons trois enfants de 5 à 8 ans. Contacter

*Annick et Ludovic au tél : 04 75 58 09 96 ou courriel : ludovicdesbrus@yahoo.fr.*

■ **Prête appartement** à Lyon en août, dernier étage, belle lumière, belle vue, mais aussi bonne isolation contre la chaleur, en échange caresses et nourriture au chat, arrosage des plantes vertes, lieu idéal pour visiter la ville. *Ecrire à Silence qui transmettra.*

■ **Queyras.** Loue appartement T4 de juin à octobre à la semaine, 200€ toutes charges comprises, quinzaine ou mois, dans hameau de montagne. *A. de Bellefon, rue du Clos, 05460 Le Roux d'Abrès, tél : 05 62 95 21 63.*

■ **Savoie.** Loue à la semaine maison de campagne tout confort, six personnes, en Maurienne, juillet et août, lieu calme, proche de l'Italie, balade en montagne. Tél : 04 79 71 02 62.

■ **Centre Bretagne.** Loue une maisonnette (fin de semaine, semaine ou plus) au sein d'une ferme bio à vingt minutes de la mer, pour personne ayant un esprit nature. Possibilité de faire de l'équitation (deux poneys Dalmoor et Shetland), 230 € la semaine. Contacter *Fatima ou Jacques, tél : 02 98 26 38 93.*

■ **Toscane,** en bas d'un chemin de 3,5 km, dans le maquis, louons gîte rural 2+2 places, coin cuisine, salle de bain extérieure, sur notre ferme bio (oliviers, chènes liège, chèvres) près de Massa Marittima, 30 km de la mer, 250 € la semaine. *Marco et Patricia, tél : 0039 05 66 9129 62 ou 0039 33 88 07 24 30.*

## A vendre

■ Vends onduleurs occasion Emerson, en armoires, pour éolien ou photoélectrique : un de 2,5 kVA monophasé, un de 5 kVA triphasé, un de 20 kVA triphasé avec armoire de 38 batteries (valant 38 000€ en 1995). Matériel haut de gamme vendu à petit prix. Livraison possible sur l'axe Paris-Perpignan. *Alain Millerand, 45, route des Moulins, 95510 Amencourt, tél : 01 34 79 78 24.*

■ Fours à pain à vendre, de fabrication artisanale hollandaise, cylindre de 100 x 80 cm, sur trois pieds, double épaisseur de tôle galvanisée, isolée, chauffage indirect au bois, très économique (5 kg de bois pour cuire 30 kg de pain), deux plateaux tournants en ciment réfractaire, thermomètre incorporé, réglage du tirage, bac à cendres, prix : 2500 €. Visible chez *Bruno de Roissart, 10, avenue du 143e RIT, 64000 Pau, tél : 05 59 13 88 34 ou 06 84 51 35 27.*

**Gratuites :** Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

**Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

**Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.





(...) Les tenants de la décroissance se baladent dans l'économie, la politique, le social et essaient de relier tous les domaines de la vie à cette notion. Il n'est pas possible de les suivre partout pour analyser leurs points de vues et refaire le monde en quelques lignes. Contentons-nous de poser quelques jalons pour lancer le débat (...).

## La question des besoins

(...) La Terre se détériore à cause de la production-consommation. Dès lors, la solution s'impose d'elle-même : il faut une décroissance et pour qu'elle soit supportable, privilégier les relations sociales, le spirituel, la convivialité, etc. par rapport au matériel.

(...) Pour l'écrasante majorité du monde, la question des besoins fondamentaux reste posée crûment. Dans la plupart des régions du tiers-monde, cela crève les yeux. En Occident, la grande masse de la population (les ouvriers, les employés peu qualifiés, les petits indépendants, les classes moyennes, les exclus...) n'a pas ses besoins de base satisfaits, quoi qu'elle en pense elle-même.

(...) L'état actuel de la réponse à quelques besoins fondamentaux est peu élaboré et il est prématuré de passer à autre chose (style après-développement, post-industrie).

Voyons quelques exemples pour ébaucher les problèmes.

**L'alimentation.** (...) L'agriculture biologique constitue un pas en avant certain (...). Mais les machines utilisées comme le tracteur ou l'appareillage pour traire sont conventionnels avec tous les défauts habituels (pollution, matières non recyclables...), la partie administrative, la commercialisation, la communication impliquent encore et toujours des moyens conventionnels, à la base du développement capitaliste : voiture, camion, ordinateur, téléphone... Il reste à inventer, dans le domaine agricole, une mécanisation s'appuyant sur un travail collectif.

**Le logement.** Cette question est complexe : il y a l'angle matériel (matériaux utilisés, orientation, chauffage...), il y a la désertification des villes et de l'urbanisation des campagnes, il y a l'individualisation des maisons et des services connexes (de moins en moins de collectif comme la lessive, le chauffage, l'énergie, trop de chambres, trop d'isolement envers le voisinage...). La principale réponse actuelle serait la *maison écologique* avec ses solutions individualistes, qui implique trop souvent un gaspillage (grandes maisons isolées, en dehors des villes), c'est-à-dire multiplication du matériel, nécessité de la voiture, de nouvelles infrastructures...

**La démocratie.** La plupart des gens n'ont pas le temps de prendre leur destin en charge, ils délèguent à des responsables politiques ou syndicaux ou à des comités divers. L'expérience des associations et entreprises alternatives n'ouvre pas de nouvelle voie : schématiquement, on constate que de petits groupes parviennent à fonctionner démocratiquement (petites associations, petites coopératives...), non les grands groupes. (...).

## La question de l'économie

Les partisans de la décroissance soutenable se rebellent contre l'impérialisme économique et veulent que le social et le politique soient à l'avant-plan. Considérant que le capitalisme et le socialisme ont fait faillite, ils s'inspirent de Gandhi et d'autres sages.

Les révolutionnaires de 1789 ne se battaient pas pour augmenter les profits des entrepreneurs, même les plus modérés d'entre eux espéraient conquérir l'égalité, la fraternité et la liberté (...).

Les premiers socialistes et les communistes révolutionnaires ne luttaient pas pour le développement ou la croissance économique, ils visaient bien plus haut (...).

La réalité en a décidé autrement (...).

Considérer que le développement est typique d'un esprit occidental, c'est faire bon marché du Japon ou de la Corée, de l'évolution de la Chine et de l'Inde, bref c'est négliger que le trait commun et essentiel du développement actuel est le capitalisme (...).

## Les solutions

Les partisans de la décroissance prônent la frugalité, la vie simple. L'exemple de la communauté Borie Noble est présenté dans la revue *Silence* : deux voitures pour onze permanents, un téléphone, un télécopieur, une hache et non une scie électrique, pour couper le bois en silence et sans se presser. D'autres articles font l'apologie de la pièce froide en lieu et place du frigo, du balai plutôt que de l'aspirateur, du vélo, des longs repas. L'austérité est supportée grâce à l'épanouissement de relations sociales conviviales.

Certaines de ces mesures ne sont pas sans intérêt (...). Le problème est qu'elles sont présentées comme la solution aux maux actuels, puisqu'il s'agit de raisonner à l'échelle planétaire. Or, les agissements qui en découlent n'ont nullement la portée espérée.

Admettons qu'un grand nombre de personnes adoptent un mode de vie semblable à celui de la communauté. Il faut toujours produire des voitures, des téléphones, donc aussi de l'acier, du plastique, etc., tout ce qui constitue les sources de profit du capitalisme et qui pèse sur l'humanité et sur la nature. A l'échelle de la planète, on atteindrait encore des quantités astronomiques de véhicules et d'autres appareils. Ce qui signifie qu'on n'a rien résolu quant

au fond. Même en produisant tout de manière artisanale, le pillage des ressources se poursuivrait.

(...) Les partisans de la décroissance mettent au second plan la nécessité de cette nouvelle production, ils croient qu'elle surgira naturellement, pacifiquement et s'imposera d'elle-même. Lorsque les partisans de la décroissance tentent de dessiner une économie alternative, ils tombent dans la banalité. Le modèle économique suggéré comporte un mélange d'économie de marché avec de petits artisans et petits commerçants, des investissements publics et privés pour des équipements et des services publics de base. On ne touche ni aux multinationales ni à la concurrence, et on espère un changement fondamental ? (...)

## Le socialisme ?

(...) Si la production alternative se développe à une large échelle — ce que nous espérons — il y aura croissance d'un côté, décroissance (de la production nuisible) de l'autre.

La situation dramatique du tiers-monde ne sera surmontée que par une croissance alternative colossale pour répondre aux besoins de base. Il en résultera probablement une croissance à l'échelle mondiale.

Oui. Mais après, ce sera sans doute la décroissance. D'accord, mais quand ? Pour le moment, c'est imprévisible.

Le développement de l'alternatif implique entre autres le remplacement progressif de la production nuisible actuelle et l'atténuation progressive des divisions du travail : les ordinateurs, les moyens de communication et de transport, les médicaments, les machines, les habitations, l'organisation du travail, etc., tout est marqué du sceau du capital et contribue à bien des égards aux dégâts infligés à la nature et aux humains (qui font partie de la nature, évidemment).

(...) Le mode de vie alternatif, tel qu'il s'ébauche actuellement, sera simple, exempt de gaspillages. (...) Rien ne permet de croire que ce long processus se déroulera pacifiquement (...), l'histoire de l'humanité penche plus vers la violence que vers la négociation, de nombreux événements récents le confirment malheureusement encore. Qui peut imaginer les soubresauts de l'économie capitaliste confrontée à ses propres contradictions (...), aux assauts des alternatifs, mais aussi à d'autres courants comme les terroristes de tous poils ? (...) Et si les populations du tiers-monde parviennent enfin à conserver leurs ressources pour leurs propres besoins — que deviendra l'Occident capitaliste ?

(...) L'idée (anarchiste) de créer une société autonome (...) à côté de la société capitaliste est actuellement utopique. Si l'Irak de Saddam Hussein dérangeait, que dire de la société autonome ? (...) Mais cacher ou ignorer :

1) que l'essentiel de l'alternative reste à trouver,

2) que le processus sera long,

3) que les conflits seront complexes et impitoyables,

indique le peu de sérieux que les partisans de la décroissance attachent à l'aspect constructif de l'alternative.

## Quelle base sociale ?

(...) La solution de facilité prônée par des partisans de la décroissance est de compter sur les exclus de la société capitaliste (...). Le public se tournant vers une alternative (nourriture biologique, éco-construction...) appartient pourtant essentiellement aux classes moyennes, liées parfois étroitement aux ressorts du capitalisme. Qu'en est-il des tenants de la décroissance ? (...)

Qu'une partie des classes moyennes se détourne, même partiellement, du mode de vie dominant est extrêmement positif, cela permet notamment un démarrage de toutes sortes de projets (banque alternative, agriculture biologique, éco-construction, produits d'entretien, habillement écologique, etc.), premier pas vers une autre production-consommation. Qu'une frange de ceux qui optent pour un certain changement se radicalise en prônant la décroissance et une vie frugale a également un aspect positif... à condition de ne pas présenter cela comme un programme alternatif universel ! (...)

## Le radicalisme écologique

(...) La campagne *décroissance soutenable* est une réponse du tac au tac au productivisme. (...) A la croissance, nous opposons la décroissance, à la consommation, la frugalité.

Le radicalisme est visible : au lieu de partager le gâteau, cette fois, on le réduit ! Ce qu'on met en avant est une nouvelle forme d'adaptation au capitalisme et on laisse à l'arrière-plan (ou on oublie) la préparation d'une alternative au capitalisme. Mais, rétorquera-t-on, nous encourageons aussi l'alternatif, puisque nous commençons à consommer autrement. Dans une certaine mesure, oui, c'est vrai, mais si l'on est conscient du niveau atteint par l'alternatif, on sait qu'on ne peut pas encore vraiment consommer autrement, qu'on se trouve seulement dans les premiers balbutiements de l'alternative (...). Le combat à mener à l'échelle planétaire est bien plus large, plus difficile, plus émancipateur que celui entamé par les partisans d'une décroissance soutenable.

**Michel Nejszaten** ■  
Belgique.



# Courrier

## Eh, les Blanche-Neige, faut pas s'endormir !



Deux pages dans la partie «femmes» de *S!lence* (n°307), pour dire que le féminisme est mort et pour finalement nous affirmer que, nous, les femmes françaises, de classe moyenne, ne sommes pas si mal loties comparées à nos consœurs du tiers-monde, que c'est beau et courageux de faire des enfants et s'arrêter de travailler pour s'en occuper et s'épanouir dans les tâches ménagères ! On croirait lire la revue canadienne «*La bonne fermière*» (voir *Histoire des femmes en Occident*, Georges Duby et Michelle Perrot, éd. Plon, 1992) qui critiquait fortement le mouvement d'émancipation des

femmes qui allaient travailler en ville et délaissaient les campagnes et la famille : «*Qu'ils soient donc flétris les partisans de l'émancipation féminine qui ne cherchent qu'à briser le bonheur des familles en arrachant l'âme au foyer, l'épouse à son mari, la mère à ses enfants. Ils sapent à la base l'édifice social qu'ils prétendent améliorer*».

Je suis d'accord avec Madeleine Nutchey pour critiquer le travail dans tout ce qu'il a d'absurde, mais pas pour retomber dans l'aliénation de la femme au foyer ! Beaucoup de personnes souffrent au boulot à se rendre malades, mais le travail rémunéré est un des facteurs d'émancipation des femmes et reste à ce jour le moyen de leur autonomie et de leur liberté. Choisir de ne pas travailler est un luxe que toutes les femmes ne peuvent pas s'offrir (...).

Les femmes qui travaillent sont à 60 % employées et ouvrières. Comme on le voit, la classe moyenne est loin d'être la classe d'appartenance des femmes en général.

Le tiers des femmes salariés occupe un emploi à temps partiel et parmi elles, 13 % sont en situation de sous-emploi. De ce fait, l'écart de salaire entre les hommes et les femmes est de 25 %. Le taux de chômage des femmes est supérieur à celui des hommes. Les femmes sont plus touchées par la paupérisation du fait du sous-emploi et du chômage.

Les femmes s'arrêtent de travailler pour élever leurs enfants par choix, certes, mais aussi parce que les structures d'accueil des enfants ne sont pas suffisamment nombreuses et adaptées à la fameuse conciliation vie familiale-vie professionnelle, dont beaucoup de politiques nous ont rebattu les oreilles sans lever le petit doigt pour la mettre réellement en œuvre !

(...)

Un petit point maintenant sur le travail domestique défendu comme un travail noble et utile. Utile, oui bien sûr ! Personne n'aime vivre dans le désordre et la saleté, et au quotidien un certain nombre de tâches s'impose aux habitant-e-s de la maison : je propose que les lectrices et les lecteurs fassent le test du «qui fait quoi dans la maison ?» (tâches et temps de travail).

Courses, préparation des repas, vaisselle, lavage du linge, étendage, repassage, rangement du linge, ravaudage des chaussettes, faire les lits, changer les draps, trier le linge de maison été/hiver, lustre les cuivres et l'argent, passer l'encaustique sur les meubles, faire le ménage ! Là, là : balayer, passer l'aspirateur, serpillier le sol, cirer les parquets, enlever les toiles d'araignées au plafond, nettoyer à fond le four de la cuisinière, dégraisser la hotte aspirante au-dessus de la gazinière et en profiter pour nettoyer les brûleurs, récurer la douche, la baignoire, le bidet, les WC. Trier les poubelles et les monter ou les descendre, faire le vide de temps en temps des vieilleseries que l'on stocke (pot de confiture, yaourts, papiers, etc.), faire des cartons, aller les déposer à la déchetterie ou autres lieux de récupération, dépoussiérer les bouquins de la bibliothèque. J'oubliais le nettoyage des vitres, aérer les couettes... Et je dois encore en oublier !

(...)

Le travail domestique demeure une prérogative féminine : de génération en génération, les jeunes filles sont bien éduquées à tenir leur ménage ! (La législation «Camille Sée» en 1880 enseignait les filles dans ce sens en France, idem en Inde aujourd'hui fait remarquer Madeleine Nutchey. Tiens, ce serait universel ?).

80 % du travail domestique est encore réalisé en moyenne par les femmes en 1999 selon les statistiques de l'Insee. Dans un couple dont

## Décroissance et niveau de revenus



(...) Après avoir lu les articles sur la décroissance, je trouve que cela engendre de la culpabilité par suite du décalage entre nos idées et nos moyens.

Quid par exemple de tous les minima sociaux comme moi (600 € par mois) qui manquent de moyens pour suivre vos idées... qui sont aussi les miennes. Car avec si peu, ne croyez-vous pas que je suis malheureusement bien contente de pouvoir trouver de la farine et de l'huile dans le supermarché discount de mon quartier ? Je n'ai pas les moyens de faire autrement.

En matière d'habillement, les produits exotiques ne sont même plus à l'ordre du jour : pas de budget pour cela. Je me fournis en vêtements d'occasion à la Croix-Rouge ou au Secours catholique ! Je n'ai pas de quoi m'offrir des vêtements neufs, avec le plaisir qu'engendre d'inaugurer sur ma peau un tissu vierge, un vêtement qui n'aura pas transporté avant moi des sueurs, des tristesses, des usures, de la crasse... Quand on me dit d'acheter local, à des artisans, c'est inconcevable pour moi de payer des sandales en cuir sur le marché. Certes, sur ce lieu, je me fournis en légumes de producteurs du coin... mais pas chez le bio. C'est hors de ma portée ! Je dois (une fois de plus) me contenter de navets ou carottes pollués d'insecticides.

A force de lire vos articles où sont développées toutes ces idées, que j'approuve, je me demande à vrai dire à quelles classes sociales ils sont destinés.

Certes, nous roulons à vélo, et peinons avec les horaires de cars si peu nombreux, pour nous déplacer. Nous allions enfin nos idées avec notre manque de moyens : pas de voiture...

Le salaire n'est pas pour moi avec de tels revenus : je dois me contenter de mon chauffage électrique en HLM ! Je n'ai pas les moyens de me loger dans une petite maison pour faire mon potager : les loyers par ici équivalent à la totalité de ma pension !

Bref, pour vous suivre dans vos idées, quel est le revenu mensuel de vos lecteurs ? Certainement pas RMIistes ou CES.

**Sylvie Nowak**

Ardèche.

*S!lence : si des lecteurs veulent répondre. Pour notre part, les salaires à S!lence sont de 1000 € par mois (pour 27 h 30 par semaine) et nous aussi nous avons nos limites.*

les deux conjoints travaillent, le temps consacré au travail domestique journalier est de 4h07 pour la femme et de 2h12 pour l'homme.

Bonjour l'égalité dans le couple !

La différence biologique entre les hommes et les femmes a toujours été avancée pour expliquer la différence de comportements entre les deux sexes et inférioriser les femmes. Ainsi, les femmes dont le programme biologique serait la maternité, développeraient de façon naturelle des qualités fondamentalement tournée vers la vie, l'amour et le foyer. Youpi ! Cette naturalisation du social a justifié jusqu'à maintenant la place des femmes dans la maison, auprès des enfants.

(...)

Je vois là une sorte de permanence historique, un archétype, dont nos représentations sociales ne se sont pas départies. Cette vision de la femme fonctionne encore très efficacement en contradiction avec la réalité.

Bouger cette représentation sociale est encore et toujours le combat des femmes qui se heurtent en permanence à une ségrégation sociale verticale et horizontale dans le travail et le politique.

Je n'ai pas l'intime conviction que les femmes aient acquis enfin une place égale à celle des hommes dans notre société et la proposition de Madeleine Nutchey peut être à double tranchant (...)

**Mary Jamin** ■  
Haute-Garonne.

## Tous drogués



C'est en tant que producteur-consommateur de cannabis et ancien dealer de banlieue parisienne que je me permets de vous écrire.

Je ne vais pas vous parler ici des effets pervers de la prohibition bien qu'il y ait à ce sujet bien des choses à dire, mais



DR

je tenais à signaler certains dangers (autres que sanitaires) que l'on oublie souvent lorsque l'on parle des problèmes du cannabis.

1. Pour les adolescents en pleine construction de leur personnalité le cannabis ne peut être que perturbateur pour ceux qui sont déjà un peu instables.
2. Consommer du cannabis implique d'en acheter (si l'on n'a pas la chance de le produire soi-même), et par conséquent d'entrer dans un certain milieu. Milieu vaste et varié où l'on trouve évidemment le meilleur comme le pire. Vite fait on entre en contact avec d'autres produits (je ne dis pas ici qu'il y a escalade mais simplement que l'on multiplie les occasions de faire de nouvelles expériences), mais aussi d'autres business (came, extasie, clope et alcool de contrebande, hi-fi, vidéo etc.). Croyez-moi, c'est tentant.
3. On finit par s'habituer (ou pas, d'où une paranoïa très répandue) à la clandestinité, à éviter les flics, à les voir comme des ennemis etc.
4. Si l'on devient un consommateur régulier, on a rarement les finances qui suivent. On se met alors à dealer un petit peu, pour des potes, pour les autres... On se rembourse ainsi notre consommation personnelle. Au-delà du risque de la prison, ce que l'on rencontre alors, c'est un libéralisme comme Madelin lui-même n'oserait l'imaginer où les tricheries deviennent monnaie courante et la confiance extrêmement rare. Je défie tout consommateur/dealer régulier de m'affirmer qu'il n'a jamais roulé personne et/ou qu'il ne s'est jamais fait rouler. On roule parfois même ses potes, c'était mon cas et celui de tous les dealers que j'ai connus. Ô évidemment pas vraiment pour être un salaud ou pour s'enrichir, mais si le dealer s'est fait lui-même avoir (quantité, qualité, prix), il répercutera cela sur ses clients, ainsi tout le monde se fait tromper, et pas moyen d'aller porter plainte au commissariat. C'est un vrai nid à embrouilles... Voilà c'était juste ma petite contribution à la discussion. En vous remerciant pour votre travail, pour les tempêtes sous les crânes et les idées que vous suscitez.

**Piero ■**  
Lot.

## Religion et pédophilie

Marc Dutroux le Belge nous a permis de façon dramatique de révéler enfin les «non-dits» de notre société que nous subissons depuis si longtemps.

Je suis né en 1950 à Marvejols. Lorsque j'étais âgé de 8 à 11 ans, j'ai subi la pédophilie du frère, directeur de «l'éducation chrétienne» qui avait lui, à peu près, l'âge de mon père. Il m'invitait dans son bureau/chambre et m'embranchait sur la bouche, puis me rémunérait

## Libération, chien de garde

Suite à la lettre d'Yves François à *Libération* (*Silence* n°308), j'aimerais y apporter une suite. Etre déçu et choqué par ce journal serait mal le connaître, du moins son directeur Serge July qui n'a pas honte de dire «Tout m'a profité» (cité par Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, éd. Agone).

La question de la responsabilité dont parle Yves François me paraît la plus importante.

J'étais aussi ce jour-là, à Creys-Malville, par cette matinée pluvieuse, triste et sanglante (ndlr : manifestation contre Superphénix, le 31 juillet 1977).

Si je m'interroge encore sur la responsabilité de ceux qui appelèrent à cette manif, je m'interroge encore autant sur la mienne et sur celle des 60 000 personnes qui suivaient.

Il serait temps de comprendre que notre émancipation ne pourra émerger que de notre propre organisation, sans intermédiaires et délégation de pouvoirs.

En d'autres termes, partis et syndicats, et leurs chiens de garde ci-dessus, s'étant compromis pour temporiser et gérer le capital, il s'agira de savoir si nous voulons une bonne fois nous en passer.

**Jean-Claude Bouchet ■**  
Hérault.

avec des fournitures scolaires. Il faisait la même chose avec l'un de mes copains, allant jusqu'à lui caresser le pénis. C'est pendant notre adolescence que notre amitié nous a permis de nous faire part de ce qu'il nous avait fait subir.

En classe de sixième, j'étais au 'petit séminaire' de Marvejols et un abbé/professeur d'anglais me recevait régulièrement dans son bureau/chambre pour me faire, selon les directives de l'institution, un examen de conscience. Il ouvrait ma bragette et me caressait le pénis avec «dévotion» (?). Par chance pour moi, en 1965 ou 1966, la revue *Hara-Kiri* parut enfin. J'étais très sensible à cette revue, provocante à l'époque. Je remercie le professeur Choron, Cavanna, Reiser, etc. J'osais alors le sortir pendant un cours de ce professeur, qui pris la chose très mal et m'administra une violente gifle. Je quittais impulsivement la salle de classe en le traitant de salaud, insulte équivalant à un péché mortel à l'époque. Cet incident provoqua en lui une grande peur d'être dénoncé publiquement et je m'installais sans difficulté aux cours suivants au fond de la classe en signe de boycott. Ceci explique la faiblesse de mon niveau en anglais. J'eus l'occasion de me plaindre de l'abbé pédophile auprès de l'aumônier des scouts, groupe dont je faisais partie, mais sans résultat. Cet homme est toujours à Marvejols. Il est bien vieux maintenant et nous continuons à nous saluer dans la rue...

Benoît, mon fils aîné, certainement influencé par mes parents et par ses copains, demanda en 1982, à l'âge de 7 ans, à se faire baptiser. Nous avons respecté son choix. L'année d'après, Armelle, ma fille cadette, voulut également se faire baptiser. Je l'accompagnai rencontrer le curé de la paroisse de Marvejols. A la fin de l'entretien, celui-ci la prit (affectueusement ?) sur son épaule de façon paternelle (?). Armelle, 7 ans, a-t-elle trouvé ce geste excessif ? Je sais seulement qu'elle s'est raidie et que, après cette réaction physique, elle a renoncé à sa démarche en vue du baptême. Thomas, mon troisième enfant, n'a pas demandé à se faire baptiser.

André Malraux a dit : «Le troisième millénaire sera spirituel ou ne sera pas». Je pense que la spiritualité commence à prendre le pas sur les religions chauvines, crétiennes, sado-maso, les intégrismes et les sectes.

**Vianey Malige ■**  
Lozère.

## Argent et richesse

Pour poursuivre le débat avec Olivier Liétard (n°307) qui répond à ma lettre (n°303), (...) je voudrais signaler que l'argent n'est pas seulement un outil d'échange, mais aussi un moyen de percevoir les impôts pour les dieux ou les rois. Il existe bien des formes d'échanges conviviaux comme dans les SEL, dans l'Argentine en crise ou dans l'Espagne libertaire, mais l'argent fusse-t-il convivial n'est pas une garantie contre l'accumulation de richesse.

Olivier Liétard écrit que «l'accumulation de l'argent n'est rentable que dans les économies de type capitaliste».

L'arrivée du capitalisme est récente dans l'histoire ; les dieux et les rois (mais pas seulement eux) ont accumulé des richesses bien avant.

L'exploitation n'est pas née avec le capitalisme mais avec l'apparition de l'agriculture et l'invention du travail. Ceux qui ont accumulé des richesses (et de l'argent) ont certainement eu de bonnes raisons pour le faire, même si cela n'était pas «rentable».

**Daniel Haber ■**  
Espagne.



## Paysans, de la parcelle à la planète

Estelle Deléage

Ed. Syllepse

2004 - 248 p. - 20 €

En 1997, le Réseau agriculture durable (Rad) fut constitué de manière officielle : il regroupe aujourd'hui plus de 2000 éleveurs en Basse-Normandie, en Bretagne, dans les Pays de la Loire, en Poitou-Charentes. Certains de ses fondateurs avaient entamé la critique du plan Marshall et de la politique agricole commune depuis plusieurs décennies, et un bon nombre sont issus de la Confédération paysanne.

Pour situer le contexte dans lequel s'est créé le Rad, l'auteur nous entraîne à travers les siècles et nous propose, en digne héritière du Mauss, un parcours socio-anthropologique du monde agricole. Elle se retrouve, par exemple, à critiquer le découpage et la maîtrise du temps effectués dans le but de rationaliser pour maximiser les volumes de production. Cette accélération des rythmes de production dont découle un affranchissement des contraintes liées à l'espace car «plus le capital est développé, plus vaste est le marché où il circule».

Les propos d'Estelle Deléage, souvent dénonciateurs, veulent insister sur la mainmise de certaines structures, comme la FNSEA, sur toutes les filières de production agricole. Mais son ouvrage ne s'arrête pas là : il frôle le pamphlet révolutionnaire, appelant à construire une nouvelle société dans laquelle les liens sociaux, la qualité du travail accompli prennent le pas sur l'industrialisation de la production alimentaire et les pollutions,

qu'elles soient chimiques ou génétiques. C'est pourquoi le titre de son ouvrage appelle à une production «parcellaire» plutôt qu'à une industrialisation mondialisée de l'agriculture, à une autonomie ali-

mentaire et à une indépendance financière, à des prises de positions politiques locales couplées à des échanges culturels internationaux comme avec la coordination

des syndicats paysans Via Campesina. Pour Estelle Deléage, «la recherche de l'autonomie correspond au refus d'un développement sans limites du système agro-industriel et d'une bureaucratisation excessive du système étatico-professionnel car ceux-ci engendrent ce qu'Ivan Illich a nommé «contre-productivité».

Le plus étrange dans cet ouvrage, c'est qu'au vu des revendications des agriculteurs du Rad et de la position anti-productiviste de l'auteure, l'agriculture bio ne semble pas avoir son mot à dire. Cette étude reste tout de même très critique envers le système productiviste et elle pose les bonnes questions. C'est seulement dommage qu'elle se trompe de solution en voulant promouvoir ce pis-aller qu'est l'agriculture raisonnée. Néanmoins, cet ouvrage n'en reste pas moins à dévorer, car ses approches historique et socio-anthropologique de la société agricole sont très intéressantes. JP.

## Petit précis de révolte élémentaire

Anne Carpentier

Ed Albin Michel

2004, 192 p. - 15 €



Les journalistes d'un petit hebdomadaire du Lot ne se sont pas arrêtés à savoir, ils ont aussi cherché à en savoir davantage, puis ils ont eu le courage de publier ce

qu'il en était, au risque de leur emploi, de leurs biens, peut-être de leur vie. Ils n'ont pas trop hésité à placer dans leur collimateur et leurs colonnes les comportements d'intouchables traditionnels : huissiers, banquiers, procureurs et autres magistrats, élus et autres potentats. Sans compter les avocats qui ont remis au vestiaire des comportements suranés ce qui faisait la vertu et l'honneur de leur profession pour enfilet le treillis de gardes-chiourmes d'intérêts trébuchants. Tous qui se prétendent au service de la collectivité, de l'Etat aux consommateurs, et ne font que s'en servir pour leurs profits

## NOUS MONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Art-thérapie, l'artiste compagnon de voyage**, Marie-Claude Joulia, Vladimir Mitz, éd. L'Harmattan, 2003, 216 p. 18,30 €. Au départ Marie-Claude Mitz, artiste plasticienne, a choisi de travailler dans un hôpital psychiatrique. En 1975, c'était une démarche inédite. Depuis l'art-thérapie qui consiste à essayer de soigner en proposant des activités artistiques s'est développée. Ce livre montre comment peut se créer un lien entre l'artiste et le thérapeute.

■ **Soyez libre là où vous êtes**, Thich Nhat Hanh, éd. Dangles, 2003, 80 p. 8 €. Pensée d'un moine zen vietnamien.

■ **On m'appelle à régner**, sous la direction de Fenneke Reysoo et Christine Verschuur, éd. IUED Genève, 2003, 258 p, sur demande. Compte-rendu d'un colloque sur la mondialisation, les pouvoirs et les rapports de genre.

■ **Les vendeurs de la presse SDF**, Cédric Frétegné, éd. L'Harmattan, 2003, 210 p. 17,50 €. Au cours des années 90, les journaux vendus par les SDF se sont multipliés. Aujourd'hui, on peut constater que seuls certains ont survécu. L'auteur a mené une enquête à trois niveaux : ceux qui lancent ces revues, ceux qui les diffusent, ceux qui les lisent. Intéressant.

■ **Ateliers d'écriture, un outil, une arme**, Thierry Maricourt, éd. L'Harmattan, 2003, 280 p. 17 €. Auteur de nombreux romans, de recueils de poésie, de livres pour enfants et d'essais, Thierry Maricourt anime de nombreux ateliers d'écriture auprès de personnes en difficulté, d'illettrés, d'analphabètes, d'enfants, de détenus... Il essaie d'analyser là ce qui le motive dans cette démarche et montre comment appréhender l'écriture peut être un moyen de lutter contre l'exclusion.

■ **Libres enfants de Summerhill**, Alexander S. Neil, éd. La Découverte, 2004, 464 p. 13 €. Ce livre est sorti initialement en 1960 en anglais pour présenter l'expérience de l'école de Summerhill, école autogérée fondée en 1921 près de Londres et qui existe encore aujourd'hui, mais est devenue très huppée. Son fondateur, psychanalyste, a essayé de mettre en pratique les idées alternatives face à l'école traditionnelle soucieuse d'instruire mais pas d'éduquer. Publié en français pour la première fois en 1970, puis réédité en 1985, il est de nouveau disponible et passionnera tous ceux et celles qui se posent des questions sur l'éducation alternative.

■ **Jardins de fleurs, jardin bio**, Brigitte Lapouge-Dejean, éd. Terre vivante (Mens), 2004, 220 p. 30 €. Comment concevoir un jardin ornamental entre plantes vivaces, arbustes et fleurs d'une saison. Richelement illustré.

■ **Réagir, agir, s'engager**, Francesca Lungheretti, éd. Chiron, 2003, 206 p. 17,50 €. Ce livre porte comme sous-titre «guide pratique des associations militantes». Un titre pour le moins mensonger : on y trouve présenté seulement une soixantaine d'associations et en dehors du tourisme dit équitable, deux seulement ne sont pas en Ile-de-France. Une méconnaissance quasi totale de ce qui se passe en dehors des associations de solidarité internationale.

■ **Le combat pour la Palestine**, sous la direction de Lance Selfa, éd. Parangon, 2003, 212 p. 15 €. Textes de réflexion sur la situation palestinienne. Si l'on peut être d'accord que la base de toute réflexion doit être la notion de justice pour le peuple palestinien, l'idée d'arriver à un seul Etat laïque et démocratique sur l'ensemble constitué aujourd'hui par Israël, Gaza et la Cisjordanie pose d'autres questions. Mais est-ce plus irréaliste que de vouloir faire un Etat palestinien viable en deux morceaux, cernés par un mur ? Les auteurs insistent sur le rôle prépondérant des Etats-Unis dans ce conflit sans fin. Les Etats-Unis utilisant Israël comme moyen de pression sur les Etats arabes, il ne faut pas s'étonner si le conflit est perpétuel. Si la dénonciation de la situation d'apartheid actuelle est juste, on regrettera une analyse marxiste parfois manichéenne.

■ **Le virage à droite des élites politiques québécoises**, Jacques B. Gélinas, éd. Ecosociété (Montréal), 2003, 246 p. Essai pour comprendre comment la quasi-totalité de la classe politique québécoise a basculé du côté du néolibéralisme. Très québécois.

■ **Du mépris au respect mutuel, clés d'interpénétration des enjeux autochtones**. René Boudreault, éd. Ecosociété (Montréal), 2003, 220 p. On connaît du Québec surtout ses revendications d'autonomie vis-à-vis du Canada, mais au sein de la belle province, les Québécois ne traitent-ils pas les peuples autochtones comme le font d'eux les Canadiens ? L'auteur tente dans cet ouvrage d'ouvrir les yeux aux lecteurs pour qu'ils sortent des clichés habituels sur les peuples indigènes. Un travail salutaire.

## Néoruraux, vivre autrement

Anne Attané,  
Katrin Langewiesche,  
Franck Pourcel

Ed. Le Bec en l'air

(04100 Manosque)

2004 - 140 p. - 24 €

Anne Attané et Katrin Langewiesche sont ethnologues, Franck Pourcel est photographe. Ils ont rencontré pendant deux ans des néo-ruraux de la région de

d'autant plus méprisables qu'ils ponctionnent les plus faibles de ses membres, sans scrupules de s'attaquer à ceux qui ne savent ou ne peuvent se défendre.

Un livre qui devrait disqualifier à perpétuité tous ceux qui parlent de la France d'En-Bas et montrent qu'ils ne se sont jamais beaucoup penchés.

Ce livre est un remède contre la frilosité et il montre qu'améliorer le monde, au moins le faire moins pire, est à notre portée à tous, tant que nous ne nous résignons pas à l'inacceptable quotidien, ce qui passe par ce qu'on lit comme par ce qu'on vote. Michel Guérin.



# La grande mascarade

## Ces multinationales qui lavent plus vert

Sous la direction d'Eveline Lubbers- Ed. Parangon (Lyon) - 2003 - 236 p. - 20 €

En 1992, au sommet de Rio, Greenpeace lance le terme de «greenwashed» (nettoyage vert) que nous traduisons souvent par «peinture verte» pour dénoncer une soi-disant mesure en faveur de l'environnement prise par une grande société. Dix ans après, les auteurs de ce livre, traduit de l'anglais, présentent comment s'effectue le discours des transnationales : de la poudre aux yeux dans la communication et la poursuite des affaires par derrière. Les analystes de ce livre montrent aussi que bon nombre de fois des associations écologistes se font piéger par ces démarches. Ainsi, le WWF s'investit dans la certification du bois durable pour les JO de Sydney en 2000 et découvre qu'il a passé un accord avec un gros destructeur de marais et de mangroves. Ainsi BP annonce qu'il se lance à fond dans le solaire pour lutter contre la menace climatique mais bien évidemment poursuit l'essentiel de ses activités dans le pétrole, avec la collaboration de nombreuses dictatures ou groupes paramilitaires. Pendant que Greenpeace empêche Shell d'immerger une plate-forme pétrolière, la même multinationale obtient au Nigeria la pendaison des opposants dont le prix Nobel Saro-Wiwa. La même Shell finance le projet pédagogique du WWF en Nouvelle-Zélande... les animateurs du WWF affichent le logo de la marque sur leurs vêtements pendant leurs interventions ! Le même WWF a son conseil d'administration dirigé par un dirigeant d'une compagnie aérienne AirNewZeland, elle-même sponsor de l'association. En Australie, c'est une compagnie minière qui finance le WWF. Comment s'étonner ensuite de voir des revues «écologistes» offrir des billets d'avion comme prix dans des concours ? Les campagnes de boycott peuvent être efficaces comme ce fut le cas aux USA contre une marque alimentaire dépendant d'un géant du tabac. Si les retombées financières directes ont été faibles (de l'ordre de 1%), cela a été suffisant pour que les jeunes diplômés ne souhaitent pas travailler dans une telle entreprise... et la société a vu ses valeurs boursières baisser sérieusement. Devant la peur de telle campagne, les multinationales ont recouru à l'espionnage comme le raconte un des auteurs à propos du procès contre le groupe anti-MacDo de Londres. Autre affaire d'espionnage : Exxon embaucha une compagnie de détectives pour discréditer les écologistes qui dénonçaient la pollution par l'Exxon Valdez, échoué en Alaska. Les agences de surveillance des sites internet font fortune en offrant leurs services aux multinationales, proposant par exemple d'envahir certains sites avec des téléchargements pour les bloquer comme ce fut le cas du site d'information sur les méfaits de l'aspartame, un sucre artificiel commercialisé par Monsanto. Des journalistes expliquent comment certains groupes radicaux sont infiltrés pour être ensuite discrédités ; cela va même jusqu'à la naissance de fausses associations écologistes pour lancer des fausses pistes. Ainsi, en Allemagne, Monsanto a mis en place le groupe *Waste watchers* (les surveillants de déchets) qui dénonce l'accumulation des déchets... par la faute des écologistes qui refusent les incinérateurs ! Une autre association anti-oléolienne a vu le jour en Allemagne avec d'importants fonds. Après enquête, il s'avère que celle-ci a été financée au départ par l'industrie de l'aluminium... qui produisait des pièces pour les centrales électriques alors que l'aluminium n'est pas ou peu utilisé dans l'éolien. Des renforts sont venus ensuite des entreprises sous-traitantes du nucléaire (on peut penser qu'en France, on assiste actuellement à la même chose...). Le livre se termine par le récit de quelques campagnes militantes qui ont su faire face à ce genre de campagne de peinture verte. On regrettera simplement l'absence d'une post-face sur la situation française. MB.

Forcalquier, installés dans la région entre 1970 et 1985. De ces rencontres, ils ont réalisé ce livre. Les photos sont superbes, intimes et émouvantes. La maquette est parfaite. Par contre le lecteur de S!ence risque d'être un peu déçu par le texte, extrêmement succinct (une vingtaine de pages) et qui reste sagement dans les généralités. MB.

## L'Afrique au secours de l'Occident

Anne-Cécile Robert  
Éd. de l'Atelier  
2004, - 160 p. - 16 €

Cet ouvrage a pour but de valoriser la «présence que l'homme noir apporte au monde». C'est à une re-découverte de l'Afrique à laquelle nous invite l'auteure. Des

explorateurs aux tiers-mondistes, des anthropologues aux ONG, elle nous présente les forces colonisatrices qui ont pris d'assaut ce continent. Ce continent qui, aujourd'hui selon l'auteure, pourrait être un vivier d'alternatives face à la mondialisation économique. Car, il s'agit ici «de constater que 'à moitié victimes, à moitié complices' ces populations n'ont pas contribué avec la même autonomie que d'autres à la marche du monde et à la construction de leur destin». C'est une critique du délire uniformisateur de l'Occident capitaliste qui est ici dénoncé, sans tomber dans une idéalisation des sociétés africaines. Ce que l'auteure propose ce serait plutôt des pistes de réflexions que devraient suivre les «Occidentaux», car les sociétés africaines qui «travaillent à contre-courant de l'ordre capitaliste et de ses principes directeurs, pourraient être le levier d'une remise en cause de la mon-

dialisation libérale». A condition que les règles du jeu ne soient plus fixées par les Occidentaux, à travers l'OMC, le FMI et la Banque mondiale. Cet ouvrage est un appel à l'ouverture, à aller vers l'autre, à l'accepter et à s'enrichir d'autres visions du monde et de la vie en société... Ce n'est surtout pas une appropriation économique des cultures et des savoir-faire existants à laquelle nous sommes conviés. JP.

## L'imagination dérobée

R. Creagh  
Éd. Atelier de Création  
Libertaire (Lyon)  
2004 - 216 p. - 14 €

C'est à la découverte d'une imagination qui nous a été dérobée par les pouvoirs en place depuis plusieurs siècles, à laquelle nous

convie l'auteur.

Nous parlerons de l'architecture des villes qui dirigent non seulement nos pas mais aussi nos rapports avec autrui dans des labyrinthes froids et peu encourageants à la flemme, à la rencontre et aux plaisirs de vivre la ville et à se l'approprier. Nous étudierons également l'utopie et pourquoi sa définition a été galvaudée afin de limiter nos espoirs en un monde meilleur. Vous ressortirez de la lecture de ces chapitres indépendants mais formant un tout, peut-être pas encore totalement libre et indépendant mais avec quelques idées supplémentaires sur les méthodes employées par les uniformisateurs de la pensée, par les étouffeurs de l'imagination. A travers ce livre ce sont quelques clés pour tenter une évasion individuelle et collective qui vous sont proposées. J.P.

## Avec le temps...

Suzanne Weber  
Ed. Libertaires (Saint-Georges-d'Oléron)  
2003 - 264 p. - 12 €

Avec le vieillissement de la population, se développe un racisme anti-vieux (on attend encore une incupation pour les 15 000 morts de l'été 2003). Les vieux coûtent cher

à la Sécurité sociale... pour laquelle ils ont cotisé pendant quarante ans. En Angleterre, les appareils de réanimation sont réservés aux moins de 70 ans. Priorité aux jeunes qui font tourner la machine économique. Bien sûr, les vieux consomment, mais pas assez. Pourtant, il y a une vie après la retraite, parfois fort longue et bien remplie. Mais on fait de plus en plus de distinction entre le «3e âge» celui de l'autonomie, et le «4e âge» celui de la dépendance. Derrière la haine des vieux, il y a la haine de la mort : aucune technique n'a encore permis de dominer ce pan de notre nature ! On va tous mourir un jour ! Pire, on va même être vieux ! Alors se développe toute une panoplie contre la vieillesse : violences familiales, mise en institution... L'auteure de ce livre montre comment les outils économiques s'intéressent plus aux jeunes qu'aux vieux, comment les conflits se greffent sur la notion de patrimoine, s'interroge sur la





## Livres

notion d'héritage, d'inégalité des retraites (ce sont qui ont déjà le plus qui touchent généralement les meilleures retraites) et dénoncent les ravages des placements en maison de retraite. Le style est direct, plein d'anecdotes qui touchent juste. Le livre se termine par une rapide ébauche des alternatives possibles, le sujet reste largement à creuser. MB.

## La vie rurale Enjeu écologique et de société

**François Plassard**  
**Ed. Yves Michel**  
**2003 - 144 p. - 13 €**

La ville a de gros besoins. Coupée de la nature, elle lui demande de la nourrir. La réponse actuelle est l'agriculture industrielle gérée par la politique agricole commune. La conséquence de ce fonctionnement est la perte de lien avec la nourriture, mais également avec les autres. François Plassard, ingénieur agricole et économiste, s'intéresse depuis fort longtemps aux alternatives et propose de réfléchir à une nouvelle forme de société plurielle et solidaire qui s'appuie sur la multiplication de ces expériences : les éco-hameaux, les systèmes d'échanges locaux, les associations pour le maintien de l'agriculture... Cette revitalisation des liens sociaux doit permettre de bloquer le phénomène de la mondialisation macdonaldisée et de revenir à une société où la proximité est une garantie contre la pauvreté et l'exclusion. Toutes ces initiatives ont un point commun : remettre l'argent au niveau d'un moyen et non d'une finalité, ce qui est permis par le choix du statut associatif. Plein d'idées intéressantes, mais avec des variations dans le niveau de lecture qui gêne parfois la lecture. FV.

### BAUNDES DESSINÉES

## Le tempérament de Marilou

**Jean-Claude Servais**  
**Ed. Repérages/Dupuis**  
**2003 - 48 p. - 9,50 €**

Les histoires de Jean-Claude Servais sont pleines de jolies femmes aux moeurs légères et de

## VIDEOS La maison des fous

**Andréi Konchalovsky**  
**Distributeur**  
**Hachette Première**  
**2001 - 1h49**

1996, la première guerre en Tchétchénie fait rage jusque dans cet hôpital psychiatrique. C'est un beau film autant dans la forme que dans le fond.

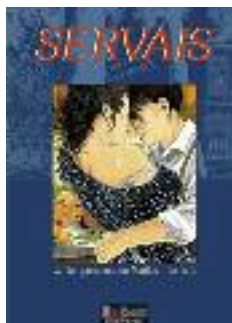
L'œuvre n'est pas partisane ; et ce n'est pas facile devant l'incroyable violence de la soldatesque russe, face au cynisme froid des autorités au Kremlin et à l'hypocrisie toute intéressée des pays démocratiques. C'est une prouesse même quand on essaie de mesurer, de toucher le silence tragique, la noble détresse et la quasi-solitude de ce peuple tchéchène bafoué depuis des décennies, acculé à la violence, calomnié et traité comme un chien, ignoré à la porte des palais des droits de l'homme, sacrifié pour 40% de notre gaz et 16% de notre pétrole... «Si nécessaire, nous buterons les Tchétchènes jusque dans les chiottes» (Vladimir Poutine, septembre 1999), voilà ce à quoi semble répondre cette œuvre. Le génocide hurle à nos portes. Alors dans la nuit bleutée, nous suivons les rails d'un train, fantôme de ceux qui transportèrent les zeks du goulag ou les déportés du nazisme. Un train de mille lumières, de rêve et de beautés qui passent près de la maison des fous et qui ne s'arrête pas, qui va on ne sait où. Un train chargé de chars, monstre roulant de tonnes de fer, grondant de feu et de mort. Est-ce le même ? Qui est fou ? Où est la folie ? Elle passe sous les fenêtres de l'hôpital, dans les yeux des hommes et des femmes, elle salit l'humanité que tous conservent, elle donne l'universelle fraternité aux loups... Et c'est la guerre. Qui se fait presque malgré tout le monde. Et pourtant la guerre ne salit pas tout, n'arrive jamais à jeter l'amour, l'amitié et les rêves à la boue, dans la fange. «La maison des fous» est un film bouleversant ; magnifiquement juste, c'est un jalon pour la conscience humaniste, un kern sur le sentier de l'espoir déchiré et barré au loin par la barbarie. Une œuvre qui ouvre notre cœur et nos yeux.

Il ne va pas sans dire qu'une telle création rend certainement difficile à l'auteur russe de trouver des fonds pour de nouvelles créations mais en revanche il trouvera là une large audience et une sincère reconnaissance. Il glane les prix : Grand prix du jury à la 59e Mostra de cinéma de Venise 2002, prix UNICEF, prix pour la Paix décerné par l'association italienne « Cinema Avvenire ».

Si le film ne le précise pas, il est possible d'agir en aidant le convoi syndical, créé par différentes organisations et des membres de la société civile, qui achemine de l'aide à long terme en Tchétchénie : Convoi syndical c/o SUD-PTT, 23, rue de la Mare, 75020 Paris, tél : 01 44 62 12 88.

**Mahlen.**

forêts enchantées. On se laisse emporter sous son trait agréable qui rend à la perfection les ambiances de la forêt, avec ses ombres et ses lumières, ses animaux et ses sorcières. Dans ce onzième tome de la série «La mémoire des arbres», l'auteur nous propose une histoire de meurtre dans une auberge située à la frontière entre la Belgique et la France. Un moment de rêve bien agréable. MB.



## Le village qui s'amenuise

**Corbeyran et Balez**  
**Ed. Dargaud**  
**2004 - 64 p. - 13 €**

Dans un village, les gens en viennent à s'engueuler parce qu'ils suspectent que l'autre lui prend du terrain. Mais en fait, c'est l'en-

semble du village qui rétrécit, obligeant à une réorganisation sociale. La promiscuité provoque des situations fort drôles.

L'intrigue est savoureuse, entre absurde et réalisme, même si la chute n'est pas très originale. MB.

## ENFANTS L'agneau qui ne voulait pas être un mouton

**Didier Jean et Zad**  
**Ed. Syros Jeunesse**  
**2003 - 32 p. - 13 €**

*Dès sept ans.* Belle transposition du célèbre poème «Quand ils sont



venus chercher les juifs, je n'ai rien dit car je n'étais pas juif... » mais avec une histoire de loup qui vient prélever les moutons les plus faibles. Va-t-on se laisser manger comme des moutons ? Un agneau prône la révolte... avec succès. FV.

## Manger, quelle histoire !

**Marie-Ange Le Rochais**  
**Ed. Ecole des loisirs**  
**2003 - 48 p. - 12,50 €**

Présentation des différents aliments : viandes, poissons, lait, légumes, fruits, céréales, pains, épices et aromates, sucreries... et de débats autour de l'alimentation : les interdits d'ici et d'ailleurs, la conservation, l'obésité et la famine, l'agriculture intensive ou biologique, le commerce équitable. Les textes seraient parfaits si dans les illustrations on ne voyait, jusque sur la couverture, des marques d'aliments. FV.



**Le diamant raye toutes les matières.  
Il peut même rayer un peuple de la surface de la terre.**

Au Botswana, les Bushmen du Kalahari sont menacés de disparition par la découverte d'importants gisements de diamants sur leurs territoires ancestraux. Expulsés de leurs terres, les Bushmen sont regroupés dans des camps où règnent alcoolisme, misère et virus du sida. Leur seul espoir de survie en tant que peuple est de pouvoir retourner librement sur leur terre. Pour les soutenir, contactez Survival, organisation mondiale de soutien aux peuples indigènes, 45 rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris. Tel. 01 42 41 47 62

**Survival** 

[www.survival-international.org](http://www.survival-international.org)